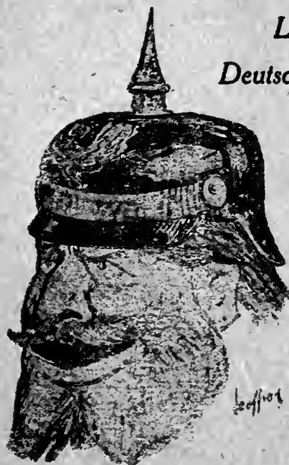
URBAIN GOHIER

LA SOCIALE

La vie large !
Deutschland über alles !



PARIS
11, Boulevard du Palais (IVe)
DANS LES LIBRAIRIES FRANÇAISES
1914

LA SOCIALE

OUVRAGES COMPLÉMENTAIRES
A CONSULTER

(Histoire contemporaine en général;
histoire du socialisme en particulier)

Leur République (Albin Michel, éditeur, 22, rue Huyghens) **3.50**

Le Réveil (Librairie de l'*Œuvre*, 220, faubourg Saint-Honoré) **1.25**

La Terreur Juive (L'Edition, 4, rue Furstenberg) **0.50**

Histoire d'une Trahison (1899-1903) **3.50**

Un libraire quelconque peut demander ces ouvrages aux éditeurs indiqués et les fournir en tout lieu.

URBAIN GOHIER

LA
SOCIALE

La vie large !
Deutschland über alles !



PARIS
11, Boulevard du Palais (IVe)
DANS LES LIBRAIRIES FRANÇAISES
1914

Ceci n'est pas un livre de discussion doctrinale, mais un répertoire, un arsenal de documents exacts et d'arguments topiques pour la campagne électorale.

Il ne s'agit pas du socialisme et des socialistes en général.

La conception du socialisme et la définition d'un socialiste varient à l'infini. Nous voyons, au Parlement et dans la foule, des socialistes chrétiens, des radicaux socialistes, des socialistes « indépendants », des rêveurs, des humanitaristes, des utopistes de tout acabit. Toutes les questions qui touchent à la politique, à l'économie politique, à l'enseignement, à la morale, sont aujourd'hui des questions « sociales »; toutes les lois sont « sociales »; tout le monde est socialiste à sa manière et pratique une certaine sorte de socialisme.

Il s'agit de la bande qui s'intitule *Parti socialiste* et qui se donne comme la « section française de l'Internationale ouvrière. » (S. F. I. O.).

Cette bande a pour chef M. Jaurès, et pour instrument, l'*Humanité.*

Appuyée sur l'Allemagne et sur les Juifs qui sont les fourriers de l'invasion allemande, elle usurpe dans la vie française une place d'où les bons citoyens doivent la débusquer.

Les élections offrent la seule occasion favorable : pendant deux mois tous les quatre ans, les Français prêtent l'oreille aux avis salutaires; hors de cette courte période, ils ne veulent plus entendre parler de la politique et des politiciens.

Mais dans les polémiques de sous-préfecture, les candidats et les journaux ne disent pas ce qu'il faut dire; ils sont mal informés ; ils ignorent les coulisses du Parlement, de la presse parisienne, des états-majors politiciens ; ils discutent de personnages et de faits sans intérêt.

Spécialement lorsqu'ils ont à combattre les gens de la bande Jaurès, ils se laissent « bluffer » par ces charlatans experts; ils ne savent comment réfuter les affirmations les plus impudentes ou les dénégations les plus effrontées. Ils attaqueront le « socialiste » local, le citoyen Dupont ou Durand, personnage falot, mais ne ruineront pas le prestige du Parti, des Pontifes, de l'Idée, avec majuscules.

Or, c'est à la tête qu'il faut frapper.

Peu importe que le « socialiste » local soit un imbécile ou un vaurien; peu importe que les affiliés locaux de la bande Jaurès aient commis telle sottise ou telle canaillerie. Ce qu'il faut crier, démontrer, prouver, c'est que les meneurs de la troupe sont des scélérats — capables et coupables des pires crimes de droit commun, — et des traîtres.

Même dans la presse parisienne, sous prétexte que M. Jaurès peut devenir ministre, *c'est-à-dire disposer des Fonds secrets*, *des croix et des places*, on affecte d'ignorer sa responsabilité dans les crimes de sa bande.

C'est une bêtise et une lâcheté.

A la séance du 26 mars 1909, dans une imprudente interruption, M. Jaurès a revendiqué lui-même la responsabilité de *tout* ce qui se publie, se machine et s'exécute sous sa direction.

Qui osera prétendre que, si les Allemands et les Juifs prodiguent leur or à *l'Humanité*, si les industriels, les banquiers, les commerçants « chantent » sous la menace de *l'Humanite*, si les ministres fournissent des décorations et des faveurs monnayables aux guichets de *l'Humanité*, si les mouchards et les meurtriers de *l'Humanité* bravent la justice, si les membres de la famille Jaurès et les rédacteurs de *l'Humanité* font fortune aux dépens de l'Etat, —

c'est en considération du citoyen Gribemuche ou du citoyen Galipot, comparses obscurs ? — ou même en considération de feu Gérault-Richard ou de M. Renaudel ?

Non. Les chantages, les trahisons, les crimes contre les particuliers ou contre le pays, sont commis sous la responsabilité du chef de bande qui en tire, de beaucoup, la plus grosse part de butin.

Frappez à la tête — ou vous serez lâche, et vous ne ferez qu'une vaine besogne.

Il ne faut pas laisser de côté le principal et batailler sur l'accessoire, mais au contraire négliger le « socialiste » local pour démolir le Parti, les Pontifes, l'Idée.

Le Socialisme, tel que l'incarnent la bande Jaurès et son journal *l'Humanité*, est une entreprise de chantages, de pirateries, de meurtres, de trahisons.

M. Jaurès et ses lieutenants sont des maîtres-chanteurs, des pirates, des assassins ou fauteurs d'assassinat.

Ils sont les complices salariés des Juifs contre la société et la civilisation françaises.

Ils sont les agents salariés de l'Allemagne contre la France.

Voilà ce qu'il est nécessaire de dire bravement et de démontrer péremptoirement.

Les renseignements et documents qu'on trouvera

ci-après ne sont pas des « petits papiers » ; ils n'ont rien de mystérieux ; on les a publiés vingt fois, séparément. Tout le monde les connaîtrait et les aurait retenus, si tout le monde lisait avec attention les journaux et les livres politiques.

Point de poursuites à craindre : les faits sont dans le domaine public, avérés, certains ; jamais on ne les a contestés ; jamais les coquins n'ont osé affronter leurs accusateurs.

S'ils le faisaient une fois, ce serait l'effondrement de leur cabale : la juridiction compétente est la cour d'assises, et la preuve est autorisée, puisque M. Jaurès et ses acolytes sont des membres du Parlement ou des fonctionnaires, et que *l'Humanité* est une société anonyme faisant appel au crédit public.

On apporte dans ce livre, sans commentaires, sèchement, précisément, aux candidats et aux journalistes de province des munitions pour le combat.

Qu'ils aient donc le courage de marcher droit à l'ennemi, et d'en nettoyer une bonne fois l'arène politique.

Le « Parti » socialiste

Le Parti socialiste unifié est, politiquement, une farce.

Avant l'unification, les socialistes se rattachaient soit au Parti socialiste gouvernemental de MM. Jaurès, Millerand, Viviani, — soit au Parti socialiste révolutionnaire de MM. Guesde, Vaillant, Sembat, Bracke : ce dernier ayant aggloméré déjà toute la poussière des petites chapelles.

Le Parti jaurésiste était un syndicat d'affaires et de chantages.

Le Parti socialiste révolutionnaire était un parti de doctrine.

Le premier, qui avait de l'argent, absorba le second, qui n'avait que la foi. Les apôtres, dans l'espoir de posséder enfin un journal, s'associèrent aux forbans (1905).

M. Jaurès, universitaire, professeur de la Faculté des lettres de Toulouse, fils et neveu d'ar-

chevêques, châtelain de Bessoulet, avait fondé « son » parti dans le lupanar d'une fille Chevalier.

Le souteneur de la maison, M. Gérault-Richard, fut désormais le souteneur de M. Jaurès et de ce qu'on nomma la Sociale-Lucullus.

C'est au lupanar de la fille Chevalier, comme au foyer de la Sociale, que les informateurs politiques allaient chercher les nouvelles, quand M. Gérault-Richard, détenu en prison, fut candidat dans le XIIIe arrondissement. M. Gérault-Richard avait outragé le président de la République ; M. Jaurès traîna dans la boue trois générations de la famille Casimir-Périer et se fit fort de « *mettre l'Elysée au-dessous d'une maison de débauche* ».

La plaidoirie atroce fut répandue dans toute la France ; M. Gérault-Richard devint représentant de Paris ; M. Casimir-Périer s'enfuit de la Présidence.

MM. Jaurès et Gérault-Richard s'attaquèrent alors aux socialistes doctrinaires. Ils révélèrent au Prolétariat que MM. Guesde, Vaillant, Sembat, Lafargue, Bracke, Dubreuilh et leurs amis étaient stipendiés par les Jésuites, par les royalistes, par les bonapartistes et que le véritable socialisme se débitait à la *Petite République*.

Comme ils débitaient en même temps des chapeaux à 2 fr., des paletots à 16 fr. et des costumes complets à 10 fr. 50, le Prolétariat français n'hésita pas à les croire.

Après une courte résistance dans le *Socialiste* et dans le *Petit Sou*, MM. Guesde, Vaillant, Sembat, Lafargue et leurs amis capitulèrent — comme Casimir-Périer.

Ils demandèrent l'aman et s'enrôlèrent sous les ordres de leurs vainqueurs. Doctrinaires et forbans « s'unifièrent » dans les locaux de l'*Humanité* que M. Lépine, préfet de police et propriétaire, leur louait au prix de 18.000 francs.

Depuis lors, les doctrinaires ont tâché d'utiliser le journal d'affaires et de chantages pour exposer leur doctrine devant le peuple.

Et les forbans ont profité du crédit politique que leur rendait la collaboration des doctrinaires pour écumer la Bourse, rançonner l'industrie, traire le budget, faire chanter le gouvernement et les particuliers.

En fait, le Parti socialiste n'existe pas en France.

Sur onze à douze millions d'électeurs français, les Unifiés réunissent environ 73.000 adhérents qui ne paient que péniblement leur maigre cotisation. Le budget du Parti n'atteint pas 150.000 francs.

On voit de prétendues Fédérations, représentées pompeusement dans les congrès, qui comptent trente membres (Corse), ou six membres (Cantal), ou même qui ne renferment pas un seul membre cotisant (La Martinique). Ces exemples ont été produits au congrès d'Amiens (1914).

A côté de la Social-Démocratie allemande, qui

enrégimente des millions d'hommes et qui manie des millions de marks, le prétendu Parti socialiste de France est grotesque.

Aux élections générales de 1910, soixante-quatorze candidats ont été élus comme « socialistes unifiés », par 629.500 électeurs.

Mais sur les 74 élus, on ne compte que 16 ouvriers ; la prétendue *Section française de l'Internationale ouvrière* est un Syndicat de bourgeois riches, quelques-uns très riches, avocats, médecins, hommes d'affaires, ambitieux amateurs, à qui la « vile multitude » fournit le point d'appui pour des combinaisons diverses.

Ils amusent leurs ouailles avec de vagues descriptions de la Cité future et de la Révolution-en-trois-mille-ans, jouissant eux-mêmes de « la vie large », immédiatement, à pleine gueule.

Sur les 629.500 électeurs qui donnèrent leurs voix aux socialistes unifiés en 1910, on a su depuis que la moitié au moins étaient des royalistes et des catholiques exécutant certains marchés, pratiquant la « politique du pire » ou jouant la comédie du Spectre rouge. A Bordeaux, à Toulouse, à Carmaux, dans le Gard (particulièrement à Uzès), les suffrages recueillis par les candidats socialites unifiés émanent en majeure partie des royalistes et des catholiques les plus ardents (*Eclair* de Montpellier, royaliste, 3 avril 1910. Révélations du comte de Puységur dans le *Matin* du 17 mai 1910).

De même, en Saône-et-Loire, dans l'Aveyron, dans la Somme.

L'*Action libérale* et le catholique M. Piou ont assuré, dans la Lozère, l'élection du banquier juif L.-L. Dreyfus, principal actionnaire et candidat de l'*Humanité ;* soutenu, dans le Var, la candidature de M. Renaudel, administrateur de l'*Humanité.*

Le multimillionnaire, le « capitaliste affameur » L.-L. Dreyfus, était le type des Prolétaires aux mains calleuses que poussent dans la politique les meneurs de la Sociale. Le millionnaire Mille, à Moulins, le millionnaire Bouisson à Marseille, ont acheté comptant l'investiture collectiviste révolutionnaire aux guichets de M. Jaurès. Les millionnaires forment ainsi l'état-major de la *Section française de l'Internationale ouvrière ;* et les élus qui ne sont pas millionnaires avant d'entrer au Parlement le deviennent promptement après...

L'élection « socialiste » de Marseille, entre autres, était ainsi jugée dans la *Guerre Sociale* (unifiée) du 13 avril 1909 :

Il y a un mois, le millionnaire M. Bouisson se portait comme candidat socialiste indépendant à Marseille contre le candidat socialiste unifié, le citoyen Crémieux.

L'*Humanité* le traîna dans la boue...

Il y a huit jours, la même *Humanité*, journal officiel quotidien des unifiés parlementaires, nous apprenait triomphalement, en première page, que le

citoyen Bouisson venait d'adhérer au Parti, où la section de Marseille l'avait admis à la quasi unanimité.

Non unifié, il y a un mois, il n'était bon ni à rôtir, ni à bouillir.

Unifié aujourd'hui, c'est un bon citoyen, digne de l'estime de tous les unifiés.

Le millionnaire avait acheté l'estampille, l'investiture, le mandat législatif, aux guichets de la maison Jaurès, comme M. L.-L. Dreyfus pour Florac.

Aux élections générales de 1910, M. Jaurès était battu à Carmaux comme il l'avait été aux élections de 1906. Il n'a jamais tenu son mandat que de la fraude.

En 1906, son nom était sorti des urnes après l'expulsion des électeurs, derrière un rempart de baïonnettes et par les soins du commissaire « spécial » de police Simon.

En 1910, la farce fut d'une autre sorte. Au premier tour (24 avril), M. Jaurès était battu par le radical Rigaud. Le second tour avait lieu le 8 mai. Entre les deux scrutins, le 1er mai s'annonçait comme une journée d'émeute ; la C. G. T. et la *Guerre Sociale* organisaient une manifestation gigantesque et violente. L'*Humanité* traita avec le ministère de l'Intérieur ; elle contremanda la manifestation : « *Camarades ! Evitons le massacre !* » Le 1er mai se passa tranquillement ; le radical Rigaud se désista complaisamment : l'Intérieur y

avait pourvu. Et M. Jaurès reprit le mandat nécessaire à ses trahisons comme à ses chantages.

Le Parti socialiste unifié, avec M. Jaurès pour chef et l'*Humanité* pour organe, est simplement un rouage dans les combinaisons de la finance internationale et de la politique juive, contre la société française, contre la France.

L'Unité socialiste

Le 26 décembre 1913, sur le vote des deux douzièmes provisoires qui devaient permettre d'attendre le budget de 1914, le Parti socialiste « unifié » s'est divisé : treize anciens guesdistes ont voté *contre*, tandis que la bande Jaurès votait *pour* (scrutin rectifié au *Journal officiel* du 28 décembre).

Les journaux de Paris ont découvert, à cette occasion, que l'unité socialiste était une farce.

Elle a toujours été une farce.

L'*Humanité* a pour directeur politique M. Jaurès, et pour secrétaires de rédaction MM. Dubreuilh et Lucien Roland, guesdites.

M. Dubreuilh avait été secrétaire de la rédaction du *Petit Sou*, qui dénonça toute une année, avec documents à l'appui, les vols, les chantages fructueux, les trafics honteux, les machinations ignobles ou meurtrières du « camarade » Jaurès (notamment : le vol de la souscription du Creu-

sot, le *sweating system* des Cent Mille Paletots, les pots-de-vin du Gaz, l'affaire du Pavage en verre, le chantage des Brasseries parisiennes, une dizaine de faux, le « coup » des Asssurances américaines, etc.).

M. Lucien Roland était le candidat du parti socialiste contre le banquier Dreyfus, spéculateur en blés russes, à qui MM. Jaurès et de Pressensé vendirent un siège législatif dans la Lozère et des privilèges télégraphiques scandaleux pour ses coups de Bourse.

C'est M. Lucien Roland qui sténographiait ainsi les tintamarresques harangues de M. Jaurès, le Mirabeau de bazar :

Idéal ! citoyens ! lumière ! humanité !
L'orage, les éclairs, la flamme, le simoun !
Franchise ! nègre blanc ! immense loyauté !
Raflafla ! badaboum ! rataplan ! zim boum boum !
Le néant, le progrès ! nuages éthérés !
Plutarque ! Karl Marx ! Michelet ! Chantaboum !
Electeurs, décorés ! Nous mangeons des curés !
Raflafla ! badaboum ! rataplan ! zim boum boum !

En revanche, M. Jaurès faisait accuser tous les jours, dans la *Petite République socialiste*, MM. Guesde, Vaillant, Dubreuil, Roland, Bracke, Sembat et leurs amis d'être stipendiés par les Jésuites et par le Roy.

M. Bracke composait une brochure entière avec l'énumération d'une partie des faux de M. Jaurès, que le *Socialiste* et le *Petit Sou* nommaient « Es-

cobar, entretenu de Monaco, mangeur de Fonds secrets ».

Unifiés dans le même groupe parlementaire et collaborant au même journal, ces hommes n'ont pu oublier les anciennes haines. Ils se jouent mutuellement des tours pendables.

Dans toutes les conjonctures importantes, le Parti soi-disant unifié s'est scindé en deux ou trois morceaux : les uns votant *pour*, d'autres votant *contre*, les autres s'abstenant.

Et dans leurs Congrès, ils s'excommunient.

Ont été exclus du Parti dans la précédente législature, les citoyens Merle, Coutant, Devèze, Fournier, Pastre, députés ; Paul Brousse, Heppenheimer.

Exclus dans cette législature, les citoyens J.-L. Breton, E. Faure, Selle, Molle, Roux-Costadau, Lagrosillère, Willm, députés.

Mis « en congé » (car on n'exclut pas de si gros personnages), les citoyens Millerand, Briand, Viviani, Augagneur.

M. Pierre Myrens exécute, dans le *Réveil de Boulogne*, M. Gustave Hervé, qui l'exécute dans la *Guerre Sociale* (décembre 1913).

M. Jaurès insulte en allemand dans la *Berliner Tageblatt* et en français dans l'*Humanité* M. Briand : « Aventurier en déconfiture, Morny de la grève générale, Renégat ».

Feu Paul Lafargue et M. Jaurès échangeaient des injures dans l'*Humanité* même (juin 1911).

Au Congrès socialiste de 1910 (séance du 16

juillet) les guesdites convainquirent de faux leurs collaborateurs jaurèsistes de l'*Humanité*, et M. Bracke gifla vigoureusement M. Jaurès (très entraîné à ce sport depuis les soufflets que lui administra le comte de Bernis à la tribune de la Chambre).

En 1913, le citoyen et la citoyenne Cambier dénoncent, dans la *Lutte de classe*, les gabegies financières du Parti et de l'*Humanité*. Ils sont aussitôt excommuniés comme « traîtres » par le Conseil national et par la Fédération de la Seine. Les rédacteurs de la *Lutte de classe* (Allemane, Chauvin, Maranges) qui réclament un droit de contrôle sur l'état-major de la Sociale sont, à leur tour, menacés d'anathème et de « suspension ». Le Congrès d'Amiens confirme l'exclusion des époux Cambier.

Quand M. Jaurès défendait, dans l'*Humanité*, le projet d'impôt sur le revenu de M. Caillaux, M. Bracke démontrait à la même place que ce projet n'avait ni queue ni tête.

Quand fut demandée l'enquête sur l'achat par M. Gérault-Richard du siège législatif de la Guadeloupe, 4 socialistes votèrent *contre*, 38 votèrent *pour*, 31 se réfugièrent dans l'abstention.

Au Congrès de la Fédération de la Seine de 1908, un citoyen Marius André fut excommunié parce qu'il avait dîné, dans un banquet, avec M. Noblemaire, directeur du P.-L.M. Mais la même Fédération de la Seine avait admis que M. Jaurès fît ripaille avec le roi et la reine d'Ita-

lie, pour célébrer les fusillades de Milan.

A Toulouse, M. Jaurès collabore régulièrement à la *Dépêche* radicale, bourgeoise, payant bien, et refuse sa collaboration au *Midi Socialiste*, orthodoxe mais pauvre. Et le *Midi Socialiste* reproche aux socialistes jaurèsistes d'avoir favorisé l'élection du radical Sarraut, co-directeur de la *Dépêche*, dans l'Aude, contre le socialiste Ferroul, pour des raisons sonnantes.

Sur l'augmentation de l'indemnité parlementaire, sur le premier projet d'impôt sur le revenu, sur le système des retraites ouvrières, la moitié des socialistes « unifiés », votait dans un sens, l'autre moitié votait dans le sens contraire.

Même désaccord sur l'augmentation de la solde des officiers, sur les retraites des ouvriers mineurs, sur l'aministie des néo-malthusiens (19 *pour*, 46 *contre*, 2 abstentions).

Une partie des socialistes unifiés dénoncent la Franc-Maçonnerie comme une congrégation bourgeoise, exploiteuse, ennemie du prolétariat. Les autres « unifiés » sont francs-maçons.

Une partie des socialistes unifiés regardent l'anti-cléricalisme comme un hors-d'œuvre ou comme une déviation funeste de la polémique. Les autres sont anti-cléricaux forcenés.

Au congrès d'Amiens (janvier 1914), les opinions les plus opposées sont affirmées sur la tactique électorale et sur l'alliance avec les radicaux ; M. Delory revendique le droit, pour les socialistes du Nord, de « marcher avec l'abbé Le-

mire, clérical et partisan du service militaire de trois ans ». Les Fédérations veulent rester libres de leurs alliances, *selon l'intérêt du lieu et du moment, c'est-à-dire selon le plus bas « opportunisme »*. Le congrès ratifie leur vœu.

M. Jaurès tâche de concilier ces contradictions en professant lui-même successivement ou même simultanément les doctrines opposées.

Anticlérical furieux à Paris, clérical pratiquant à Toulouse et dans le Tarn, patriote dans la *Dépêche*, anti-patriote dans l'*Humanité*, votant à la Chambre les projets de retraites ouvrières qu'il a flétris dans les meetings comme des escroqueries et des « Panamas », accordant ou refusant au ministère les Fonds secrets selon qu'il y participe ou que le ministre les lui coupe, hurlant *Vive la Commune !* au Mur des Fédérés quand il est dans l'opposition et soutenant le fusilleur des Fédérés au pouvoir quand on l'invite à l'Elysée, il utilise l'*Humanité*, la *Dépêche*, la *Berliner Tageblatt*, les réunions publiques et la tribune parlementaire pour faire dans le même temps des déclarations et des manifestations inconciliables, dont il se réclamera plus tard suivant l'occasion.

Cependant le Congrès d'Amiens s'achève par une scission : M. Allemane et ses amis déchirent le pacte de 1905 pour reconstituer le Parti ouvrier ; ils dénoncent la bande Jaurès comme « une oligarchie odieuse, un vaste syndicat d'appétits ».

« L'Humanité »

Journal officiel du Parti socialiste

Les citoyens qui n'ont jamais lu l'*Humanité* croient que le journal officiel du Parti socialiste est destiné à l'éducation du peuple.

En effet, M. Jaurès y a ouvert un « cours de spéculation à la Bourse » (*La Bourse ; les Actions ; les obligations ; la Cote des valeurs. Comment on fait une émission*, etc.). Ce cours est naturellement confié à un camarade Lévy.

M. Jaurès y a ouvert également un cours de Fornication qui débutait en ces termes (*Humanité*, 24 septembre 1913) :

> L'amour n'est pas un privilège de l'espèce humaine.
>
> L'immense majorité des êtres vivants... ont comme nous une vie sexuelle : ils se reproduisent par la *fécondation du mâle par la femelle.*

Cette doctrine invertie paraît venir de Berlin, avec les subsides du Parti.

En réalité, l'*Humanité* est un redoutable instrument de trahisons et de chantages.

Elle a été fondée en 1904, au capital de 780.000 francs ; les statuts sociaux, déposés aux minutes de Me Lavoignat, notaire, ont été publiés dans les *Petites Affiches* du 5 mai 1904.

Les traits essentiels en étaient : que le capital argent devait prélever avant tout un intérêt de 6 % ; que M. Jaurès recevait, pour avoir fourni le titre (inexistant) du journal, un pot-de-vin personnel de 390.000 francs ; et que les actionnaires étaient douze Juifs, représentant les douze tribus d'Israël : MM. Lévy-Brühl (prête-nom de Rothschild), Lévy-Brahm, Dreyfus, Ely Rodrigues, Léon Picard, Salomon Reinach, André Blum, Rouff, Casewitz, P. Dreyfus, Herr, Sachs. Il y avait même un treizième à la douzaine, M. Pontremoli, qui ne « marchait » que pour 300 francs : le pauvre du ghetto.

Depuis 1904, le capital initial a été dévoré bien des fois. « Il me faut la vie large ! » avait déclaré M. Jaurès. Les Juifs et les Allemands ont dû l'arroser souvent.

Pour dissimuler les arrivages de subsides inavouables, on a reconstitué la Société, on a émis des actions « ouvrières », fait appel aux souscriptions « ouvrières », battu la caisse dans les meetings et tendu la sébile à la porte des réunions. Le Juif Claretie-Veil, qui dirigeait la Comédie-Française pour le compte d'Israël, a même obligé ses pensionnaires à donner des représentations au

bénéfice de la maison Jaurès.

En aucune circonstance, M. Jaurès n'a contribué de sa poche ; ni les revenus du domaine de Bessoulet, ni les produits de la tournée en Argentine avec Nini Buffet, ne se sont engloutis dans le gouffre.

La menace que M. Jaurès, en pleine Chambre, avait clamée contre la banque juive qui resserrait les cordons de sa bourse — (voir le chapitre *Chantages*) — a produit un certain effet. L'*Humanité* s'est mise à six pages, comme les journaux bourgeois, et elle a fait encore une émission de titres à 25 francs pour masquer l'origine de ses fonds.

Les obligations sont « garanties par le Parti socialiste », remboursables en quarante ans, et portent intérêt à 4 %. Le taux était 6 % pour les actionnaires Juifs, gros financiers ; il n'est plus que de 4 % pour les obligataires de la plèbe.

La *Lutte de classe*, journal socialiste, publié par un groupe d'unifiés très orthodoxes, analysant dans une série d'articles (sept., oct., nov. 1913) les budgets de l'*Humanité* tels qu'ils étaient présentés au contrôle du Parti, constatait :

— que les faux et les abus de confiance sont d'un usage courant dans l'administration de l'affaire ;

— que, la Caisse étant toujours en déficit, les rédacteurs importants et les administrateurs ont accru de 80 % leurs profits *avoués ;*

— Que les petits écus arrachés à la misère des

ouailles socialistes servent à constituer des rentes de 6.000 francs aux « propagandistes » de l'état-major.

Ce qui permet de prédire que le budget de la Cité future ressemblera beaucoup au budget de la République bourgeoise.

A plusieurs reprises, des renseignements précis sur les finances du Parti socialiste et de l'*Humanité* avaient été publiés par des journalistes « bourgeois ».

Le Prolétariat les ignorait.

Enfin parurent dans la *Guerre sociale*, journal d'aspect révolutionnaire, mais socialiste-unifié selon le catéchisme et le *Credo* du Parti, des révélations décisives. Dès lors, le Prolétariat ne pouvait feindre d'ignorer la vérité ou d'en suspecter l'origine.

Des délégués de la *Guerre Sociale*, à la suite de polémiques violentes, avaient été admis à jeter un regard dans la comptabilité de l'*Humanité*. Dans les numéros des 16, 23, 30 novembre 1910 de la *Guerre Sociale*, ils rendirent compte de ce qu'ils avaient vu.

Naturellement, on ne leur avait pas tout montré : ni les caisses à double fond, ni les entrées de pots-de-vin pour lesquels il n'est point délivré de reçu. Mais ce qu'ils avaient vu doit être noté.

Guerre Sociale du 16 novembre 1910 :

Explication du pacte initial de l'*Humanité*, à peu près tel que nous l'avions analysé en 1906 et

que nous le donnons ci-dessus. Sur la liste, deux nouveaux Juifs, M. Javal et M. Mauss. Mais on apprend que *les trois quarts des actions* ont été souscrites par des personnages qui sont en réalité *les distributeurs d'argent de Rothschild*. Donc Rothschild est le principal commanditaire de l'*Humanité*. Le reste du capital est fait surtout par la banque L.-L. Dreyfus.

L'*Humanité* s'installe dans un immeuble du préfet de police Lépine (110, rue de Richelieu), au loyer de 18.000 francs. Si l'*Humanité* paye son terme, quel drôle de journal prolétarien ! Si elle ne le paye pas, c'est que le préfet de police la subventionne.

En deux ans, M. Jaurès et son journal dévorent 560.000 francs, dont 440.000 francs seulement avaient été versés. Alors, le 5 octobre 1906, cri d'alarme, appel de fonds ; en janvier 1907, constitution d'une nouvelle Société, au capital de 200.000 francs, divisé en 8.000 actions. Tous les Juifs restent : ils sont chez eux. Des bourgeois capitalistes fournissent 93.250 francs. *Le Prolétariat n'apporte que* 51.600 *francs, c'est-à-dire le quart du capital.*

La plupart des bourgeois capitalistes ont souscrit sous le nom de M. Jaurès, qui détient 95.000 francs d'actions nouvelles, et se trouve ainsi maître du journal pratiquement, comme il en est le directeur politique : donc RESPONSABLE de toutes les manières.

Guerre Sociale du 23 novembre 1910 :

Comme beaucoup de journaux « bourgeois », l'*Humanité* loue (1907,1908), son Bulletin financier à un homme de Bourse : à M. Edmond Théry, directeur de l'*Economiste européen*, adversaire violent des utopies socialistes, distributeur d'argent des grands établissements de crédit, en particulier du *Crédit Lyonnais*.

M. Edmond Théry paie à l'*Humanité* 19.000 fr. par an, et lui verse 75 % sur le prix de toute publicité financière qu'il apportera (exemples : chemins de fer variés et ponts divers de l'Argentine, du Brésil, du Mexique, comptes- rendus et bilans des Sociétés). En fait, 15.000 francs par an, ajoutés aux 19.000.

L'*Humanité* s'interdit, de ce fait, toute attaque contre les établissements financiers représentés par M. Edmond Théry.

En 1909, les révélations du journal *la Révolution* obligent l'*Humanité* de rompre avec M. Edmond Théry.

Mais elle conclut aussitôt un traité de 36.000 francs avec M. J. Comte, mandataire de la maison *Haasenstein et Vogler* (Publicité !). Signé pour cinq ans. L'*Humanité* recevra tous les deux ans cinq mille francs de plus, et 36.000 francs de plus (au total 86.000 francs) si elle paraît sur six pages.

L'*Humanité* s'interdit, de ce fait, toute attaque ou critique contre les établissements financiers, grands magasins, entrepreneurs, municipalités,

etc., qui sont en relations d'affaires avec Haasenstein et Vogler.

La *Guerre Sociale* du 30 novembre 1911 réplique à chacune des réponses tentées par l'*Humanité*.

Les commissaires de la *Guerre Sociale* n'avaient rien vu des pots-de-vin remis directement à M. Jaurès et à ses acolytes : par exemple des 50.000 francs payés par un agent allemand pour une campagne contre les Fonds russes.

Mais leur « rapport » fit sensation.

Il indiquait à M. Jaurès, en concluant, un moyen bien simple de se justifier : « si Rothschild n'est pas le maître de l'*Humanité*, que l'*Humanité* commence une campagne contre Rothschild ! Les occasions ne manquent pas. La grève des cheminots a commencé sur le réseau du Nord, qui est la propriété exclusive de sept Rothschild... »

L'*Humanité* n'a jamais imprimé le nom de Rothschild.

Et c'est la *Guerre Sociale* qui a cessé de commettre des indiscrétions. Elle est devenue aussi muette que sa consœur.

L'*Action française* du 12 août 1912 commentait les boniments de l'*Humanité* en quête de souscripteurs :

Enregistrons un bruit qui court : M. Jaurès ne

ferait tant de bruit, il ne demanderait 150.000 francs de souscriptions ostensibles que pour couvrir d'importantes subventions que la Finance cosmopolite et juive lui aurait fait tenir en vue d'étendre son journal, qui sera chargé de troubler le pays au cours de la prochaine tension européenne.

Un mois plus tôt, nous écrivions précisément dans l'*Œuvre* :

Quand le directeur de l'*Humanité* va quêter dans les provinces, offrir son papier d'escroquerie aux *gogos*, après avoir fait travailler à son profit les demoiselles de la Maison Claretie, après avoir écumé jusqu'à Buenos-Ayres avec une chanteuse de music-hall — tout le monde sait bien que c'est une comédie.

Les souscriptions seront *de fausses souscriptions, destinées à masquer la véritable origine des capitaux, qui viennent des banques juives et de la Wilhelmstrasse.*

La cause est entendue, n'est-ce pas ?

Les Socialistes et la « Presse bourgeoise »

Parmi les mensonges que l'*Humanité* fait avaler chaque jour à ses ouailles, celui-ci frappera particulièrement les journalistes appelés à combattre la bande Jaurès.

Sans relâche, l'*Humanité* prétend se séparer de ce qu'elle nomme avec mépris « la presse bourgeoise ».

Sans relâche, M. Jaurès et ses collaborateurs affectent de se séparer des « journalistes bourgeois ».

Or, d'une part, on voit tout le long de ce volume que l'*Humanité* est le plus « bourgeois » des journaux, si l'on prend le mot « bourgeois » dans le sens péjoratif. Elle imite, elle dépasse les pires exemples de vénalité, de fourberie, de chantage, de calomnie, de mensonge direct ou de mensonge

par omission que l'on ait pu constater dans la presse contemporaine.

Ses finances et ses pratiques professionnelles la mettent au plus bas degré de ce que son oracle, Zola, nommait « la presse immonde ».

D'autre part, les rédacteurs socialistes de l'*Humanité* sont tous *des bourgeois :* bourgeois par les origines, bourgeois par la fortune et par les mœurs, bourgeois de culture et d'éducation.

Derrière M. Jaurès, fils et neveu d'archevêque, aussi appointé au total que Fragson ou Mayol, — derrière M. le vidame de Hault de Pressensé, qui faisait le gentilhomme et qui jouait les André de Fouquières dans la Sociale, — M. Bracke, M. Sembat, M. Allard, M. Morizet, M. Dubreuilh et les Q.-M. secondaires, les chroniqueurs littéraires, les sociologues, les artistes, même les simples informateurs du Parlement, du Palais, de la Bourse, du Théâtre, sont des avocats, des médecins, des amateurs bien rentés, des hommes de carrière libérale.

Quand une signature d'ouvrier socialiste ou syndicaliste paraît dans l'*Humanité*, c'est accidentellement, pour la montre.

L'administrateur du journal, M. Renaudel, est un vétérinaire. L'*Humanité* est même le seul journal qui entretienne un vétérinaire pour sa rédaction.

Non seulement ces journalistes socialistes sont des bourgeois, mais ils collaborent presque tous, régulièrement, continuellement, aux « journaux

bourgeois » qu'ils insultent dans l'*Humanité*.

Les journaux bourgeois s'en amusent, parce qu'ils tiennent ces personnages à leur solde.

Le Prolétariat l'ignore généralement, et il faut le lui répéter.

M. Jaurès donne l'exemple. Socialiste pour le public crédule de l'*Humanité*, il collabore régulièrement à la *Dépêche* de Toulouse, radicale, bourgeoise, opulente : et il refuse de collaborer au *Midi Socialiste*, de Toulouse, également orthodoxe, mais sans argent ; il collabore régulièrement, en Allemagne, non pas au *Vorwærtz* socialiste, mais à la *Berliner Tageblatt*, organe de la haute banque juive et des bourgeois radicalo-boursiers de Prusse ; en Autriche, à la *Neue Freie Presse* de Vienne, toute pareille à la *Berliner Tageblatt*.

Et toutes les fois qu'un journal socialiste de province lui demande un article, il le refuse.

Et toutes les fois qu'un journal ou une revue capitaliste de l'étranger lui demande un article, il le vend.

M. de Hault de Pressensé trouva longtemps le moyen de collaborer à la fois au *Temps*, opportuniste et à l'*Aurore* révolutionnaire ou à l'*Humanité* collectiviste. On vit, dans l'*Humanité*, M. Jaurès et M. de Pressensé flétrir « la perfidie empoisonnée du *Temps*, son fétichisme ignominieux et le sombre venin (!) de sa vertu » : pour discuter des articles anonymes fournis par M. de Pressensé lui-même. La farce dura jusqu'au jour

où M. Hébrard, directeur du *Temps*, cessa de la trouver plaisante.

Pendant toute l'affaire Dreyfus, les collaborateurs quotidiens de M. Jaurès à la *Petite République socialiste*, MM. Henri Turot, conseiller municipal révolutionnaire du XVIIIe et Henri Pellier, collaboraient quotidiennement aussi à l'*Eclair*, journal de l'état-major ; puis M. Turot collabora au *Figaro*, dont il touchait les forts subsides (rue Drouot) et dont il voulait étriper les lecteurs (rue Réaumur).

Aujourd'hui, M. Albert Thomas, ombre de M. Jaurès à l'*Humanité*, collabore régulièrement à l'*Information*, journal de Bourse, sous un pseudonyme. Il se réfute et s'insulte lui-même, d'un journal à l'autre, sous ses deux masques. Il est l'intermédiaire naturel de la bande Jaurès avec le monde de la Finance, et nous le retrouverons dans le tragique incident du coup de Bourse « à la grève des cheminots ».

M. Willm, M. Varenne, M. Gustave Hervé, M. Rouanet, M. Dumas donnent des articles au *Matin ;* M. Sembat et M. Albert Thomas en donnent au *Journal* ; M. Paul-Louis au *Petit Parisien ;* M. Jean Longuet et M. Rouanet portent chaque jour, régulièrement, des informations et de la copie à divers journaux boulevardiers.

Un très grand nombre de correspondants de province, appointés par les journaux « bourgeois » de Paris, sont des affiliés de la Sociale,

correspondants de l'*Humanité*, rédacteurs des journaux socialistes locaux.

Les journalistes et même les lecteurs profanes ont dû remarquer, à l'époque des Congrès socialistes, nationaux ou internationaux, que les comptes-rendus sont beaucoup plus complets dans les grands journaux « bourgeois » que dans les journaux socialistes.

Pourtant, l'accès de ces Conciles est sévèrement interdit aux envoyés de la presse « bourgeoise ».

Ce sont les congressistes eux-mêmes, et non les moindres, les élus, les pontifes, qui fournissait aux journaux bourgeois leurs comptes-rendus détaillés et même des informations confidentielles.

S'ils font écarter les journalistes « bourgeois », c'est pour n'avoir pas de concurrents, et pour battre monnaie eux-mêmes, à la caisse du *Temps*, du *Journal*, du *Figaro*, de *l'Eclair*, du *Petit Parisien*, de *l'Echo de Paris* et du *Matin*, avec les secrets de leur parti.

La seule différence qu'il y ait, dans les journaux « bourgeois », entre les rédacteurs « bourgeois » et les socialistes est celle-ci : les rédacteurs bourgeois montent par le grand escalier, font leur travail loyalement, au grand jour, et le signent de leur nom ; tandis que les Q.-M. unifiés, les rédacteurs de l'*Humanité*, les futurs candidats socialistes montent par l'escalier de service, tâchent de n'être point vus par un membre du Parti, signent d'un faux nom, vendent des

renseignements sur leurs organisations et sur leurs camarades. Et leur salaire est remis au bout d'une paire de pincettes.

Au mois d'août 1910, à la suite d'un incident survenu à Brême entre les gens de la Social-Démocratie et l'auteur de ce livre, les faits qu'on vient d'énoncer furent soumis à M. le Président et à MM. les membres du *Congrès international socialiste* qui s'ouvrait à Copenhague.

On ajoutait à l'exposé :

Il faut en finir avec l'hypocrisie de vos états-majors.

Vous osez, vous socialistes, écarter d'un geste pudique les journalistes que vous appelez « bourgeois » parce qu'ils disent la vérité au peuple, au lieu de le flagorner bassement !

Vous voulez faire croire à vos ouailles, plus naïves et plus sottement dociles que les ouailles des curés et des sorciers nègres, que vous vous tenez à l'écart des contacts profanes ?

Si vous n'êtes pas les derniers des hypocrites, vous prendrez dans votre présent Congrès des mesures pour que vos députés socialistes et vos journalistes socialistes débarrassent de leur présence les journaux bourgeois dont ils soutirent les subsides, et les associations bourgeoises où ils se faufilent tous les jours.

Puisque vous vous retranchez dans votre camp, que venez-vous espionner, que venez-vous dérober dans le nôtre ?

Vous ne pouvez pas cumuler plus longtemps les bénéfices politiques d'une intransigeance menteuse

et les profits matériels de vos trafics secrets, de vos compromissions sournoises.

Je n'ai pas un instant l'idée que vous tiendrez compte de ces observations. Vous vous efforcerez seulement d'empêcher qu'elles ne viennent à la connaissance du pauvre troupeau de vos dupes.

Mais on saura tout de même que *la question vous a été posée* et que *vous n'y avez pas répondu.*

URBAIN GOHIER,
journaliste « bourgeois ».

Ils n'y ont pas répondu.

Mais ils continuent tous d'émerger aux Caisses des journaux « bourgeois » qu'ils vilipendent dans les meetings et dans l'*Humanité*.

Agents de l'Allemagne contre la France

A la Chambre des députés (séance du 17 janvier 1908), M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, s'exprimait ainsi :

M. Pichon, *ministre des affaires étrangères.* — Au surplus, et pour répondre à une pensée que je retrouve souvent dans les discours de M. Jaurès, je demande à notre collègue de n'être pas plus préoccupé que ne l'ont été les gouvernements étrangers de limiter les droits et les obligations de la France.

En langage clair, le ministre des Affaires étrangères demandait au citoyen Jaurès de n'être pas toujours plus germanophile que les Germains, plus Allemand que les Allemands, plus kaiserlick que le Kaiser.

A la séance du 19 juin 1908, le même Ministre des Affaires étrangères s'écriait :

M. Jaurès est l'orateur de l'Allemagne au Parlement français !

En 1904, c'est M. Jaurès qui avait demandé l'intervention de la France au Maroc et le concours financier de la France pour le sultan du Maroc :

Je suis convaincu, disait-il (24 avril 1904) que la France a au Maroc des intérêts de premier ordre.

Je suis convaincu que ces intérêts mêmes lui créent une sorte de *droit.*

Ce n'est pas impunément que les populations musulmanes ou marocaines pourraient-être groupées contre nous...

Nous avons donc *le droit* de prendre des précautions contre cet ordre de dangers !

En 1908, M. Jaurès réclama l'évacuation pure et simple du Maroc.

En 1904, l'ordre de Berlin était d'engager la France dans une aventure ; en 1908, l'ordre de Berlin était de livrer le Maroc à l'Allemagne.

Voici ce que disait, sur ce point, à la séance du 24 janvier 1908, M. Ribot, alors député. M. Ribot n'est point un ennemi de M. Jaurès, au contraire : il fut le candidat de M. Jaurès pour la Présidence de la République contre M. Fallières et contre M. Poincaré ; les deux politiciens grandiloquents et fourbes ont toujours agi comme des alliés. Mais, dans l'interpellation relative au Maroc, M. Ribot déclara :

Je crois n'avoir jamais encouragé certaines illusions au sujet de la pénétration pacifique au Maroc. M. Jaurès, qui vient de quitter cette tribune,

ne pourrait peut-être pas en dire autant (*Mouvements divers*) ; lui qui se montre en ce moment si tranchant, lui qui nous propose en ce moment rien moins que d'évacuer immédiatement le Maroc, il me permettra de lui rappeler quelles illusions dangereuses il apportait à cette tribune il y a bien peu de temps encore.

C'était en 1904, lorsque nous discutions l'approbation de l'arrangement avec l'Angleterre. M. Jaurès, à ce moment, protégeait les ministres, un peu comme il reproche au cabinet actuel de protéger le sultan du Maroc (*On rit*), et il n'avait pas alors assez d'enthousiasme et de lyrisme pour célébrer les conséquences qu'il tirait audacieusement de ce traité. (*Très bien ! très bien ! au centre.*)

Il allait jusqu'à reprocher à mon ami M. Denys Cochin, qui n'est pas particulièrement froid quand il s'agit de la politique française au Maroc, de manquer d'enthousiasme, et il disait à M. Boni de Castellane, dont il louait le discours élégant : « Vous n'avez pas compris tout ce qu'il y a dans ce traité anglo-français. Savez-vous ce qu'il y a dans ce traité ? Il nous donne ce que la France n'avait pas hier : le droit exclusif d'organiser le Maroc comme nous voudrons. » (*Rires au centre. — Mouvements divers.*)

Et M. Jaurès, à ce moment, ne se préoccupait pas outre mesure, semble-t-il, de ce que d'autres puissances pourraient penser à ce sujet. Il disait au contraire — ce sont ses propres paroles — que désormais nous avions seuls, ou avec l'Espagne, le droit de procéder à la rénovation pacifique du Maroc.

Oh ! sans doute, il expliquait qu'il ne fallait pas

être trop impatient, qu'il y avait des dangers, que la configuration du sol et le caractère marocain, que nous connaissons si mal, pouvaient être des obstacles à une pénétration trop rapide, mais cela ne l'empêchait pas de proposer, avec un dédain magnifique de tous les obstacles, de créer immédiatement un budget pour le Maroc — aussi sérieux, disait-il, quoique un peu moindre, que celui d'une occupation militaire. (*Mouvements divers.*)

Il mettait le budget de la France au service du Maroc, et il n'y posait que deux conditions : la première, c'est que nous allégerions les impôts — non pas des contribuables français, mais des contribuables marocains (*On rit*) ; et la seconde, c'est que nous exigerions immédiatement du sultan qu'il mît à notre disposition, et à notre disposition exclusive, tous les moyens de pénétration : routes, chemins de fer, dont nous aurions besoin et dont nous entendions rester seuls les maîtres.

Si l'on avait suivi ce magnifique programme de pénétration pacifique, je vous laisse à penser où nous en serions aujourd'hui !

Durant toutes les négociations internationales relatives au Maroc, notamment au cours des négociations d'Algésiras, les articles quotidiens de M. Jaurès ont été, jusque dans les moindres nuances, le reflet de la politique allemande. Ils étaient littéralement dictés de Berlin.

Toutes les fois — (c'est-à-dire une trentaine de fois) — que M. Jaurès a pris la parole au Palais-Bourbon sur les affaires du Maroc, la substance de son argumentation a été indiquée vingt-quatre

heures *d'avance* dans la presse officieuse allemande.

Ainsi, plusieurs jours avant l'interpellation de janvier 1908, la *Vossische Zeitung* expliquait comment « le gouvernement de la France allait être mis en fâcheuse posture devant l'Europe par les révélations de M. Jaurès ».

Ce n'est pas la presse socialiste, mais la presse gouvernementale et la presse financière de Berlin, qui ont toujours *annoncé* l'intervention et le langage de M. Jaurès au Parlement français.

La *Frankfurter Zeitung*, les *Hamburger Nachrichten*, la *Berliner Zeitung*, les *Munchener Neueste Nachrichten*, parlent sans relâche de M. Jaurès comme du Français le plus utile à l'Allemagne, le plus digne d'être Allemand.

Dans les journaux allemands, M. Jaurès est « Jaurès » tout court, fraternellement, ou même « Notre Jaurès », comme le Prince Frédéric, un des vainqueurs de 1870, était *Unser Fritz*.

M. Jaurès est le collaborateur régulier et grassement appointé — non pas du *Vorwærtz*, le grand journal socialiste, — mais de la *Berliner Tageblatt*, journal des gros spéculateurs juifs de Berlin, adversaire implacable de la Social-Démocratie et, par-dessus le marché, défenseur des homosexuels dans le dégoûtant procès Harden-Eulenbourg (Bureaux à Berlin, *Jerusalemerstrasse*).

Dès ses débuts, l'*Humanité* recevait 20.000

marks de M. Bebel, qui fut toujours un fervent nationaliste allemand.

Quand l'ambassadeur de l'Empire allemand à Paris était le prince von Radolin, il portait ouvertement à la villa des Chalets (résidence de M. Jaurès) les ordres et les subsides de la Chancellerie allemande.

L'*Humanité* est l'organe de la Colonie allemande à Paris, au même titre que la *Pariser Zeitung*. Et M. Jaurès pousse la flagornerie jusqu'à faire baptiser ses enfants à l'eau miraculeuse du Jourdain comme les enfants des Hohenzollern !

Avant l'unification, les socialistes qui suivaient Guesde et ceux qui suivaient Vaillant appelaient M. Jaurès « l'entretenu de Monte-Carlo ». En effet, le prince de Monaco, marié à la Juive allemande Heine, et zélé serviteur du Kaiser, n'a jamais cessé de fournir à M. Jaurès des subsides et des informations diplomatiques pour paralyser l'action extérieure de la France.

D'autres politiciens français s'étant mis à la solde de l'Angleterre, M. Jaurès s'est mis à la solde de l'Allemagne pour jouir de « la vie large ». D'Allemagne nous ont été fournies les brasseries, la bière salicylée, l'homosexualité, l'autorité philosophique et sociologique du directeur de l'*Humanité*.

Dans tous les Congrès internationaux, les Allemands acclament le citoyen Jaurès comme un des leurs ; sa casuistique obscure, son galimatias,

son front carré, sa panse énorme, ses yeux bleuâtres sans regard, sa lourde raillerie, ses ruses sournoises, toute l'apparente aux Germains.

Il leur appartient. Et pour leur compte, il sape, il mine, il pourrit sans relâche les derniers étais de la société française.

Le but des financiers berlinois et des ministres allemands qui entretiennent la bande Jaurès est d'obtenir, par un chantage constant sur le gouvernement français, l'admission des valeurs allemandes à la Bourse de Paris.

L'*Humanité* est en réalité un journal de finance, rédigé par des collaborateurs de journaux financiers, publiant un « cours de Bourse » à l'usage du prolétariat... et rançonnant sans mesure les établissements de crédit.

Dans une lettre importante écrite à l'Italien Andréa Costa et publiée par l'*Avanti*, M. Jaurès a proclamé que « la Triple-Alliance est le contrepoids NÉCESSAIRE de l'alliance franco-russe », le frein *nécessaire* du patriotisme français.

Au cours de la guerre russo-japonaise, un agent allemand bien connu à Paris porta 50.000 francs à M. Jaurès pour publier, dans l'*Humanité*, une série d'articles contre les fonds russes. M. Jaurès empocha les 50.000 francs. Il fut obligé de le confesser, au manège Saint-Paul, devant cinq mille socialistes qui voulaient connaître la situation financière de l'*Humanité*.

Mais dans la comptabilité de l'*Humanité*, inspectée plus tard par les délégués de la *Guerre*

Sociale, n'apparaît nulle trace des 50.000 francs. De sorte que : ou bien les caisses de l'*Humanité* sont à doubles fonds, pour dissimuler les subsides de l'Allemagne, ou bien M. Jaurès a purement et simplement volé *encore* ces 50.000 francs-là, pour ne pas les partager avec ses complices.

Dans le débat de décembre 1911 sur l'accord franco-allemand, M. Jaurès employa deux séances à célébrer l'Allemagne, à bafouer la France, à soutenir la légitimité des revendications allemandes contre l'intérêt français.

La Chambre entière, malgré sa veulerie, éclatait en huées.

M. Driant criait : « Vous parlez le langage du Chancelier allemand ! »

M. Laguerre ajoutait : « Votre discours est impie ; il aurait été mieux placé au Reichstag allemand qu'au Parlement français ».

Et toute l'Assemblée : Avec vous, la France a toujours tort ! »

Le ministre des Affaires étrangères avait déjà révélé que « *M. Jaurès est, au Palais-Bourbon, l'orateur du Gouvernement allemand* ».

Le président Brisson fut contraint par les clameurs de l'assemblée de rappeler à l'ordre le Traître en chef de l'*Humanité*.

La presse allemande, gênée par la grossière et cynique maladresse de son complice, en exprima un vif dégoût. Les *Hamburger Nachrichten* avouaient (22 décembre 1911) :

Il n'y a pas à nier que nous éprouvons, nous Alle-

mands, *un sentiment pénible à voir un Français, un socialiste surtout, se faire l'avocat de l'Allemagne devant la Chambre française.* Nous avons alors le sentiment que nous devons être dans notre tort. Bismark disait que la politique allemande cessait d'être bonne du jour où l'Angleterre lui donnait son approbation. C'est là une vérité d'ordre général.

La *Berliner Tageblatt* elle-même, la *Tægliche Rundschau* et la *Vossische Zeitung* se plaignaient que l'agent de l'Allemagne au Parlement français découvrît trop brutalement sa complicité salariée : car il gâtait par là l'efficacité de ses manœuvres (20-22 décembre 1911).

Dans l'*Humanité* du 5 juin 1911, M. Jaurès avait ainsi jugé l'attitude de la France :

Ce qui est grave, plus grave que les complications internationales possibles, plus grave que les difficultés croissantes avec l'Espagne, plus grave que les atrocités commises et à commettre, c'est le fond de malhonnêteté, d'hypocrisie, de mensonge qui est dans notre politique marocaine.

C'est une politique abjecte.

A la tribune, le 19 décembre, M. Jaurès répétait :

La France a donné le funeste exemple de traités internationaux affirmés et violés au moment où partout semble baisser la foi publique...

... Ce que je regrette, c'est que la France ait fourni sa part d'initiative, sa part d'exemple, sa part de détestable responsabilité dans ces violations uni-

verselles de la foi jurée, dans cet abaissement de la signature et de la loyauté internationale.

Ni les huées, ni les menaces, ni les rappels à l'ordre n'imposaient silence au traître, qui voulait gagner ses thalers.

Le *Temps* du 24 mars 1912 résumait ainsi l'action de M. Jaurès dans la seule affaire du Maroc — son rôle étant identique en toutes autres rencontres :

Si l'effort de notre diplomatie à Algésiras n'a pu triompher complètement de l'opposition allemande, à qui la faute si ce n'est *à l'homme* qui, sur chaque point, pendant trois mois, a célébré la thèse allemande aux dépens de la thèse française ?

Si M. Pichon n'a pas plus activement mené la collaboration militaire, financière et politique de la France et du sultan, à qui la faute, si ce n'est *à l'homme* qui a protesté contre chaque acte, si timide fût-il, en nous accusant de violer les traités ?

Si l'association économique franco-allemande de 1909 a avorté, à qui la faute, si ce n'est *à l'homme* qui, soit au Maroc, soit au Congo, a dénoncé comme des affaires véreuses toutes les manifestations de cette association ?

Si l'Allemagne a pu prendre prétexte de l'expédition de Fez pour remettre en question l'acte d'Algésiras, à qui la faute, si ce n'est *à l'homme* qui a traité de « comédie », de « mystification », d' « intrigue grossière » le péril de nos officiers ?

Si M. Caillaux a eu tant de peine à écarter définitivement l'Allemagne du Maroc, à qui la faute, si ce n'est *à l'homme* qui écrivait le 5 juillet dernier :

« Il n'y a rien dans ce que la France et l'Angleterre peuvent offrir à l'Allemagne hors du Maroc, qui puisse compenser pour les Allemands la perte totale et définitive de toute espérance au Maroc » ?

Constamment, invariablement, l'action politique de M. Jaurès, depuis que les circonstances l'ont écarté des honneurs officiels, a donc été dirigée contre la France.

Au mois d'avril 1913, les incidents de Nancy (entre des étudiants et quelques Allemands noctambules) provoquaient soudain de vives inquiétudes.

Avant toute enquête, avant toute communication des autorités françaises, l'*Humanité* prenait immédiatement parti pour les Allemands. Elle affirmait (18 avril) que les témoignages allemands, recueillis par la police de Metz, « et modérés dans la forme, étaient accablants dans leur substance ». Accablants pour les Français !

Et M. Jaurès exigeait des châtiments contre les étudiants français, contre les fonctionnaires français.

Au mois de février 1913, la première page de l'*Humanité* fut imprimée en langue allemande et caractères gothiques.

Les candidats de l'*Humanité* aux élections municipales de Paris (1912, IVe arrondissement) font leurs campagnes en patois et caractères *yiddisch* (mélange d'allemand et d'hébreu).

Au moment où les rapports entre la France et

l'Allemagne étaient le plus menaçants, M. Jaurès machina et déclancha *malgré les ouvriers* la grève des chemins de fer pour paralyser la mobilisation française. Le délégué des cheminots du réseau de l'Est a relaté l'entrevue tragique qu'il eut avec M. Jaurès et son complice, M. Albert Thomas. Les ouvriers ne voulaient pas la grève. Les deux députés socialistes l'imposèrent. Les ordres de Berlin ne souffraient pas de discussion, car la guerre semblait probable. « *Qu'importent les victimes !* » prononça le directeur de l'*Humanité.*

Le Comité ouvrier de la grève fut attiré dans les locaux de l'*Humanité*, livré au préfet de police Lépine, emprisonné, remplacé par un Comité de figurants que présidait l'officier de santé Renaudel, frère du vétérinaire Renaudel, administrateur de l'*Humanité.* La grève éclata. L'armée allemande avait le champ libre.

A Toulon, le capitaine de vaisseau Marie Jaurès, frère du directeur de l'*Humanité*, préparait la catastrophe de la *Liberté :* l'explosion de ce bâtiment ne privait pas seulement la flotte d'une puissante unité ; elle mit hors de service plusieurs cuirassés, et elle « embouteilla » toute l'escadre dans la rade. La flotte italienne, alliée des Allemands, avait le champ libre.

L'*Humanité* du 24 janvier 1914, payée pour insérer les prospectus de s métallurgistes allemands, célébrait avec enthousiasme la prise de possession des gisements miniers de Meurthe-et-

Moselle et de Normandie par les Thyssen et les Krupp.

Au meeting mémorable de Tivoli-Vauxhall, devant six mille socialistes et anarchistes, M. Jaurès a donné cette consigne : le jour où la guerre serait déclarée par l'Allemagne à la France, *les prolétaires devraient faire usage des fusils qu'on leur mettrait entre les mains pour abattre révolutionnairement les membres du Gouvernement français et les chefs de l'Armée française* (8 septembre 1907).

S'il y a un chef en France à ce moment-là qui soit un homme, M. Jaurès sera « collé au mur », en même temps que les affiches de mobilisation.

Sinon, les Français auront l'ennemi devant eux et la trahison dans le dos.

Car il y a, pour la France, de pires ennemis que les Allemands et les Juifs : à savoir leurs complices français.

Les Allemands font leur métier d'Allemands, comme les Juifs font leur métier de Juifs. Nous sommes résolus à les combattre, nous les combattons de toutes nos forces, nous ne pouvons rien leur reprocher.

Ce sont les traîtres qu'il faut exécrer et surtout qu'il faut châtier.

Les anciens socialistes du Parti ouvrier français (P.O.F.) et du Parti socialiste révolutionnaire (P.S.R.), qui avaient soutenu de si belles luttes et fait une si belle propagande pour leurs doctrines sans compromissions financières, ont

cru qu'ils servaient le socialisme en s'associant avec M. Jaurès, en lui apportant l'investiture « prolétarienne » pour profiter de ses capitaux, de ses relations d'affaires, de son journal bien arrosé.

Le Socialisme, ces bons socialistes l'ont simplement déshonoré ; ils l'ont condamné à mort.

Ils savaient pourtant que M. Jaurès est l'entretenu de l'Allemagne ; au temps du *Petit Sou*, ils l'appelaient couramment « l'entretenu de Monte-Carlo » ; et le tripot de Monte-Carlo, par les Juifs Blanc (Weiss) de Baden-Baden, et le prince de Monaco, par sa femme la Juive Heine, sont les instruments de l'Allemagne.

Maintenant, la cause socialiste se trouve liée à la cause allemande.

Le socialisme, c'est *herr* Jaurès, directeur de l'*Humanité*, « sans l'ordre ou le consentement de qui rien ne s'imprime dans l'*Humanité* ».

Herr Jaurès, c'est la *Berliner Tageblatt*, l'ambassade d'Allemagne, le Kaiser.

Donc, le socialisme, c'est l'Allemagne.

La victoire socialiste serait l'anéantissement de la France au profit de l'Allemagne.

Tous les efforts actuels du Parti socialiste français tendent à désarmer la France pour la livrer sans défense aux Allemands. Les socialistes, subventionnés par les Rothschild, les Dreyfus, les Reinach et toute la Juiverie, se solidarisent avec les Juifs dans l'œuvre de trahison.

Le jour où les Français seront acculés à la

nécessité de *frapper sans merci pour ne pas périr*, le jour où ils seront obligés de se lever contre l'Allemagne pour ne pas disparaître comme grande nation et de faire d'abord main basse sur les Juifs, ils feront main basse aussi sur les chefs de la trahison socialiste (1).

---

(1) Le *Temps*, dont on connaît la prudence, jugeait ainsi le rôle de M. Jaurès, en date du 1er mars 1913 :

Voilà dix ans qu'en toute affaire il est, contre l'intérêt national, l'avocat de l'étranger. Pendant l'effort pénible d'Algésiras, il soutient pied à pied la thèse allemande et, seul de son avis en Europe, ce n'est pas nos adversaires, mais nous qu'il accuse de « duplicité »,de « spéculations »,de « mercantilisme » (*Humanité* des 28 février et 1er mars 1906). C'est lui pourtant qui, sous le ministère Combes, avait proclamé le premier notre devoir et notre droit d'intervention au Maroc : mais entre temps, il avait perdu la vice-présidence de la Chambre et l'espoir du portefeuille.

En 1907 et 1908, il continue : c'est lui qui empêche la France de soutenir Abd el Aziz ; c'est lui qui dénonce Lyautey comme un « factieux », d'Amade comme un « assassin ». Le jour où la France, quelques mois plus tard, essaye de résoudre le problème par un accord avec l'Allemagne, M. Jaurès dénonce l'accord comme il a dénoncé l'antagonisme. « Les deux bandes de loups soudent leurs obus. » (*Humanité* du 9 février 1909.) Et contre son hostilité de parti pris, contre la terreur qu'il inspire aux ministres,

toutes les réalisations de l'entente se brisent soit au Maroc, soit au Congo.

En 1911, l'inertie qu'il a imposée aux gouvernements successifs aboutit au siège de Fez. M. Jaurès traite de « comédiens », de « menteurs » et de « machinateurs » nos officiers assiégés. C'est une « intrigue grossière », un « dessein criminel », un « jeu », une « mystification » (*Humanité* des 24, 26, 27 avril). Survient le conflit avec l'Espagne : M. Jaurès stigmatise « la mauvaise foi française ». Survient Agadir. Notre pays tend son énergie pour fermer le Maroc à l'Allemagne. M. Jaurès, dès le 5 juillet, écrit que c'est au Maroc que l'Allemagne a le droit d'obtenir des avantages. Douze jours après, au gouvernement français, qui essaye d'éviter les cessions territoriales au Congo, l'*Humanité* réplique : « Il faut céder purement et simplement certains territoires. » (17 juillet.)

Chemin faisant, en d'autres débats, il heurte la piété du souvenir français fidèle à l'Alsace-Lorraine (*Officiel* du 24 novembre 1903). Il impute à la France « la violation de la foi jurée, l'abaissement de la loyauté internationale » (*Officiel* du 21 décembre 1911.) Il célèbre la Triplice « contrepoids nécessaire au chauvinisme franco-russe » (Lettre à Andrea Costa de 1901). Il prend parti contre la Russie à toutes les heures difficiles de l'histoire russe. Tandis que Bebel proclame qu'en cas de guerre tous les socialistes allemands prendraient le fusil, M. Jaurès refuse obstinément de désavouer soit Hervé et « le drapeau dans le fumier », soit les déserteurs, soit les saboteurs.

Il est donc aujourd'hui à la place où notre vigilance l'attendait : contre le devoir national.

Complices des Juifs contre la Société française

M. Jaurès et ses acolytes sont les agents de l'Allemagne.

Les Juifs sont, en France, les fourriers de l'invasion allemande (1).

Logiquement, le Parti socialiste unifié se trouve à la remorque de la Juiverie. L'*Humanité*, fondée par des Juifs, commanditée par des Juifs, rédigée presque tout entière par des Juifs, recrute ses dix à douze mille abonnés et ses trente à quarante mille lecteurs principalement dans la colonie juive de Paris.

Dans les quartier de la capitale qui sont deve-

---

(1) Consulter, sur cette question, *la Terreur juive* et les chapitres consacrés au péril juif dans *le Réveil*.

Voir aussi les suggestifs opuscules de notre nouveau compatriote et confrère Isaac Blümchen : *A nous la France !* et *Le Droit de la Race supérieure* (Librairie, 3, rue de Solférino).

nus des ghettos, tous les sémites qui savent lire le français ont à la main l'*Humanité*. Pour les autres, M. Jaurès imprime quelquefois sa feuille en allemand, et les candidats du Parti font leurs professions de foi en *yiddish*.

Dans les meetings socialistes des IV[e], V[e], XVII[e], XVIII[e] arrondissements, la salle est garnie de Juifs. Il arrive, comme à la salle Wagram, que les discours sont prononcés en patois *yiddish* (octobre 1913, présidence de M. Jaurès.

L'*Humanité*, publiant les convocations syndicales à la Bourse du Travail, a toujours soin d'indiquer celles qui concernent les seuls ouvriers Juifs. Car les Juifs, admis dans les réunions des ouvriers français, n'admettent pas les Français à leurs réunions même corporatives. Ils traitent séparément leurs affaires, dans leur langue. Mais ils régentent et terrorisent la classe ouvrière française, avec le concours de l'*Humanité*, comme le reste de la colonie juive régente et terrorise la presse, le parlement, le gouvernement, la nation française. Dans un meeting tenu en allemand et en *yiddish* à la Bourse du Travail, 1.800 immigrés juifs décidèrent que les syndiqués français Pataud et Janvion devaient être excommuniés du Parti socialiste, parce qu'ils avaient parlé sans respect des Rothschild.

C'est aux élections municipales de mai 1912 que le Juif Meyéras, rédacteur de l'*Humanité* (avec une tourbe de Dreyfus, Cohen, Lévy, Bachmann, Dollfus, Klein, Kleinhoff, etc.), couvrit le

quartier de l'Hôtel-de-Ville d'affiches en caractères hébraïques : les électeurs dont il sollicitait les suffrages sont *déjà* citoyens français mais ne connaissent *pas encore* la langue du pays !

En octobre et novembre 1913, à l'époque du procès de Kiew, l'*Humanité*, la *Guerre Sociale*, le *Courrier Européen*, tous les journaux socialistes de Paris et de province perdirent de vue les autres questions. Il n'y avait plus pour eux qu'une besogne : défendre les Juifs contre l'accusation de crime rituel. Sauver d'abord leurs commanditaires. La politique, la cuisine parlementaire et les problèmes sociaux pouvaient attendre ; la cause juive avant tout.

L'*Humanité* ouvre-t-elle des listes d'inscription pour une « manifestation » contre la France ? Derrière M. Anatole France (de la Juive Lippmann), les premiers volontaires sont toujours les chefs de l'Université juive, Sylvain Lévy, Victor Basch, Hadamard, Weill, Braunschwig, G. Milhaud, Marcel Mauss, Robert Lévy, Lucien Herr, Lévy-Brühl, Durkheim, etc.

Pendant la grève des cheminots, l'*Humanité* fulminait sans relâche contre les directeurs et les administrateurs des Compagnies de chemins de fer. Les uns après les autres, nominativement, ils étaient dénoncés, insultés, menacés.

Mais le nom de Rothschild ne fut jamais prononcé, jamais imprimé : le réseau du Nord, sur lequel précisément commença la grève, est la propriété de sept Rothschild, qui sont aussi adminis-

trateurs du P.-L.-M., du réseau de l'Est, du chemin de fer de Ceinture et, par l'intermédiaire de deux Péreire, du réseau du Midi.

L'*Humanité* ne pouvait pas traiter ces Juifs comme elle traite les capitalistes français : ils l'ont commanditée à ses débuts, par l'intermédiaire du Juif Lévy-Brühl ; et ils n'ont cessé d'arroser M. Jaurès, sa feuille, ses acolytes.

De la même façon, un jour qu'elle énumérait les automobilistes écraseurs pour ameuter la plèbe contre les riches, l'*Humanité* n'omit qu'un nom : celui du Juif Théodore Reinach, qui avait tué une vieille femme française quelques jours plus tôt sous les roues de sa 60 HP.

Dans la *Guerre Sociale*, des enfants terribles demandèrent avec insistance à l'*Humanité* la raison de son silence sur les Rothschild. L'*Humanité* ne répondit jamais. Ce fut la *Guerre Sociale* qui cessa de mettre en cause les Rothschild...

Les journaux enregistrèrent encore un incident singulier. Un jour que les malfaiteurs suscités par M. Jaurès et par l'*Humanité* avaient préparé une catastrophe sur le réseau du Nord, il se trouva qu'un des Rothschild monta dans le train qui devait dérailler. Les assassins l'apprirent au dernier moment. Le train (rapide !) stoppa dans une gare où il ne s'arrêtait jamais, et le Rothschild, qui n'avait rien à y faire, descendit.

L'entente des grévistes criminels, des Rothschild et de la bande Jaurès apparaissait en pleine lumière. La presse n'insista pas.

Ce n'est pas seulement le principal chapitre de l'Histoire socialiste qu'on documentera quand on mettra la main sur les papiers, correspondances et comptes occultes de la maison Rothschild. C'est aussi l'histoire du Parlement, de la presse, de toute la troisième République.

A ses débuts, le Parti socialiste avait été antisémite avec violence.

De 1893 à 1897, dans la *Petite République socialiste* et dans la *Lanterne*, les collaborateurs de M. Jaurès multipliaient les réquisitoires et les menaces contre les « forbans juifs ».

MM. Rouanet, Viviani, Turot et leurs camarades ne tarissaient pas sur le compte des « youtres Reinach (oncle et neveu), du « youtre Raynal », du « youtre cosmopolite Cornelius Herz ».

Il faut relire les rapports parlementaires de M. Rouanet ; relire aussi le discours de M. Viviani, du 30 mars 1898, dont l'affichage fut voté.

Il faudrait encore remettre sous les yeux du public les jugements que portaient sur le syndicat juif, il y a dix ans, les socialistes maintenant circoncis : « Ce sinistre chenapan de Reinach... Le pickpocket Raynal... Reinach, le gendre du voleur... Reinach, qui a empoché une dot subtilisée dans la poche des gogos... La canaille cosmopolite... Ce fumier vivant, Arthur Meyer et Reinach... Reinach, compère de Jaluzot... L'ignoble Raynal, ce misérable youtre... Reinach, qui forme, avec Galliffet (*défense républicaine*), le plus joli couple de coquins... Reinach, le pour-

voyeur de guillotine... (*Petite République*, *passim.*) Ex. :

Pas de semaines sans que les journaux n'annoncent un nouveau scandale judiciaire où le nom de Reinach brille du plus vif éclat. C'est tantôt l'affaire Barbe-Reinach, tantôt l'affaire Arton-Reinach, ou encore Herz-Reinach, Rouvier-Reinach.

Si les titres varient, la marchandise qu'ils recouvrent reste invariablement nauséabonde. Partout où l'on rencontre ce nom fatidique, on est certain qu'il y a chantage, vol, rapine, corruption, escroquerie...

C'est d'ailleurs ce qui explique l'influence de l'immonde Yousouf sur la politique gouvernementale.

(*Petite République Socialiste, 7 août* 1894.)

Par contre, M. Drumont est alors « l'honnête écrivain, l'un des rares écrivains indépendants que compte la presse » ; M. Drumont « fait son devoir d'honnête homme » et repousse les tentatives de corruption du ministère :

L'œuvre de Drumont restera... Les républicains ont peu lu les œuvres de M. Drumont qui passe, à leurs yeux, pour un agent des Jésuites. Qu'il soit exploité et souvent circonvenu par les partis réactionnaires et cléricaux, c'est visible. Peu m'importe.

Il n'en a pas moins cloué au pilori de ses œuvres les Lesseps, les Erlanger, les Donon, les Ephrussi, les Cornelius Herz, les Secretan, les Laveyssière et les Rothschild.

Ses livres n'en resteront pas moins comme des documents précieux, sans lesquels l'histoire de notre temps serait incomprise de nos petits-neveux.

G. Rouanet, *député socialiste.*

Dans les débats violents auxquels donna lieu le renouvellement des contrats de la Compagnie Transatlantique, en 1895, le citoyen Jaurès et sa bande attaquèrent violemment la finance juive et la maison Pereire. On entendait ces propos :

M. Forcioli. — La troisième République a détruit les féodalités arabes...

M. Jaurès. — Elle en a créé une autre.

M. Forcioli. — Laquelle ?

M. Rouanet. — La féodalité juive !

Tous les numéros du *Chambard*, annexe de la *Petite République socialiste*, rédigé par le coupe-jarret de M. Jaurès, contenaient des passages de ce genre :

S'il existait sur la carte de France des Alpes plus basses, Reinach les représenterait au Parlement, car il est au-dessous de la bassesse... Juif de naissance, il se pare aujourd'hui, grâce aux millions gagnés par ses ancêtres dans un commerce que la crainte des tribunaux implacables m'empêche de nommer, d'un titre d'israélite. On sait que les israélites sont des juifs enrichis.

Reinach abhorre les socialistes et le socialisme. Leur avènement lui apparaît comme l'abomination de la désolation prédite par les prophètes. Il professe la même opinion que son coreligionnaire et presque homonyme Raynal sur nos théories, il les appelle « le droit au vol ». Cette erreur ne peut provenir que de la plus épaisse mauvaise foi, car

Raynal et Reinach possèdent sur ce point une science on ne peut plus expérimentale.

La vérité est que Boule-de-Juif, comme son ami, trouve mesquin un idéal de société qui réprouve l'agio, les jeux de Banque, la Bourse, les marchés financiers, les grandes entreprises... Le dieu Sabaoth disait à Moïse : « Je suis celui qui est ». Raynal et Reinach ont corrigé ce passage de la Bible. Ils disent : « Je suis celui qui a ». Question de verbe auxiliaire et d'impunité...

Les trente deniers de Judas ont fait des petits, grâce à d'heureuses spéculations et les descendants de l'Iscariote se sont réconciliés autour des sacs d'écus avec les disciples du crucifié. L'argent ne garde pas d'odeur, même celle du sang. (N° 8).

M. Jaurès se faisait expulser de la Chambre (24 décembre 1894) pour avoir flétri « la bande cosmopolite », et il raillait « les foudres Jéovah maniées par M. Reinach ».

Mais la banque Péreire (dépendance de la banque Rothschild) acheta en bloc la *Lanterne* et son équipe socialiste, qui était aussi l'équipe de la *Petite République*.

Puis l'Affaire Dreyfus éclata, faisant couler l'or du Syndicat et de l'Alliance israélite dans les poches des tribuns. M. Jaurès quitta son petit logement du quartier Saint-Sulpice pour s'installer dans une villa de Passy. Toute la Sociale fut riche.

Et toute la Sociale abhorra « les sauvageries de l'antisémitisme ».

La banque Cohen commanditait la *Petite République* ; les Rothschild (par Lévy-Brühl), Dreyfus, Rodrigues, Lévy-Brahm, Reinach, Picard, Blum, Rouff, Casewitz, commanditèrent l'*Humanité*. Les Sachs commanditèrent M. de Haut de Pressensé, comme les Hertz et les Godchaux avaient commandité M. Clemenceau.

M. Jaurès remboursait ses bailleurs de fonds avec des croix et des rosettes de la Légion d'honneur (M. Lévy-Brühl, M. Bernheim, M. Blum, etc.). Il recevait les subsides et les instructions des Heine de Monaco. Il vendait aux Juifs millionnaires l'investiture du Parti socialiste aux élections législatives, et des concessions de travaux, des décorations ou des privilèges « régaliens » dans les services publics.

A son principal commanditaire, M. L.-L. Dreyfus, banquier, spéculateur en grains, agioteur, affameur international, il vendit ainsi le siège de Florac (Lozère) et le « droit de priorité » télégraphique : ce qui valait, pour la banque Dreyfus, un nombre illimité de millions. Le 1er octobre 1905, M. L.-L. Dreyfus fut élu député « prolétarien » sous le patronage et avec le concours actif de MM. Jaurès, de Pressensé, Rouanet, députés socialistes unifiés, rédacteurs de l'*Humanité*.

Le candidat des vrais socialistes était M. Lucien Roland. Il fut battu ignominieusement. Il est aujourd'hui secrétaire de la rédaction de l'*Humanité*. Il a compris que la place d'un Français

et d'un prolétaire est dans le rang, sous les ordres du maître juif (1).

Depuis la fondation de l'*Humanité*, toutes les fois que les fonds sont bas, M. Jaurès fait aux Juifs un appel qui ne reste jamais sans résultat.

Quand les Juifs ont l'oreille dure, l'apôtre prend le ton de la menace. Il leur mit publiquement le pistolet sur la gorge à la séance du 20 décembre 1910. Le lecteur voudra bien se reporter — comme il est juste — au chapitre des *Chantages*.

Voulez-vous passer un bon moment, faire une excellente farce aux farceurs socialistes, et montrer au Populo le dessous des cartes ?

C'est bien simple.

Toutes les fois qu'un camarade socialiste prendra la parole dans un meeting ou dans un journal de province pour demander la « socialisation » de telles entreprises privées, de telles ou telles catégories de richesse, conviez-le donc à demander d'abord la « *socialisation* » *des fortunes juives*.

---

(1) Cette affaire se trouve relatée dans la *Terreur Juive*.

Le rapport de M. Lucien Roland au Conseil National du Parti Socialiste sur l'Election de Florac a été publié *in extenso* dans *L'Avant-Garde socialiste, syndicaliste et révolutionnaire* du 29 octobre 1905, et falsifié dans le *Socialiste* du 28 octobre 1905. L'*Humanité* n'en a jamais parlé.

Prenez-le dans ce dilemme :

« Ou bien la question juive est une question religieuse, et le Consistoire, l'Alliance israélite, la Synagogue, les cent mille Juifs campés en France forment une Congrégation plus formidable que toute la feue Congrégation romaine : alors la logique impose *la reprise des biens de la Congrégation juive*, comme corollaire de la reprise des biens de la Congrégation romaine. Si la République refuse de l'exécuter, elle proclame ouvertement qu'elle est l'esclave de la Juiverie, l'instrument aveugle de la Synagogue contre l'Eglise.

« Ou bien la question juive est une question de race, une question nationale. Dans ce cas encore, le bon sens commande de reprendre, de « socialiser », de « nationaliser » d'abord la portion de richesse détenue en France par une horde d'Asiatiques. Elle en vaut la peine. On estime que les Juifs campés chez nous détiennent plus de *soixante milliards*. Comme ils sont arrivés sans un pfennig, portant la besace et vendant des peaux de lapins, ces *soixante milliards* proviennent du sol français, du travail français, de l'épargne française ; ces *soixante milliards* ont été extorqués aux Français par les Hébreux à force de banqueroutes, de krachs, de filouteries et d'escroqueries ; ces *soixante milliards* doivent faire retour à la nation. C'est la constitution d'une fameuse Caisse des retraites ! »

Et quand vous soutiendrez cette thèse, vous au-

rez la joie d'entendre *le socialiste collectiviste révolutionnaire défendre immédiatement la propriété privée.*

Il expliquera aux ouailles de la Sociale que les Juifs ne sont pas des capitalistes comme les autres, que la fortune juive n'est pas une fortune destinée à la socialisation, qu'il est louable de dévaliser les propriétaires français, mais qu'il serait sacrilège de faire rendre gorge aux voleurs hébreux.

Vous aurez alors beau jeu pour faire comprendre au Populo le mécanisme de la Sociale ; vous lui rappellerez que la bande Jaurès, le Parti unifié, l'*Humanité* et ses satellites vivent des subsides juifs ; que Rothschild, les Reinach, les Dreyfus, les Lévy-Brühl ont fondé l'*Humanité* tout exprès pour obtenir un sauf-conduit en cas de révolution, et pour préserver la fortune juive du pillage qui anéantira les fortunes françaises.

Les pires exploiteurs de la classe ouvrière.

« Qu'importent les victimes! »

L'*Humanité* du 27 mars 1913 donnait une consultation aux femmes socialistes unifiées « Pour n'être pas trop grosses ». Elle leur recommandait de « susciter d'abondantes transpirations ».

M. Jaurès et ses acolytes ont précisément importé en France le *sweating system*, c'est-à-dire le « système de la suée », l'exploitation à outrance, l'exploitation à mort des ouvrières.

L'*Enquête sur le vêtement à Paris*, publiée par l'Office du Travail, les études de M. Charles Benoist (*L'ouvrière à l'aiguille*) et de M. d'Haussonville (*Salaires et misères de femmes*) n'ont rien enregistré de plus atroce que la condition des femmes, des jeunes filles, des enfants, que M. Jaurès faisait travailler pour son magasin des

Cent-Mille-Paletots, annexe de la *Petite République socialiste.*

Il a fallu attendre jusqu'en 1913 pour que la Chambre votât une loi destinée à protéger ces victimes de la rapacité socialiste.

Au premier étage, dans son cabinet directorial, M. Jaurès vendait des croix, des places, des grâces, des concessions. Au rez-de-chaussée, il offrit :

Un magnifique costume complet, cheviote indéchirable, pour 16 fr. 50.

Un superbe chapeau de feutre souple, forme Van Dyck, pour 2 francs.

Les porteurs de Bons pour le costume complet auront droit également à des primes-couverts :

6 cuillères, 6 fourchettes, 6 cuillères à café pour 3 fr. 25 les 18 pièces ;

Avec une louche dans un élégant écrin, pour 3 fr. 50.

Elégant collet, drap cuir, garanti pure laine, avec application drap, 8 fr. 50.

Boîtes de parfumerie, 6 flacons en charmant écrin, 3 fr. 95.

Couvre-pieds satinette, 14 fr. 50.

Et des costumes de cyclistes, et des costumes d'automobilistes, et des chaussures : *le Gracieux*, à 6 francs ; *le Chéri*, à 8 fr. 50 ; *le Coquet*, *l'Amazone*, *l'Idéal*, etc., etc.

Une demi-page du journal « socialiste » était consacrée aux indications pour prendre les mesures, envoyer les commandes, etc.

Or, les ouvriers tailleurs démontrèrent que les costumes vendus par M. Jaurès au prix de 16 fr. lui coûtaient 8 fr. 50. Un costume complet pour 8 fr. 50, cela met, paraît-il, le salaire des confectionneurs à 0.14 *centimes l'heure*.

Le scandale était encore plus grand pour la fabrication du *Chapeau Citoyen*, que M. Jaurès payait 10 francs la douzaine rendue en magasin, et revendait 2 francs pièce. A la manufacture, *le salaire des ouvrières était de* 0.75 *à* 1 *fr. par jour, par douze ou treize heures de travail.*

Le citoyen Jaurès résolut bientôt d'ajouter une branche à son commerce. Il annonça, avec force détails, une grande mise en vente de *vins rouges* et *vins blancs*, à des conditions extraordinaires.

Mais les marchands de vins se fâchèrent ; ils montrèrent les dents ; et le citoyen Jaurès ferma sa boutique de mastroquet.

Ne pouvant se faire *chand de vins*, le citoyen Jaurès resta *chand d'habits.* Le petit commerce parisien, victime de la concurrence des *Cent Mille Paletots*, et les ouvriers, victimes de l'avilissement des salaires, tentèrent à leur tour une protestation.

A la Bourse du Travail, les Chambres syndicales de la chapellerie, de la cordonnerie, des tailleurs et couturières, des coupeurs et chemisiers, votèrent à l'unanimité un ordre du jour contre le *Décrochez-moi ça* socialiste et contre son tenancier. Le Prolétariat fut supplié de mettre à l'index et le journal et le magasin annexe.

Mais les « Prolétaires conscients » ne répugnaient nullement à profiter de l'exploitation de leurs frères. Ils continuèrent d'acheter les produits confectionnés à des prix de famine.

Le citoyen Jaurès, qui avait d'abord pris peur et qui avait donné sa parole de cesser l'infâme trafic, se rassura promptement. Il offrit de

NOUVELLES

Primes populaires

Pardessus Président, croisé, noir et bleu, col velours, doublé tartan : 10 fr.

Chapeaux Citoyen, feutre souple, nouv. modèle, noir, gris, marron : 2 fr.

Complets Veston, droit, cheviotte garantie, noir, bleu, gris, beige, marengo, façon soignée, épaulettes américaines : 18 fr.

Corsage, croisé noir et bleu, grand teint, qualité supérieure : 2 fr. 75.

Cotte toile et croisé bleu, grand teint, garantie à l'usage : 1 fr. 95.

Complets enfants, costumes, blouse et quartier-maître, culotte courte, molleton fort, bleu, gris, beige : 2 fr. 75.

Et des bracelets, des montres, des pendules, des couverts, du savon, de l'eau de mélisse, de l'eau dentifrice, des chaînes gourmettes, des mouchoirs, serviettes, couvertures, draps de lit, toiles à matelas, tapis de table artistiques (*sic*), chemises de flanelle à 2 francs, chemises blanches à 2 fr. 25...

Pour les ouvrières libres, ces pardessus, chapeaux, corsages, ces chemises à 2 francs, ces costumes complets à 2 fr. 75, représentaient des salaires de 6 *à* 8 *centimes l'heure* en certains cas, 12 à 15 centimes dans les cas les plus favorables. Mais une grande partie des objets devaient être fabriqués dans les fameux ouvroirs du Bon-Pasteur ou des Ursulines, et dans les ouvroirs de Saint-Lazare.

Quand une ouvrière gagne 15 à 22 sous par jour pour douze à quatorze heures de travail, comment pourrait-elle subsister ? M. Jaurès lui suggérait une ressource supplémentaire : la prostitution. *Il la jetait fatalement au trottoir*. Double profit : lorsqu'elle tombait dans les filets de la police des mœurs, elle allait travailler, à Saint-Lazare, à plus bas prix encore.

Chaque fois que le citoyen Jaurès avait besoin d'approvisionner un rayon de son magasin, la police parisienne faisait une rafle. Après chaque rafle sur les trottoirs parisiens, l'apôtre annonçait « des occasions exceptionnelles » aux *Cent Mille Paletots* (1).

---

(1) *Ordre du jour* voté à la Bourse du Travail, à l'unanimité, *par la Fédération des chapeliers de France, la Chambre syndicale de la cordonnerie parisienne, la Chambre syndicale des tailleurs et couturières de la Seine, la Chambre syndicale des coupeurs, chemisiers, faux-cols et lingerie.*

« Les travailleurs syndiqués, répondant à l'appel

L'*Humanité* n'a pas continué ce commerce ; mais elle montre toujours la même sollicitude pour le sort de la femme pauvre... et pour le développement de la traite des blanches.

En août 1913, on pouvait lire dans le journal socialiste qui dénonce la corruption bourgeoise des annonces de ce genre :

> Au bal Tabarin, toutes les joies et toutes les folies règneront pendant le somptueux gala. Grand défilé, char de la Débauche...
>
> Au bal Tabarin, grand concours de maillots, où nos plus jolis modèles et nos plus gracieuses parisiennes feront admirer leur superbe académie. Char des jolies ondines, leçons de natation pour dames, apothéose des lauréates. Retenir ses loges.

« Nous ne sommes pas des ascètes ! » avait posé en principe le châtelain de Bessoulet. Avec

---

des organisations protestataires, réunis le 21 septembre à la Bourse du Travail, protestent énergiquement contre l'exploitation éhontée que fait le journal la *Petite République Socialiste,* en vendant au public des produits dits « primes », alors qu'elle ne fait qu'exploiter la consommation publique ;

« Déclarent la mettre en demeure de cesser cette vile exploitation et de ne vendre que des produits revêtus de la marque de connaissement ;

« En outre, ils invitent le prolétariat conscient à mettre cet organe à l'index et se prononcent affirmativement pour le flétrir avec sévérité. »

les ouvrières des *Cent Mille Paletots* qui préfèrent la prostitution au suicide, M. Jaurès recrute le personnel du lupanar Chevalier et la figuration du Bal Tabarin.

La Grève des Cheminots (1910), rappelée au chapitre précédent, est un autre épisode de l'exploitation sans merci du troupeau ouvrier par les forbans socialistes.

Le « *qu'importent les victimes !* » de M. Jaurès est un des mots les plus sinistres et les plus significatifs qui aient jamais été lâchés par un malfaiteur.

Les deux cheminots qui l'ont recueilli avaient quitté leur femme et leurs enfants pour se jeter dans la lutte ; ils couraient au-devant de la révocation et de la misère ; ils appréhendaient la famine et la souffrance pour leur famille, pour des milliers de leurs camarades.

Quand ils exprimèrent timidement (mars 1911, *La vérité sur la Grève des Cheminots*, par Grandvallet, trésorier du Comité de grève), leur surprise, leur effroi devant le spéculateur impitoyable, M. Jaurès les traita de menteurs, de calomniateurs, et les accusa de se prêter aux desseins de perfides intrigants ! Car il ne redoutait pas la grève, lui. Sa famille était assurée d'un confortable lendemain dans le château de Bessoulet ou dans la villa de Passy, avec quelques cents mille francs de revenus avoués ou inavouables.

Au Congrès des Cheminots de 1911 (séance du 4 août), le cheminot Lemoine déposa :

L'ordre de grève fut rédigé par M. Pierre Renaudel, administrateur de l'*Humanité*.

Nous le signâmes d'emblée, sauf le camarade Toffin, qui ne s'y résolut qu'après s'être fait vivement prier.

Voilà ce qu'on appelle un « mouvement ouvrier » : quatre mille ouvriers jetés sur le pavé par un vétérinaire marchand de papier, *factotum* d'un bandit de Bourse et de Parlement.

Qu'importent les victimes ! Grève, chasse aux renards, ruine du pays, « machine à bosseler, chaussette à clous », assassinats, enfants et femmes sans pain, ce sont des détails qui ne suscitent « *une pitié grossière* » que dans « *les âmes faibles* ».

Avant tout, il fallait réussir le coup de Bourse sur les valeurs de chemin de fer, et gagner le salaire de Berlin en paralysant la mobilisation.

Résumant les conséquences de la grève, l'*Humanité* du 7 novembre 1910 constatait :

Avec les évènements de ces derniers mois..., le tirage de cent mille est non seulement définitivement consolidé, mais encore de beaucoup dépassé.

Catastrophe publique : une aubaine pour les naufrageurs !

Le Parti socialiste unifié est un syndicat d'affameurs du peuple.

Dans la *Revue Socialiste* (nov. et déc. 1890), M. Gustave Rouanet, fidèle lieutenant de M. Jaurès, dénonçait avec violence les spéculateurs, accapareurs, affameurs juifs et métèques ; il disait :

On conviendra que l'alimentation de la France est entre des mains singulières, quand on saura la nationalité de ces importateurs.

Voici en effet leurs noms avec leur nationalité : Ephrussi (*Russe*) ; Thalmann frères et Cie (*Prussiens*) ; Dreyfus frères et Cie (??) ; Louis Dreyfus et Cie (*français ?*) ; Négropontes (*Valaque*) ; Ledru et Cie (*Français*) ; Waller frères (*Prussiens*) ; Bemberg et Cie (*Allemands*) ; Collet (*Français*) ; Herkelbont (*Belge*) ; Grands Moulins de Corbeil (??).

Nous avons classé sous la rubrique de deux points d'interrogation ignorants, la nationalité des Moulins de Corbeil, parce que naguère, M. Erlanger était à la tête de ces Moulins. Il n'y est plus aujourd'hui. Mais y a-t-il perdu toute influence ? C'est ce que nous ne savons point et dont nous doutons fort, à vrai dire.

Le Juif Erlanger, mort, a été remplacé à la tête des Moulins de Corbeil par le Juif Baumann.

Quant au Juif L.-L. Dreyfus, que la bande Jaurès dénonçait en 1890 comme rastaquouère, accapareur, affameur..., il est devenu simplement le principal commanditaire du citoyen Jaurès et de l'*Humanité* socialiste révolutionnaire (S.F.I.O.). Le citoyen Jaurès lui a vendu d'abord son mandat de député « socialiste » ; lui a vendu ensuite

des privilèges télégraphiques d'une importance capitale en Bourse ; lui a vendu encore la cravate de commandeur de la Légion d'honneur...

En 1890, le Juif Dreyfus était « un forban, un requin, un scélérat ». Ayant arrosé le Jaurès, il est devenu un frère, un camarade, un cher Israélite.

Et le Prolétariat stupide, payant son pain cinq sous la livre, braille dans les meetings : « Vive Jaurès ! Vive Dreyfus ! »

Pendant que le Dreyfus de l'*Humanité* provoque par ses accaparements la hausse du blé, le Turot, de la *Petite République socialiste* et du groupe municipal socialiste, organise la hausse des cafés pour le compte du « Comité de valorisation » Sud-américain.

M. Jaurès excelle à tirer plusieurs moutures du même sac.

Après avoir obligé les ouvriers de se mettre en grève pour réussir ses coups de Bourse, il organise des souscriptions pour les familles sans pain, — et il prélève une forte part des aumônes recueillies.

La preuve en fut faite naguère dans le *Petit Sou* par les socialistes du P.O.F. et du P.S.R. qui collaborent aujourd'hui à l'*Humanité*. Leur témoignage ne saurait être contesté !

Le journal du citoyen Jaurès avait ouvert une souscription pour nourrir les femmes et les enfants des grévistes du Creusot. La souscription

produisit 25.800 francs. Les grévistes ne reçurent que 23.500 francs. Le citoyen Jaurès avait « étouffé » dix pour cent. Il avait volé le pain d'une population affamée pour mener « *la vie large* ».

Après dix-sept mois de résistance, et pour arrêter le scandale que déchaînait le Parti socialiste de France, le futur directeur de l'*Humanité* paya. Il allégua qu'il avait gardé les 2.300 francs manquants « pour frais de lancement de la souscription ». Mais sa restitution était l'aveu du vol.

La férocité du chef provoque la férocité des subalternes.

En juillet 1913, le Syndicat des Typographes lyonnais, par 300 voix contre 26, décida en principe d'interdire le métier aux femmes, prononça l'exclusion d'une femme qui l'exerçait depuis quinze ans, prononça en outre l'exclusion du mari de l'excommuniée, parce qu'il n'avait pas interdit à sa femme de travailler dans les imprimeries.

Hein ? le droit au travail ! le droit à la vie ! le droit de la femme ! Belles blagues, pour les boniments électoraux. En fait, la servitude et la mort.

En avril 1910, grève des inscrits maritimes de Marseille, pertes énormes des armateurs et du commerce ; les inscrits se solidarisent avec l'équipage du *Moulouya*, qui ne veut pas souffrir la présence à bord d'un chauffeur arabe de Djibouti, Français de nationalité, mais appartenant

à une « race non civilisée ». Dans tous les ports de la Méditerranée et dans toutes les exploitations minières de Meurthe-et-Moselle, coups de revolver et coups de couteau sur les Italiens et les Slaves qui font concurrence aux ouvriers socialistes internationalistes de France.

Hein ? la fraternité des peuples ! l'internationale ouvrière ! la S.F.I.O. ! Belles blagues, pour les boniments électoraux. En fait, la haine et la guerre.

Entre ouvriers français, M. Jaurès et l'*Humanité* ont inventé la Chasse aux Renards, avec « chaussettes à clous et machine à bosseler ».

Les ouvriers qui tentent, pour nourrir leurs femmes et leurs enfants, d'enfreindre les ordres de grève — même quand les ordres ne sont pas rédigés, comme pour les cheminots, par l'administrateur de l'*Humanité* — sont exposés aux pires sévices, aux plus outrageantes humiliations, souvent à la mort. (Voir le chapitre *Un Parti d'assassins*).

Des hommes, des citoyens, des ouvriers français, sont saisis par les bandes de l'*Humanité*, séquestrés, roués de coups, ligottés ; on les soufflette, on leur crache au visage, on les assomme. Les journaux ont été remplis à diverses reprises, notamment au mois de juillet 1910, par la description de telles scènes.

Les socialistes déclament à toute occasion contre les traitements qu'un *chaouch* inflige aux repris de justice dans les corps disciplinaires, ou

qu'un Cosaque inflige aux forçats russes dans le fond de la Sibérie. Mais c'est *en France*, à Lyon, à Paris, sous nos yeux, que les gens de M. Jaurès et de l'*Humanité* traquent, assomment, assassinent d'honnêtes Français, de laborieux prolétaires.

L'*Humanité* a gardé obstinément le silence sur les scandales de la Verrerie ouvrière d'Albi. Tous les autres journaux ont révélé non seulement les tripotages financiers et les fraudes de cette entreprise, mais les règles féroces que les Socialistes dirigeants y avaient imposées pour exploiter à mort les apprentis et les jeunes ouvriers.

La « Cité future socialiste », ce serait le bagne, ce serait Biribi.

Rien n'ouvre les yeux aux dupes de l'*Humanité*.

Depuis 1871, le prolétariat parisien avait regardé le général de Galliffet comme le plus cruel des égorgeurs ; sur le général de Galliffet se concentraient toutes les haines, et c'est lui qu'on accablait de malédictions au Mur des Fédérés, à chaque commémoration de la Semaine sanglante.

Quand M. Jaurès et ses acolytes n'émargent point au Fonds secrets et qu'ils sont dans l'opposition, ils vont manifester au Père-Lachaise. Ils prennent la tête du cortège, crient « Vive la Commune ! » et jurent de venger « leurs glorieux morts ».

Mais durant tout le ministère Waldeck-Mille-

rand, ils ont soutenu de leurs votes le général de Galliffet au pouvoir, et ils se sont bien gardés de prendre part aux manifestations en l'honneur de la Commune.

Quand le ministère Waldeck-Rousseau s'était constitué, une réunion des chefs socialistes avait eu lieu dans les bureaux de la *Lanterne* pour décider si le camarade Millerand accepterait un portefeuille avec Galliffet. Le général de Galliffet avait égorgé les combattants de la Commune, leurs femmes, leurs enfants, par milliers. L'avocat Waldeck-Rousseau avait été l'homme de Reséguier contre les ouvriers de Carmaux, c'est-à-dire contre les propres électeurs de M. Jaurès. Le camarade Millerand déclara qu'il entrerait dans le ministère Waldeck-Galliffet *si M. Jaurès et sa bande s'engageaient à soutenir Waldeck et Galliffet* de leurs votes quoi qu'il advînt.

L'engagement fut pris, et tenu pendant trois ans, jusqu'au jour où il plut à Waldeck-Rousseau de quitter le pouvoir. Pendant trois ans, moyennant une copieuse distribution de places, de fonds secrets, de croix à vendre, d'affaires à monnayer, M. Jaurès et sa bande approuvèrent dans leur journal et par leurs votes les expulsions, arrestations, perquisitions arbitraires, les fusillades d'ouvriers à la Martinique et à Chalon. « Simples incohérences », écrivait M. Jaurès.

Le 29 octobre 1903, sous le ministère Combes, la Bourse du Travail fut envahie une seconde fois et mise à sac par la police. Le préfet Lépine

et ses agents déployèrent une telle brutalité que la plupart des comptes-rendus prirent pour titre : *Le Carnage de la Bourse du Travail.* Sous aucun régime, les ouvriers n'avaient été traités de la sorte.

A la séance du 30 octobre, interpellé sur ces violences, le Gouvernement demanda l'ordre du jour pur et simple, qui équivalait dès lors à une approbation. Trente-deux socialistes le repoussèrent. M. Jaurès, ses acolytes Rouanet, Gabriel Deville et toute leur bande, avec le centre et la droite, votèrent l'ordre du jour pur et simple.

Car le ministère Combes octroyait, sur les Fonds secrets, jusqu'à 35.000 francs par mois au directeur de l'*Humanité.*

Quelques semaines plus tard, la campagne contre les Bureaux de placement donna lieu à de nouveaux exploits de police. Le ministère Combes fit empoigner dans leur lit quatre chefs de syndicats, les accusant de « complicité de pillage en bande ». En même temps, le bruit « se répandait » que la Bourse du Travail était subventionnée par les nationalistes.

La Commission confédérale de la C. G. T. fit une enquête sur l'origine des accusations infâmantes ; et dans la *Voix du Peuple*, elle déclara expressément que la calomnie avait pour auteur et pour propagateur M. Jaurès.

Les Prolétaires conscients ont vraiment la mémoire courte, ou l'intelligence bouchée.

N'ont-ils pas suivi les évolutions de la bande Jaurès au sujet du tsar ?

Sous les ministères Waldeck et Combes, la bande recevait sa part des commissions sur les emprunts russes. Alors Nicolas II était « le jeune et grand souverain pacificateur » (Discours Jaurès, Congrès de Tours). Le 8 octobre 1903, M. Jaurès, en trois colonnes de la *Petite République socialiste*, exhortait les socialistes d'Italie à faire au tsar un bon accueil

Les ministères changent : les pots-de-vin coulent ailleurs ; aussitôt Nicolas II devient « le pendeur de toutes les Russies », l'infâme bourreau ; M. Jaurès l'insulte du haut de la tribune ; l'*Humanité* invite les ouvriers de Cherbourg à l'assassiner s'il débarque sur notre sol démocratique.

Et avec le roi d'Italie, quelle impudente comédie !

En octobre 1903, M. Jaurès est vice-président de la Chambre ; il marche entre deux haies de soldats en armes. Il festoie à l'Elysée avec le Roi et la Reine d'Italie. Le moniteur de la Sociale, une semaine durant, consacre six colonnes à l'énumération des « faisans truffés sur canapé, poulardes à la Richelieu, ananas Pompadour, spooms au Lacryma-Christi », que dégustent « notre ami Jaurès et la citoyenne Jaurès » en compagnie de Leurs Majestés, de la duchesse d'Ascoli, de la comtesse Guicciardini, du comte Falgari, du capitaine Leonardi di Casalino y Pismenzo et des autres gentilshommes du Roi.

La timide protestation du Comité interfédéral du P.S.F. est étouffée. Le bon vieux Amilcare Cipriani est plongé dans une oubliette. Le Groupe socialiste parlementaire, réuni au Palais-Bourbon sous la présidence du citoyen Bouhey-Allex « *approuve la participation du citoyen Jaurès aux fêtes du Roi d'Italie* ». (Ordre du jour cité par l'*Action*, 28 oct. 1903, et *supprimé dans la feuille socialiste*).

Soudain, la scène change. Plus de vice-présidence, plus de fonds secrets, plus de galas, plus de ripailles !... Alors on tire de son oubliette le bon vieux Amilcare Cipriani, pour flétrir le fusilleur de Milan et pour demander l'extermination de la Maison de Savoie (1).

---

(1) Avant les royales agapes, le Comité interfédéral du Parti Socialiste Français avait voté cet ordre du jour :

> Le Comité... affirme hautement ses sentiments de solidarité à l'égard de toutes les victimes du roi d'Italie, et invite *les militants*, *les élus* du Parti socialiste français *à se tenir à l'écart* de toutes les manifestations humiliantes dont sa venue est l'occasion, *sous peine de déchoir* aux yeux du prolétariat révolutionnaire.

M. Jaurès mit cet impertinent *factum* dans sa corbeille à papier, enfila son habit, astiqua les diamants de la dame de Bessoulet et se rendit à l'Elysée pour festoyer avec Leurs Majestés le Roi et la Reine.

Le Comité interfédéral, etc., baissa le nez.

Et le 27 octobre 1903, le groupe socialiste du Parlement approuva son patron.

Le Populo ne s'étonne jamais, obéit toujours, braille ou se tait, s'élance ou s'arrête au commandement — à la cravache !

Exemple : l'incident Ferrer (1907).

Un mois avant la mort de Ferrer, le Prolétariat ignorait le nom et l'existence de ce Franc-Maçon millionnaire, aux amours diverses et lucratives. Instantanément, un ordre court dans les comités ; les caporaux et les adjudants de la Sociale crient : « En bas tout le monde ! » Le Prolétariat manifeste.

Arrive le 1er mai 1910. C'est bien le cas de manifester, car la fête ouvrière coïncide cette fois avec la présence d'Aristide Briand au ministère et avec l'agitation d'une période électorale. Tout le monde le comprend. La presse socialiste part en campagne ; l'*Humanité* mène le branle. Jamais l'occasion ne sera plus favorable pour une démonstration décisive.

Mais au premier tour de scrutin, fin avril, M. Jaurès est mis en ballottage à Carmaux par un radical. Il est battu d'avance... Un marché se négocie avec le ministère. Que l'*Humanité* empêche la manifestation menaçante, et le concurrent radical de M. Jaurès se désistera par ordre. Ainsi conclu. L'*Humanité* déconseille ce qu'elle conseillait la veille : « Camarades, ne courez pas au massacre ! Vous seriez exterminés ! Terrez-vous prudemment ». La manifestation n'a pas lieu, le candidat radical « est désisté ». M. Jaurès reprend le mandat auquel il fait suer de l'or.

Le Prolétariat conscient avait été mobilisé, puis remisé au magasin des accessoires, à l'occasion du 1er mai, avec autant de facilité qu'on l'avait lancé dans la rue à propos de l'inconnu Ferrer.

Les cheminots, jouets pitoyables de M. Jaurès et de sa troupe dans leur grève de 1910, n'avaient pas même profité de l'expérience des Postiers.

Il y a eu deux grèves des Postes.

La première éclata au printemps de 1906. Elle fut sabrée en un clin d'œil par M. Barthou. Un ordre du jour du Parlement approuva l'énergique répression. Et cet ordre du jour fut présenté à la Chambre par qui ?

Par le citoyen Gabriel Deville, affidé de M. Jaurès, rédacteur de l'*Humanité*, député socialiste unifié, qui reçut comme salaire un consulat général (à Athènes).

La seconde grève fut déclarée au printemps de 1909.

Le procès-verbal du Comité de grève a enregistré les démarches officieuses et les offres qui furent faites auprès des Postiers, de la part du ministère Clémenceau, pour faire avorter le mouvement — par qui ?

Par le banquier juif L.-L. Dreyfus, cent fois millionnaire, commanditaire principal de l'*Humanité*, à qui le trio Jaurès-Rouannet-Pressensé avait vendu 100.000 francs le siège législatif de Florac, et qui avait obtenu par l'*Humanité* le privilège inouï que les télégrammes de sa banque

fussent assimilés aux télégrammes d'Etat — ce qui vaut des millions en Bourse !

Les hommes politiques du Parti socialiste, eux, savent à quoi s'en tenir sur M. Jaurès.

Dans la nuit du 12 au 13 octobre 1910, les émissaires de *l'Humanité* vinrent réveiller Jules Guesde ; ils le prièrent de se rendre aux bureaux du journal, et de « figurer » dans la mise en scène organisée pour l'arrestation du comité de grève des Cheminots.

Jules Guesde refusa net. Jules Guesde a été en France l'apôtre du socialisme ; il est resté propre ; il a gardé sa dignité intacte ; il ne s'est jamais compromis dans les tripotages, les chantages et les filouteries de la bande Jaurès ; même après la comédie honteuse de l'unification, il n'a pas voulu écrire dans *l'Humanité*. Il n'était pas disposé à faire le pître pour un « lancement de papier sensationnel. »

Mais le peuple ne voit rien, ne comprend rien.

Il ne s'est pas seulement aperçu des liens étroits qui ont uni M. Jaurès et M. Lépine, préfet de police.

Aux manifestations du Père-Lachaise, M. Lépine et l'administrateur de l'*Humanité* faisaient ensemble trotter le vague troupeau des pseudo-Communards.

L'*Humanité* a été d'abord logée chez M. Lépine.

M. Jaurès a obtenu de présider la commission

d'enquête sur l'affaire Lépine-Rochette, afin de sauver son compère.

C'est sur l'avis de M. Jaurès que M. Lépine est venu dans les bureaux de l'*Humanité* empoigner le Comité *ouvrier* de la grève des Cheminots.

Quand M. Lépine envahissait la Bourse du Travail et faisait assommer les chefs syndicalistes, c'est M. Jaurès et ses caudataires qui votaient à la Chambre un ordre du jour d'approbation.

En août 1913, la presse entière abondait en détails sur les chantages, les escroqueries, les violences, les abus sans nombre, commis par la police, et surtout par les agents en bourgeois. L'*Humanité* fit chorus contre les petits policiers, contre les coquins subalternes. *Jamais elle ne mit en cause M. Lépine*, le chef, l'auteur de tout le mal — aussi entièrement responsable des infamies de son personnel que M. Jaurès est responsable des infamies de l'*Humanité*.

Imaginez ce silence d'un journal révolutionnaire, au sujet des méfaits et des crimes du préfet de police, sous l'empire, ou sous Mac-Mahon, ou seulement sous Grévy ! Quels soupçons ! quelles accusations dans le Parti !

Sous le ministère Combes, M. Jaurès étant président du Conseil « sans portefeuille », le journal républicain espagnol *El Païs* fut interdit en France ; les députés républicains espagnols Lerroux, Junoy, Ibanez, Soriano, furent menacés d'expulsion s'ils prenaient la parole en France. Le Parti socialiste approuva le gouver-

nement français. Tout ce qu'il réprouve avec fureur sous les ministères qui n'arrosent pas les tribuns, la Sociale l'approuve sous les ministères plus généreux.

Le Prolétariat « conscient » ne bronche pas ; il est dressé.

« *Haut idéal* »

Chantages. Concussions. Trafics d'influence.

Le lecteur est prié de croire que les mots sont employés ici dans leur sens exact : dans le sens que leur donneraient les réquisitoires du Parquet, s'il y avait une Justice contre les politiciens.

Des chantages, concussions, trafics d'influence à la charge de M. Jaurès et de sa bande, nous n'avons noté que les cas les plus avérés, les plus caractéristiques. Un volume ne suffirait pas au dossier complet.

Ayant fondé son Parti dans le lupanar de la fille Chevalier, avec le souteneur Gérault-Richard, M. Jaurès en formula le programme dans la *Petite République socialiste :*

Nous ne sommes pas des ascètes, écrivit-il. Nous voulons la vie large.

Et, dans son *Histoire socialiste*, il s'efforça de justifier le système par des exemples fameux :

Jamais la Convention ne fut plus grande qu'en 1792 et en 1793, quand elle abattait la royauté, brisait la Contre-Révolution, suscitait et armait des millions d'hommes, défiait ou libérait l'Europe esclave et s'immolait elle-même pour assurer la nécessaire unité d'action.

Or, il n'y eut jamais plus de gaspillages, plus de voleries, plus de spéculations coupables.

... Si nous entrions dans la sociologie profonde de M. Drumont, nous devrions conclure que, dès 1792, la bourgeoisie était condamnée. Mais cette large tare de corruption n'a pas empêché la bourgeoisie révolutionnaire d'accomplir son œuvre historique...

Conclusion : les filouteries, les chantages, la curée de la fortune publique, l'orgie crapuleuse aux frais des pauvres dupes, sont l'indice qu'une grande œuvre s'accomplit.

Et quand il vient à parler de Mirabeau, son modèle en vénalité, son modèle en puffisme, son modèle en effronterie, le directeur de l'*Humanité* — si bien nommé le *Mirabeau des mufles* — entreprend avec ardeur leur commune justification :

« *On souffre* à lire le petit billet où Louis XVI parle du grand homme comme d'un intrigant qu'il paie fort cher ; évidemment en acceptant ou même en sollicitant cette mensualité royale, Mirabeau avait affaibli d'avance l'effet de ses conseils sur le

roi. Ses dettes l'avaient acculé ; il se débattait contre des embarras d'argent implacables, et il se disait à lui-même, *pour consoler sa fierté secrètement meurtrie*, qu'en se délivrant de ces soucis qui l'obsédaient, il pourrait se donner tout entier à la Révolution ». (*Histoire socialiste*, I. 366).

Quand « la fierté secrètement meurtrie » du directeur de l'*Humanité* le fait souffrir, il se console : s'il a tapé à toutes les caisses, mangé à tous les râteliers, exploité tous les Fonds secrets et toutes les caisses noires, c'était pour avoir le moyen... de se donner tout entier à la Révolution !

M. Jaurès a-t-il besoin d'argent ? Il va trouver le premier personnage dont il suppose la caisse bien garnie et lui met le pistolet sur la gorge. Exemples :

Au moment où M. Gérault-Richard (prisonnier pour outrage au Président de la République), était candidat dans le XIII[e], il fallait de l'argent pour la campagne électorale et pour la *Petite République socialiste*. M. Jaurès courut à Bruxelles relancer Henri Rochefort, alors exilé par jugement de la Haute-Cour, qu'il supposait capable d'obtenir une part sur les millions versés par la duchesse d'Uzès à la Caisse nationaliste. Henri Rochefort ne put pas ou ne voulut donner d'argent à M. Jaurès. Durant toute l'affaire Dreyfus, MM. Jaurès et Gérault-Richard traînèrent quotidiennement M. Rochefort dans la boue.

Au début du ministère Waldeck-Millerand-Gal-

liffet, au théâtre de la Renaissance, où l'on donnait un « gala » dreyfusard, présidé par le camarade Anatole France, trois mille spectateurs virent MM. Jaurès et Gérault-Richard assiéger dans sa loge le multimillionnaire Edwards, ancien directeur du *Matin.* Ils voulaient lui extorquer des subsides. M. Gérault-Richard faisait le boniment, le gros tribun faisait des courbettes. L'assaut dura tout un entr'acte. M. Edwards ne donna rien : il préféra fonder le *Petit Sou* pour faire la guerre à Waldeck-Rousseau, avec l'équipe socialiste du Parti ouvrier (P.O.F.) et du Parti révolutionnaire (P.S.R.), c'est-à-dire avec MM. Guesde, Vaillant et leurs amis.

Alors, toute une année, MM. Jaurès et Gérault-Richard répétèrent que « les excréments fermentaient dans la bouche du maître-chanteur, faussaire, panamiste, Jésuite Edwards », que ses collaborateurs étaient « gangrenés de syphilis » et qu'ils « s'engraissaient d'un or fangeux ». (Détail piquant : MM. Viviani, Brousse, Rouanet, Fournière, continuaient froidement d'émarger à la *Petite République* et au *Petit Sou*, chez M. Edwards et chez M. Jaurès).

Lorsque fut fondée la deuxième Société de l'*Humanité*, un M. Rosnoblet et sa femme souscrivirent pour 25.000 et 28.000 fr. Au bout de quelque temps, pour des raisons mystérieuses, M. Jaurès voulut éliminer M. et Mme Rosnoblet. Il chercha 50.000 francs. Il s'adressa d'abord à un juge du tribunal de la Seine, M. Georges Bonjean, connu

pour subventionner des « œuvres sociales ». M. Bonjean ne considéra pas l'*Humanité* comme une « œuvre sociale » et garda son argent. Pendant les mois de décembre 1913 et janvier 1914, l'*Humanité* a consacré de nombreuses colonnes à vilipender le capitaliste récalcitrant. (Voir, sur cette affaire, la *Lutte de classe*, sept.-déc. 1913).

Le banquier juif L.-L. Dreyfus avait été l'un des premiers et des plus importants souscripteurs de l'*Humanité*. Tant qu'il arrosa la bande, il put jouer un rôle politique. MM. Jaurès, de Pressensé, Rouanet, lui vendirent le siège électoral de Florac. M. Jaurès lui procura des privilèges « régaliens » sur le réseau télégraphique français. Il servit d'intermédiaire entre le gouvernement et les meneurs des Postiers pour étrangler la grande grève des P.T.T. Mais M. Jaurès coûte cher. M. L.-L. Dreyfus se lassa. L'*Humanité* le prit aussitôt à partie, et déchaîna un scandale pour arracher à son commanditaire les privilèges qu'elle lui avait fait concéder.

La guerre ayant un jour éclaté entre le *Matin* et l'*Humanité*, M. Jaurès envoya promptement un émissaire chez le distillateur Marnier-Lapostolle, alors en procès avec les associés de M. Bunau-Varilla au sujet de la *Chartreuse*. M. Jaurès réclamait des sommes pour combattre le commun adversaire. Le distillateur résista. Quelque temps après, M. Jaurès le traitait, à la tribune de la Chambre, comme le dernier des malfaiteurs.

La Ville de Paris même n'est pas à l'abri de ces

agressions. A la fin de 1910, le Conseil municipal avait voté une émission d'obligations de 250 millions. L'*Humanité* se déchaîna contre cette opération... Peu après, à la place de ses attaques, elle publiait un placard pour recommander les nouveaux titres. Les mandataires de M. Jaurès avaient touché 10.000 francs à l'Hôtel de Ville (*Guerre Sociale*, 23 novembre 1910).

L'un des « coups » les plus beaux de M. Jaurès a été exécuté contre la finance juive, à la tribune même de la Chambre, à la séance du 21 décembre 1910. Comme M. L.-L. Dreyfus, les Rothschild se fatiguaient des exigences du forban socialiste. Alors M. Jaurès, les visant pour la première fois en public, s'écria :

J'ai le droit de dire que si, aujourd'hui, les grands banquiers dont je parle tiennent dans leurs mains la vie, l'existence, le pain de cinq cents familles de cheminots, il y a douze ans, tous les grands Juifs avaient leur vie, leur existence sociale dans les mains du prolétariat. S'il avait conspiré contre eux avec les passions alors déchaînées, ils auraient été emportés comme une feuille, eux et leur fortune. (Vifs applaudissements à l'extrême-gauche et sur divers bancs à gauche.) — (*Journal officiel* du 21 décembre 1910, page 3526, 1re colonne.)

Ce que toute la presse traduisit, en langage clair :

Quand le socialisme montait comme un parti de

réformation, de révolution, de régénération, les socialistes étaient antisémites, parce qu'ils voyaient clairement dans les Juifs les pires accapareurs de capitaux, et les pires ennemis de la nation.

Nous, les trafiquants de démagogie, nous avons fait marché avec Israël pour détourner de lui le péril.

Nous avons fait dévier le socialisme dans l'intrigue anticléricale, déjà imposée à Gambetta par Bismarck. Nous avons fait croire au prolétariat que l'antisémitisme était une manifestation du cléricalisme catholique. Nous avons déguisé en question religieuse une question sociale, une question nationale.

Grâce à nous le prolétaire crédule se livre luimême, livre son avenir, livre son parti, livre son pays au Juif que, sans nous, il allait dévorer.

Juifs ! nous vous avons sauvés du châtiment pendant l'Affaire parce que vous nous avez grassement payés.

Mais le Prolétariat commence à se douter que nous l'avons joué.

Payez-nous encore, payez-nous plus grassement que jamais, — partagez avec nous les dépouilles de la France, comme vous avez partagé avec les liquidateurs les dépouilles des Congrégations — ou bien nous vous abandonnons.

La multitude qui nous suit en aveugle, nous la lancerons contre vous ; ou simplement, nous la laisserons à son instinct. L'instinct d'un peuple qui ne veut pas mourir est sûr. Vous êtes perdus... Allons ! mieux vaut payer n'est-ce pas ? »

Les Rothschild comprirent.

L'Humanité put se mettre à six pages, engager une troupe de collaborateurs « littéraires », lancer des feuilletons « sensationnels » et faire une réclame intense.

Avec les industriels, avec les commerçants, M. Jaurès procède de la même manière.

Prenons deux exemples-types à dix ans d'intervalle : en 1897, l'affaire des *Brasseries parisiennes ;* en 1907, l'affaire des *Galeries Lafayette ;* la méthode est identique.

L'administration municipale de Paris avait acquis la preuve que les brasseries commettaient d'énormes fraudes au préjudice de la Ville, soit en dérobant une partie de leurs brassins au contrôle du fisc, soit en dédoublant leurs bières forcées en alcool. A la suite de l'enquête, les brasseurs avouèrent une fraude de 1.500.000 francs par an ; mais les spécialistes prouvèrent que la Ville avait perdu réellement près de cinq millions par an depuis dix ans ; au total, une cinquantaine de millions.

Au milieu du tumulte de l'affaire Dreyfus, le journal du citoyen Jaurès exploita ce nouveau filon. Il commença, en première page, une campagne terrible contre les brasseurs, annonçant des révélations prochaines et foudroyantes.

Peu de temps après s'étalaient, en quatrième page, les clichés commerciaux des brasseries incriminées. *Tarif de publicité très spécial !* Et le citoyen Jaurès publia une nouvelle série d'articles pour expliquer qu'on avait lancé contre la brasserie parisienne des accusations « *ineptes* », que les

accusateurs étaient « *les ennemis de Paris*, *les stipendiés de la brasserie allemande* », etc...

(Les documents de cette affaire se trouvent dans l'*Histoire d'une Trahison*, p. 120-131).

C'est le plus beau spécimen connu de « Campagne arrêtée » ; parce que la campagne a recommencé tout de suite en sens contraire !

L'affaire des *Galeries Lafayette* est de 1907. Les grands magasins font une abondante publicité dans les journaux, et ils espèrent en échange la discrétion sur les incidents fâcheux. Quand il s'agit d'un journal « prolétarien, collectiviste, ouvrier, S.F.I.O., révolutionnaire » comme l'*Humanité*, on souhaite surtout qu'il ne devienne pas l'arme des employés contre les patrons. L'*Humanité* avait donc la publicité du *Louvre*, du *Bon Marché*, du *Printemps*, de la *Ménagère*, de la *Belle Jardinière*, etc., etc. Mais elle n'avait pas une annonce des *Galeries Lafayette*. Pourquoi ? Sans doute parce que MM. Bader et Kahn, directeurs de ce magasin, sont Juifs ; l'*Humanité* étant fondée et soutenue par des capitaux uniquement juifs, il ne semblait pas que sa bienveillance dût être achetée une seconde fois.

Mais avec le citoyen Jaurès, il ne faut pas raisonner de la sorte. « Il n'est pas un ascète ». Une grève éclate aux *Galeries Lafayette*. Vite le grand jeu : en quinze jours, dix articles fulminants, dix appels pathétiques du camarade Jaurès « à tous les hommes conscients, pour soutenir les travailleurs victimes des capitalistes Bader et Kahn » !

C'était au mois d'octobre. La direction des *Galeries Lafayette* comprend. Dès le mois de novembre, ses clichés font pendant à ceux du *Louvre* et du *Bon Marché.* Dès lors, plus un mot ; plus de grève ; les « revendications des infortunés travailleurs » n'existent plus. Le personnel des *Galeries*, comme les peuples heureux, n'a plus d'histoires.

Il y a vingt ans que M. Jaurès exerce cette industrie.

Quand il est arrivé au Parlement, avec sa mine et ses allures de rustre lourdaud, pataud, toujours dégouttant de sueur, le linge douteux, la barbe sale, ses gestes de pingouin aux courts ailerons, et son infatigable voix de crécelle, on s'était moqué de lui — comme on se moque, à l'école, d'un *nouveau* trop empoté. On baillait à ses harangues ; on l'expulsait de la tribune *manu militari.*

Mais quand il eut montré son savoir-faire, les coquins les plus réputés du Parlement le regardèrent comme un maître. Et sa maîtrise fut ensuite reconnue par ceux de la presse.

L'art de commencer à grand fracas une campagne de *Vérité ! Justice ! Lumière ! Haut idéal ! Cité future !* et de l'arrêter net moyennant finances a été poussé au plus haut point de perfection par M. Jaurès à propos de Dreyfus.

L'affaire Dreyfus avait été montée par les Juifs pour sauver leur congénère. Des honnêtes gens avaient suivi, dans une pensée sincère de justice. Des mécontents et des révolutionnaires avaient

marché, dans l'espoir d'une révolution. Pour le citoyen Jaurès et sa bande, ce fut *une entreprise financière ;* ils saignèrent les coffres d'Israël ; ils menacèrent la société bourgeoise d'une subversion totale : puis, ayant semé l'épouvante, *ils offrirent la paix contre argent.*

On a su plus tard que, dans le fort de la bataille, M. Alphonse Humbert, rédacteur en chef de l'*Eclair* nationaliste, servait d'intermédiaire entre le Président Félix Faure et le citoyen Jaurès pour négocier les conditions du marché. Deux des principaux collaborateurs du citoyen Jaurès dans sa feuille révolutionnaire, MM. Turot et Pellier, étaient d'ailleurs payés à l'*Eclair*, sur les fonds de l'état-major. Un troisième appartenait à la Sûreté générale et avait été, de ce chef, chassé de l'Association des Journalistes républicains.

Les contrats de trahison furent passés, après la mort de Félix Faure, par M. Waldeck-Rousseau, dans une réunion de financiers catholiques et juifs, antidreyfusards et dreyfusards, également intéressés à la reprise d'autres « affaires ».

MM. Jaurès et Millerand s'engageaient à faire tomber l'agitation révolutionnaire et à berner le Populo socialiste. Ils devaient arrêter les campagnes de presse et de réunions publiques, la campagne anticléricale, la campagne antimilitariste ; ils devaient combattre au Parlement tout ce qu'ils avaient voté naguère, et faire voter par leurs associés tout ce qu'ils avaient combattu : budget des cultes, concordat, ambassade du Vatican,

fonds secrets, maintien des lois scélérates, service militaire à long terme, maintien du code militaire et des conseils de guerre, expéditions lointaines, massacres et pillages coloniaux, répression des grèves par la force armée. Ils devaient endormir le peuple par des contes de la Mère l'Oie, répudier la Révolution immédiate pour la Révolution-en-trois-mille-ans, renier l'*Internationale* et servir la police russe.

En échange, M. Waldeck-Rousseau octroyait à M. Millerand un portefeuille d'affaires, une part considérable dans les émissions d'emprunts russes et dans les conventions avec les grandes compagnies, un traitement royal pour l'année de l'Exposition, un stock de subsides monnayés, des places, bureaux de tabac, décorations, exemptions et congés militaires pour les électeurs du XII[e] arrondissement. *A M. Jaurès*, il garantissait l'impunité entière pour tous vols, chantages, escroqueries et trafics d'influence commis ou à commettre dans son journal et dans son magasin, *Les Cent mille Paletots*.

Le pacte fut « religieusement » tenu ; l'affaire Dreyfus, arrêtée net au moment où elle allait porter ses fruits ; et la bande Jaurès, gavée de profits.

Le chantage à la Révolution avait réussi, et l'opérateur se trouva sacré prince des maîtres-chanteurs.

M. Jaurès arrêta de la même façon, dans l'*Humanité* comme auparavant dans la *Petite Répu-*

blique socialiste, les campagnes qu'il avait fait commencer par ses collaborateurs :

Contre les abus, les gaspillages, les concussions de la Marine, principalement sous le ministère Thomson, l'*Humanité* commençait des révélations étonnantes. Aussitôt, M. Thomson versait une ration de Fonds secrets, couvrait de galons, de croix et d'argent le commandant Marie Jaurès, casait à la rue Royale le camarade Amoretti, Et M. Jaurès disait gravement : « Il faut se garder des conclusions hâtives ».

Contre les massacres d'Arméniens et de Jeunes Turcs par Abd-ul-Hamid. L'organe socialiste se taisait quand Abd ul Hamid avait payé rançon, et décerné la plaque (en diamants) de l'Osmanié au commandant Jaurès.

Contre les complicités parlementaires de l'affaire Marix. Le 25 mai 1909, l'*Humanité* menaçait de « manger le morceau ». Elle mettait au pilori nominativement, comme compromis avec cet autre capitaine juif, dix-huit députés ou sénateurs : « Tout le gratin de la Maçonnerie ! disait le rédacteur socialiste ; toute la fleur du radicalisme ! le Gotha de la rue Cadet ! Les Montmorency de la rue de Valois ! »

Le collaborateur de l'*Humanité* ajoutait :

Pour « l'honneur du parlementarisme », voilà une affaire qu'on ne fera pas mal d'étouffer !

Le lendemain, M. Jaurès, directeur de l'*Humanité*, se chargeait lui-même de l'étouffement :

« Il y avait, dans la liste publiée inconsidérément, beaucoup de noms au-dessus du soupçon, les noms de bons républicains qui avaient pu laisser surprendre leur signature et leur recommandation... »

Dans l'intervalle, les Dix-huit avaient simplement menacé M. Jaurès de le faire coucher au Dépôt pour ses chantages et vols personnels. Ils lui avaient rappelé que le silence « à charge de revanche » est le premier article du Code qui régit la *Mafia* parlementaire.

Arrêtée, la campagne contre les Compagnies d'assurances américaines, qui avaient payé gros (jusqu'à salarier M. Waldeck-Rousseau, chef du gouvernement français, à 100.000 francs par an) pour faire ajourner une réforme législative ; en particulier contre l'*Equitable des Etats-Unis* dont les gabegies fantastiques avaient conduit ses dirigeants sur les bancs de toutes les juridictions criminelles en Amérique.

M. Jaurès négligea d'informer le Prolétariat conscient de ces détails ; mais il appela avec instance

l'attention du public sur la composition tout à fait exceptionnelle du conseil d'administration de cette grande Compagnie.

En effet, les plus éminentes personnalités dans le monde de la Finance, de l'Industrie, des Arts, *dans l'Armée et dans la Magistrature* sont représentées dans ce Conseil d'administration modèle.

La fortune privée de ses cinquante-deux membres représente environ *dix milliards de francs*. Les capitaux d'affaires réunis des grands établissements qu'ils administrent sont estimés à *cent milliards de francs*.

Le vice-président de l'*Equitable*, condamné aux Etats-Unis, fut fait officier de la Légion d'honneur en France par les bons soins de MM. Jaurès et Waldeck-Rousseau (Voir la *Guerre Sociale* du 31 juillet 1912, confirmant, avec quelques erreurs de détails ce chapitre de l'*Histoire d'une Trahison*).

Le trafic des décorations a toujours été une branche florissante de l'entreprise socialiste. On sait que les ministres à court de Fonds secrets octroient à leurs journalistes et députés entretenus des croix, à charge de trouver acheteur.

Le guichet de M. Jaurès est particulièrement achalandé.

Le 17 mars 1894, M. Jaurès avait prononcé un réquisitoire terrible contre M. Wilson, gendre du Président Grévy, et contre M. Edmond Blanc, tenancier de Monte-Carlo : parce que le premier avait fourni une Croix de la Légion d'honneur au second, moyennant une souscription de 100.000 francs à la *Petite France*.

Mais, depuis ces temps lointains, le monde a marché ; M. Jaurès aussi. L'*Humanité* a remplacé la *Petite France*, et les commanditaires de

l'*Humanité* sont plus décorés que M. Edmond Blanc.

Monaco et Monte-Carlo, d'ailleurs, sont réconciliés avec le Parti socialiste, et comptent parmi ses plus gros bailleurs de fonds. Des socialistes militants sont casés à Monte-Carlo ; des croupiers de Monte-Carlo sont devenus journalistes de la Sociale ; le Prince et sa Juive fournissent à M. Jaurès des documents secrets et des fonds abondants.

Au Congrès socialiste de Tours (mars 1902), un délégué parisien avait présenté la motion suivante :

Attendu que, depuis quelque temps, il est notoire que certains membres du parti socialiste ont sollicité des décorations de divers ordres.

Attendu que de pareilles sollicitations sont contraires à tous les principes socialistes et ne peuvent que compromettre l'indépendance et la dignité du parti :

1° Il est interdit à tout membre du parti socialiste de solliciter, d'accepter ou de porter une décoration quelconque ;

2° Il est interdit aux élus du parti de recommander ou d'appuyer toute demande de cette nature.

C'était une belle pierre dans la mare aux grenouilles.

Presque toute l'assemblée se composait des agents, racoleurs, courtiers et commis du syndicat Jaurès.

Comment faire pour concilier les principes et le respect des maîtres ?

Un membre du Congrès se leva et déclara « *qu'on mettrait les députés socialistes en état d'infériorité vis-à-vis de leurs collègues des autres partis, si on leur ôtait la liberté d'apostiller les demandes de décorations* présentées par leurs électeurs ! »

Dès lors, le commerce des croix d'honneur prit un essor merveilleux, les affiliés de la bande Jaurès n'entendaient pas rester « en état d'infériorité vis-à-vis de leurs collègues des autres partis » !

M. Lévy-Brühl, apporteur de la souscription Rothschild à l'*Humanité*, reçut la rosette d'officier pour ce « service exceptionnel ».

L'amitié conquise du tripot de Monte-Carlo entraîna logiquement l'amitié du tripot d'Enghien ; pour empêcher les socialistes d'inquiéter sa maison de jeu, la direction servit à M. Gérault-Richard, acolyte intime de M. Jaurès, un pot-de-vin de 40.000 francs *par mois* : ce qui permit à l'ex-apache, devenu châtelain de Courtoiseau, comme M. Jaurès est châtelain de Bessoulet, de s'établir à son compte en ressuscitant *Paris-Journal*.

Devant l'offre d'un pourboire, les principes socialistes succombent infailliblement.

Lorsque fut posée, à l'Hôtel de Ville de Paris, la question de la concession du gaz ou de l'exploitation en régie, les socialistes devaient évi-

demment faire campagne pour le système de la régie directe.

Pour que la Ville pût reprendre l'exploitation au 31 décembre 1905, il fallait qu'elle eût dénoncé les contrats *au* 31 *décembre* 1901. Quatre années suffisaient à peine à la préparation de la régie municipale. La date du 31 décembre 1901 était donc décisive. Et les financiers qui entendaient conserver ou reprendre le monopole du Gaz mettaient tout en œuvre pour que l'opinion publique fût tenue dans l'ignorance de la situation, et pour que la municipalité laissât passer l'occasion unique.

La presse entière se taisait.

Dans l'*Aurore* du 20 novembre 1901, on s'étonna de l'inertie des socialistes. On signalait à mots couverts la complicité « *des politiciens qui ne sont pas des ascètes et qui veulent la vie large* ». Tout le monde comprenait. Mais le citoyen Jaurès et son journal étaient muets. On revint à la charge les 6, 17, 21, 28 décembre, c'est-à-dire jusqu'à la dernière heure. Ce fut en vain.

Le 31 décembre passa ; la municipalité n'avait pris aucun parti ; la reprise en 1905 était matériellement impossible ; le monopole des financiers était sauf.

Dès les premiers jours de janvier, le citoyen Jaurès recouvra la parole. *Il n'avait été payé pour se taire que jusqu'au 31 décembre inclus.*

Les lois sur la Marine marchande, les primes à la construction et à la navigation, les conces-

sions de services postaux, ont été régulièrement l'occasion de « coups de main » fructueux pour la bande Jaurès. Dès 1895, les socialistes s'étaient jetés sur cette proie. En 1897, la banque Péreire, filiale de la banque Rothschild, acheta en bloc la *Lanterne* et son équipe socialiste, qui était à la fois la rédaction de la *Petite République*. En échange du silence qui coûta trois cents millions à l'Etat, M. Jaurès et ses gens reçurent de considérables pots-de-vin : la « vie large » commença même avant l'affaire Dreyfus et les distributions du Syndicat juif.

On avait exposé cette affaire dans l'*Histoire d'une trahison*. La *Guerre Sociale* du 16 août 1911 l'a reprise avec de nouveaux documents, comme l'affaire des Assurances américaines. Le Prolétariat peut donc en croire ses oracles attitrés, socialistes unifiés porteurs de tous les certificats.

Une autre Compagnie d'assurances américaine fit connaissance avec M. Jaurès : celle qui avait assuré la vie de Syveton au bénéfice de sa femme. Tout le parti républicain, toute la presse républicaine, dans l'affaire Syveton, soutenaient la version du suicide, provoqué par la crainte de révélations déshonorantes. Mais la Compagnie avait intérêt à faire condamner Mme Syveton pour ne pas lui verser le montant de l'assurance. A l'effarement du Bloc, le directeur de l'*Humanité* s'efforça, dans une série d'articles rocambolesques, de démontrer que Mme Syveton avait assassiné son mari.

Avec la virulence qu'il déploie exclusivement contre les morts et contre les femmes, M. Jaurès s'écriait :

Certainement la famille, l'abjecte famille, bien digne du personnage, a contribué activement à sa disparition. Et on ne peut guère hésiter à cette heure qu'entre un suicide imposé, sorte d'assassinat indirect, et un assassinat direct, mais l'un et l'autre ayant Mme Syveton comme artisan.

Pendant deux mois, le procureur socialiste de la guillotine continua sur ce ton. Soudain, la campagne cessa : et plus un mot ne fut inséré sur cette affaire. *Quelqu'un* avait chanté.

La grève des chemins de fer est l'un des exploits les plus grandioses de M. Jaurès.

Les ouvriers ne la voulaient pas. Le cheminot Grandvallet, trésorier du second Comité de grève, a témoigné dans une brochure qu'il fut conduit, avec son camarade Leleuch, chez M. Jaurès par le député Albert Thomas, représentant de la Sociale et de la Bourse, rédacteur de l'*Humanité* socialiste et de l'*Information* financière.

Les deux délégués ouvriers redoutaient, pour leurs milliers de camarades et pour des milliers de femmes et d'enfants, les souffrances de la grève. Mais le politicien ventru et repu, l'hôte des galas élyséens et royaux, le pique-assiettes des comtesses moldo-valaques et des grands ban-

quiers juifs, imposa la grève en criant : « *Qu'importent les victimes !* »

Dans sa brochure, l'ouvrier Grandvallet cherche à s'expliquer pourquoi les Jaurès, Albert Thomas, Renaudel, voulaient absolument condamner à la famine tant de pauvres familles :

A mes reproches véhéments de n'avoir pas attendu la réunion du Comité central de grève, — écrit-il, — R... me répondit narquoisement que, si cette réunion avait eu lieu, (*c'est-à-dire si le véritable élément ouvrier avait été consulté*), la grève n'aurait pas été faite.

Il fallait donc, à tout prix, même au risque d'un désastre, que cette grève éclatat ?

Pourquoi ? Mystère.

Mais non, naïf prolétaire, il n'y a rien de mystérieux !

D'une part, M. Jaurès avait les ordres formels de Berlin : la grève des cheminots allait paralyser la mobilisation française dans une période de tension diplomatique.

D'autre part, ayant machiné la grève, ayant fait arrêter dans les bureaux mêmes de l'*Humanité*, par le préfet Lépine, le comité ouvrier des cheminots pour y substituer un comité de figurants que commandaient les deux Renaudel (le vétérinaire-administrateur de l'*Humanité* et son frère), M. Jaurès et ses acolytes s'étaient engagés à fond en Bourse sur la débâcle des Valeurs de chemins de fer.

La grève, en effet, provoqua un effondrement. Les baissiers de l'*Humanité* raflèrent un butin formidable. Ils l'auraient perdu, et ils auraient « sauté » si les ouvriers avaient résisté à la pression des politiciens de grand chemin.

Le « coup » de la grève des cheminots exécuté par M. Jaurès est analogue au « coup » de l'arrestation Rochette, exécuté par le préfet Lépine.

La quantité des millions volés à l'épargne publique fut très supérieure dans le « coup » de la grève.

Quand la Chambre nomma une Commission pour enquêter sur l'affaire Rochette, le président fut M. Jaurès. Tout le régime parlementaire est là. M. Jaurès, auteur et bénéficiaire du coup de la grève, interrogeant M. Lépine, auteur et bénéficiaire du coup Rochette : quelle comédie sinistre ! Mandrin chargé d'une enquête sur Cartouche !

Et le public français en attend patiemment les résultats...

Sous un chef tel que M. Jaurès, on comprend ce que peuvent les subalternes, pris d'une belle émulation.

Les socialistes, à la Chambre et dans l'*Humanité*, dénoncent comme une gigantesque piraterie l'affaire des gisements de l'Ouenza. Or, le rapporteur de la convention initiale à la Chambre était M. Devèze, secrétaire du groupe socialiste unifié.

Les socialistes dénoncent encore comme une

piraterie l'affaire des Chemins de fer éthiopiens. Or, c'est dans cette Compagnie que M. Lavy, socialiste considérable, trouva l'une de ses trois sinécures.

Au mois de juin 1912, le socialiste unifié Lauche interpelle le gouvernement sur la hausse des blés : cette hausse est l'œuvre du Syndicat international où règne M. L.-L. Dreyfus, principal commanditaire de l'*Humanité.*

Le socialiste unifié Briquet, à la même époque, interpelle le gouvernement sur la hausse des cafés : cette hausse est l'œuvre d'un « Comité de valorisation » qui a pour agent à Paris M. Henri Turot, socialiste notoire, rédacteur à la *Petite République*, ancien homme de main de M. Jaurès.

La *Guerre Sociale* (1912) dénonce le député Emile Faure comme tenancier d'un casino-tripot à Vichy : le député Emile Faure est un socialiste unifié, caudataire de M. Jaurès.

Depuis quand — demande le journal local de l'accusé, — même quand on est député socialiste, est-il défendu de songer à ses intérêts et de faire fructifier son avoir comme bon vous semble ?

Hein ? l'éducation du Prolétariat « dans un établissement genre des Folies-Bergère, agrémenté de petits chevaux » !

Au moment où la police mettait la main sur la bande à Thomas, qui dévalisait les églises autour de Limoges, elle mettait aussi la main sur la

bande Dufour, qui dévalisait l'arsenal de Bourges. Le chef de brocante Dufour, avec une bande de quarante-deux autres chiffonniers, avait organisé un ingénieux système de filouterie pour acquérir à vil prix les objets et matières achetés aux prix de tant de milliards par l'administration militaire, et déclassés. En octobre 1907, le tribunal correctionnel condamne Dufour. Et Dufour est un député socialiste unifié, caudataire de M. Jaurès. Quand il est mort, en 1913, l'*Humanité* a prononcé son oraison funèbre.

Ils ont exigé 15.000 francs de gages pour « avoir le moyen d'être honnêtes » ; ils pillent les arsenaux pour mener « la vie large ».

D'autres fois, ils détroussent les enfants de leurs camarades morts. C'est l'histoire de la *Loterie de l'Orphelinat des Chemins de fer*. Loterie au capital de quatre millions ; le camarade socialiste qui l'administre vend à un autre camarade socialiste « plus de trois millions de billets à 1 fr. » pour la somme de 60.797 fr. 85. Le camarade acheteur gagne ainsi les trois quarts des lots : 370.000 francs de lots pour ses soixante mille francs. Et cet heureux Prolétaire se trouve être l'associé de M. Jaurès à la *Petite République socialiste*, en même temps que son associé dans l'exploitation des *Cent Mille Paletots*.

Ou bien ce sont leurs camarades malades qu'ils dépouillent de l'asile préparé pour les recevoir : affaire du « Grand Air », dévoilée dans la *Lutte de classe*.

Des loups ! des chacals ! des hyènes !

La farce anticléricale

Les cabrioles du Parti socialiste unifié autour de la question cléricale sont les plus comiques du monde ; des plus instructives aussi.

On lit dans l'*Humanité* des filets « anti-cléricaux » comme celui-ci (17 novembre 1913) :

Notre confrère les *Droits de l'Homme* publiait deux photographies montrant M. Gaston Cagniard suivant une procession et recevant la bénédiction...

M. Gaston Cagniard, ancien rédacteur en chef de la *Petite République*, est un des plus chers espoirs de M. Briand.

Au moment où la défense de l'école laïque devient une question de régime..., ce geste d' « apaisement » du lieutenant d'Aristide méritait d'être conservé.

Et comme celui-ci (2 novembre 1913) :

On a pu lire, dans le *Bulletin du Cercle catholique de Noyon* (M. l'abbé Coffin, directeur), l'information suivante :

« De passage à Noyon, à l'occasion de l'inauguration du chemin de fer de Lassigny, Mme Barthou, épouse de M. Barthou, président du Conseil, assistait et communiait pieusement dimanche dernier à la messe de neuf heures. »

Et vous voudriez qu'on ne reprît pas les relations avec le Saint-Siège ? Mais que diraient donc ces dames les ministresses et Mme la Présidente ?

Or, ces manifestations d'anticléricalisme tombent rudement sur le directeur même et « principal actionnaire » de l'*Humanité*.

M. Jaurès aussi se rend à l'église pour ses dévotions de famille.

On n'a pas oublié qu'il fait venir de Terre Sainte une provision d'eau du Jourdain, pour baptiser ses enfants comme fut baptisé le comte de Chambord et comme sont baptisés les fils des Hohenzollern.

Ayant fait inscrire sa jeune fille au lycée Molière, à Paris, il la confiait aux religieuses de Villefranche-d'Albigeois, chez qui elle prépara une première communion sensationnelle. Le curé de Villefranche en délivra cette attestation :

Notre-Dame de Bon-Secours
Villefranche d'Albigeois

Villefranche, le 22 juillet 1901,

Monsieur,

Il est parfaitement exact que, le dimanche 7 courant, Mlle Jaurès a fait sa première communion chez nous avec beaucoup de piété et d'édification.

Villefranche est paroisse d la résidence de sa famille en province.

Veuillez agréer, monsieur, etc.

A. ANDRIEU.
chanoine honoraire, curé.

Quand mourut M. Bois, son beau-père, honorable épicier qu'il avait fait sous-préfet, M. Jaurès conduisit le deuil à l'église, alla s'agenouiller à la balustrade du chœur et baisa dévotement la patène.

Il fit à sa mère, en l'église de Saint-Jacques-de-Villegoudon, à Castres, des obsèques très religieuses, ainsi relatées dans tous les journaux (sauf l'*Humanité*) du 12 juillet 1906 :

Tous les fonctionnaires de la ville de Castres, le sous-préfet en tête, ont assisté à ces obsèques, où l'on remarquait également les membres de la Bourse du travail, l'églantine rouge à la boutonnière.

A l'offrande, on vit tout à coup M. Jaurès, de Carmaux, son frère, le sous-préfet et un adjoint collectiviste de la municipalité *se diriger vers l'autel, où ils ont pieusement baisé l'image du Christ* que leur présentait le prêtre.

De nos propres yeux, nous l'avons vu prier avec ferveur, le 23 août 1910, dans la cathédrale de Brême, pour appeler les lumières d'En-Haut sur le Congrès socialiste international de Copenhague.

Pourquoi l'*Humanité* ne publie-t-elle pas les photographies de ces scènes pieuses, comme elle en réclame de M. Barthou et des autres ?

Sans doute parce que, invariablement, M. Jaurès compense ses expansions religieuses par des violences antireligieuses.

Au moment même (JUILLET 1901) où M. Jaurès

retirait sa fille du lycée Molière, pour la placer chez les sœurs de Villefranche, il publiait dans son journal une série d'articles furibonds sur :

Les scandales du Bon-Pasteur. — La religion d'Etat. — L'hystérie de sainte Thérèse. — Saint Antoine de Padoue et le brevet supérieur. — Les jésuitières de la République. — La cléricalisation de l'enseignement secondaire.

A la date même (4-10 JUILLET 1901) où Mlle Jaurès fait une première communion sensationnelle, M. Jaurès fulmine dans son journal contre *la communion au lycée !*

Il dénonce violemment les proviseurs des lycées de Caen, Dijon, Bourges, Alençon, et surtout le recteur de l'Académie de Dijon qui (en caractères gras dans le journal (4 juillet) « ENVOIE SES DEUX FILLES DANS UNE PENSION CONGRÉGANISTE ! »

En 1906 comme en 1901, *au moment même* (juillet août) où le citoyen Jaurès édifie les populations du Tarn par sa ferveur religieuse, il attaque furieusement la religion, le pape, l'Eglise, dans ses articles de l'*Humanité* (20 juillet, en revenant de la Table Sainte ; 9, 20, 27 avril, 2, 3, 5 septembre) :

« *Ce pays ne peut que se perdre en se livrant aux influences cléricales !*

« *La papauté a été prise en pleine fourberie !*

« *Le voile du mensonge !*

« *La complaisance avilissante de l'épiscopat !*

« *La fourberie du pape !*
« *L'Eglise a perdu toute autorité morale !*

Est-il, dans l'histoire de tous les temps et de tous les partis, un exemple plus stupéfiant de fourberie et d'impudence ?

Professeur de philosophie à la Faculté de Toulouse, M. Jaurès ouvrait son cours par cette profession de foi : « Je crois en Dieu ! »... Dans les meetings et dans les banquets socialistes, il hurlait à pleine gorge :

Le Christ à la voirie !
La Vierge à l'écurie !
Et le saint Père au diable,
Vive le son, vive le son !
Et le saint Père au diable
Vive le son du canon !

L'*Humanité* du 23 décembre 1913, dans un article (p. 6) intitulé : *Un exemple de philanthropie patronale*, attaquait les industriels et les Compagnies minières de Meurthe-et-Moselle, qui ont fondé un hôpital pour leurs ouvriers :

Cet hôpital, il faut le reconnaître, comporte tous les perfectionnements possibles et imaginables ; on y voit de luxueuses salles d'instruments et d'opérations ; des médecins de valeur ont attaché à l'établissement...

Mais il y a des sœurs ! les blessés seront soignés par des religieuses. Et l'*Humanité*, pour

faire cesser ce scandale, formule l'ignoble dénonciation que voici :

P.-S. — M. le préfet de Meurthe-et-Moselle sait-il que les sœurs en exercice à l'hôpital des mines et aciéries de Briey, forment une congrégation non autorisée, et s'il le sait pourquoi n'agit-il pas ?

L'*Humanité* fait semblant d'avoir oublié que M. Jaurès, conseiller municipal de Toulouse, combattit énergiquement la laïcisation des hôpitaux toulousains (séance du 3 novembre 1891).

Un autre élu socialiste, M. Krauss, député de Lyon, se déchaînait à la Chambre contre les moines et faisait élever ses filles au couvent.

Ces pantalonnades de la Sociale s'expliquent par deux raisons.

D'une part, les socialistes unifiés ont une mentalité de nègres fétichistes : ils sont réellement les pires cléricaux.

D'autre part, ils évoluent selon l'intérêt électoral du lieu et du moment : pour conquérir le mandat de 15.000 francs, ils sont prêts à marcher sur le crucifix ou à communier chaque matin.

Ils sont les pires cléricaux. On n'est pas « clérical » parce qu'on professe telle ou telle religion, mais parce qu'on a l'esprit borné, sectaire, fanatique, parce qu'on croit aux choses absurdes, parce qu'on adore des fétiches, parce qu'on attend des miracles, parce qu'on obéit aveuglément

aux oracles des sorciers, parce qu'on se fie à la vertu des amulettes et des gri-gri : tous traits caractéristiques du Prolétaire socialiste unifié.

Dans les meetings, dans les comités, dans les conciles, les lamas et les bonzes du Parti montrent la même intolérance rageuse que les moines de la Ligue ; ils fulminent l'excommunication, jettent l'anathème et prononcent des condamnations mortelles comme des Inquisiteurs. Rien ne ressemble plus à un pèlerinage de Lourdes qu'une procession socialiste. Quand ils chantent leurs cantiques, citent les textes sybillins de Karl Marx, promulguent les formules sacrées que devront réciter les ouailles, arrêtent l'*Index* des journaux que les ouailles ne devront pas lire, on se croirait dans un concile. On n'entend que des paraphrases du *Perinde ac cadaver*, du *Sint ut sunt* et du *Credo quia absurdum*.

Une ouaille du socialisme unifié refuse de jeter les yeux sur un écrit condamné par ses brahmines avec autant d'horreur et d'effroi qu'un Napolitain refuserait de parler au diable.

Leurs superstitions et leur fétichisme passent toute imagination. On assure que le vétérinaire-administrateur Renaudel recueille la sueur toujours abondante sur l'épiderme de M. Jaurès pour la vendre en petites fioles aux fidèles : c'est leur eau du Jourdain. En 1913, au *Conseil national du Parti* tenu à la Bellevilloise, M. Jaurès laissa ses manchettes sur le bureau ; le Parti les mit aux enchères ; l'une fut adjugée à 5 francs,

l'autre à 3 fr. 75 (*Rappel*, 17 août 1913).

Comme thèse de doctorat, M. Jaurès avait composé en 1891, et dédié à M. Paul Janet, chef du parti catholique en Sorbonne, un énorme ouvrage ayant pour titre : *De la réalité du monde sensible* (F. Alcan, éditeur, 7 fr. 50). Durant trois cent soixante-dix pages, il y est répété que :

La conscience a besoin de Dieu, et elle saura la saisir malgré les sophistes qui n'en parlent que pour le dérober.

Parce que le monde est la puissance infinie de Dieu, il manifestera Dieu comme substance, comme force, comme unité et comme conscience.

L'acte infini qui est Dieu fonde cette puissance infinie qui est le monde. Dieu, intimement mêlé au monde, qui est sa puissance, est à la fois être et devenir, réalité et aspiration, possession et combat. Dieu ne se contente pas d'être la perfection toute faite ; il peut encore, et en vertu même de cette perfection, la conquérir.

La lumière est le rapport en Dieu de l'universel et de l'individuel. *Le son* est le rapport en Dieu des forces et des âmes. C'est bien en Dieu que la lumière et le son ont leur signification et leur être véritable.

C'est parce que Dieu, en faisant l'univers, s'est livré à lui ; c'est parce qu'il a dispersé son unité en des centres multiples pour retrouver cette unité par l'effort et pour se mériter lui-même, que la pensée même la plus vaste, même la plus voisine de Dieu, par l'idée du parfait et le sentiment de l'infini, est liée à un corps et à un sentiment organique.

Si un acte quelconque absorbait toute la puissance d'être que sa forme enveloppe, ce serait un acte absolu, un acte divin, et l'univers, par cette trouée divine, s'engloutirait en Dieu !

Trois cent soixante-dix pages in-8° sur ce ton.

Le Prolétariat conscient s'ébahit. Comme il ne comprend pas, il admire ; moins il comprend, plus il admire. Il ne lit pas *De la Réalité du monde sensible ;* mais il croit que M. Jaurès est « affranchi des dogmes ».

Un autre type de clérical était M. de Hault de Pressensé, rédacteur à l'*Humanité*, ancien député collectiviste, et Président de la Ligue des Droits de l'Homme. Tour à tour protestant rigide, catholique enflammé, féroce adversaire de l'Eglise, il parlait toujours un langage mystique.

En 1897, il flétrissait dans la *Revue des Deux-Mondes* (15 février) « l'instituteur transformé en commis-voyageur de la libre-pensée » ; il condamnait « l'enseignement a-religieux, ou même systèmatiquement irreligieux » ; il conjurait la République de se mettre aux mains des ralliés.

La même année, c'est-à-dire quelques mois avant de se jeter (pour conquérir un mandat législatif et une trésorerie générale) dans l'affaire Dreyfus et dans la propagande anticléricale, M. de Pressensé publiait *Le Cardinal Manning*, afin d'arrêter « la contagion mortelle du rationalique moderne ». Il s'écriait :

A notre époque, où il est si malaisé de mainte-

nir sans défaillance le témoignage en l'honneur du surnaturel chrétien et de Jésus-Christ, miracle des miracles, rien n'est dangereux comme la coalition d'un rationalisme fort pratique et d'une charité imprudente.

Aussi ne saurait-on professer assez de reconnaissance pour les champions inflexibles qui, tout en prêchant les premiers et avec une incomparable ardeur la croisade sociale de l'Eglise, ont eu soin de la rattacher étroitement à la profession du christianisme objectif, dogmatique, orthodoxe.

Ils n'ont pas seulement lavé l'Eglise d'un reproche : ils ont offert au monde le seul instrument efficace de salut...

Sans un mandat divin, sans le secours de son Maître, sans l'Evangile pour réveiller les consciences, *sans les sacrements pour nourrir les âmes*, que serait, que ferait, que pourrait même espérer l'Eglise en matière sociale ? Le christianisme social sera chrétien au plein sens du mot, ou il ne le sera pas.

Et plus loin :

Comme la femme de l'Evangile, plutôt que de laisser échapper le Christ, peut-être faudra-t-il que notre génération saisisse les franges de son manteau. Peut-être faudra-t-il qu'elle s'attache aux pas de ses disciples, quand ce ne serait que pour être touchée par cette ombre de Pierre qui guérissait les malades de Jérusalem.

...Il faut faire du Pape, proclamé et reconnu le gardien incorruptible du dépôt de la révélation chrétienne, le chef d'une Eglise redevenue l'asile des

souffrants et des opprimés ; montrer au peuple, *désabusé des fictions du libéralisme doctrinaire*, écrasé sous le poids des réalités du libéralisme économique, *l'incomparable puissance d'affranchissement, de réparation et de régénération d'une Religion* tout ensemble d'autorité et de liberté ; en un mot, faire de l'Evangile du Christ, appliqué par son vicaire et par les successeurs des Apôtres, la charte de l'humanité ; *agenouiller l'Eglise devant la Croix, et le monde devant l'Eglise.*

Point de transactions coupables ! point de compromissions entre la Révélation et la Science ! point de christianisme au rabais ! Ce qu'il faut à M. de Pressensé, « c'est le christianisme des Apôtres et des Saints ; c'est la folie de la Croix ; c'est l'Evangile avec ses révélations et ses miracles ; c'est *l'Eglise maîtresse de foi et dompteuse d'erreurs !* »

Plus catholique que beaucoup d'évêques catholiques, le vidame se ralliait fougueusement au dogme de l'Infaillibilité. Il raillait les scrupules de Lamennais et autres libéraux dangereux. Il célébrait, pour conclure, « la doctrine bienfaisante que les encycliques sociales de Léon XIII ont sanctionnée et exposée, et qui a le double objet de rappeler l'Eglise à l'accomplissement d'une partie essentielle de sa vocation divine, et *d'offrir à notre Société malade le remède du christianisme surnaturel* ».

Si ces hommes-là ne sont pas spécifiquement

des cléricaux, pourvu de cervelles incurablement cléricales, — il faut l'aller dire à Rome !

En second lieu, leurs évolutions sont commandées par l'intérêt électoral.

A Paris, et dans les grandes cités industrielles, l'anticléricalisme est un numéro de tous les programmes « avancés ». Mais dans les petites villes et dans les campagnes, la Sociale peut racoler des électeurs parmi les catholiques ; un certain nombre de prêtres lui offrent leur concours ; de riches catholiques appuient ceux qu'ils prennent pour des « révolutionnaires » en haine des Francs-Maçons radicaux et dans l'espoir de hâter les catastrophes libératrices.

D'où la nécessité, par les Socialistes, de louvoyer.

Au mois d'août 1912, M. Vandervelde, qui est le Jaurès belge (millionnaire, châtelain somptueux, paré de bracelets d'or, marié à une Juive) s'avisait qu'un rapprochement du côté catholique ne serait pas une mauvaise spéculation. Il disait à Bruxelles :

Nous n'avons jamais été un parti confessionnel..... Nous faisons appel aux travailleurs de toutes croyances... Combien de fois n'ai-je pas été choqué en voyant la pensée socialiste passer à l'arrière-plan pour laisser passer des préoccupations d'anticléricalisme ?

J'ai souffert quand, au lieu de chanter de beaux chants socialistes, nos ouvriers ne trouvaient plus

qu'à chanter *A bas la calotte ! à bas la calotte !...* Je souffre quand j'entends chanter des paroles froissantes et d'une insupportable stupidité : *Le Christ à la voirie ! La Vierge à l'écurie !* De grâce, ne chantons pas ces inepties qui ne sont ni dans notre pensée ni dans notre tendance.

C'était M. Jaurès en personne qui hurlait « ces inepties » grossières durant l'affaire Dreyfus.

Mais sous le ministère Waldeck-Millerand-Galliffet, il vota pieusement le budget des Cultes ; et en janvier 1903, dans la *Petite République socialiste*, il condamnait ainsi ses propres violences anticléricales :

Si tout Kulturkampf, en France comme en Allemagne, ne peut aboutir qu'à renforcer la puissance politique du cléricalisme, si ses effets rétrogradés sont d'autant plus profonds qu'il est plus hardi, pourquoi le socialisme français s'engagerait-il dans cette lutte même avec ses formules propres ? Il entraînera bien le libéralisme bourgeois au-delà des limites que celui-ci s'était marquées d'abord ; mais il n'est pas assuré d'avance d'aboutir à la destruction et à l'expropriation totale des ordres monastiques.

Pourquoi donc se compromettre dans un combat dont il n'a pas seul la direction et dont il ne peut développer à son gré les conséquences ?

Dans le Pas-de-Calais, le Q. M unifié de Boulogne-sur-Mer, Pierre Myrens, marche résolument avec les catholiques contre les radicaux.

Dans l'*Humanité* même, le Q.-M. unifié Compère-Morel a vivement applaudi aux conseils du camarade Vandervelde, et il exhorte la clientèle socialiste à répudier l'anticléricalisme.

Escroquer les suffrages catholiques tout en extorquant les subsides juifs, c'est une admirable combinaison !

Il n'y a pas danger que le Prolétariat conscient se cabre devant ces continuelles palinodies, ces incohérences bouffonnes, ces contradictions brutales. Il avale tout, les yeux fermés.

Le Q.-M. unifié Compère-Morel écrit dans l'*Humanité* :

Vandervelde a mille fois raison : nous avons autre chose à faire que de tomber dans la basse et vulgaire démagogie anticléricale des Homais du village, dont le sectarisme aveugle et l'étroitesse d'esprit sont un véritable danger pour la libre-pensée elle-même.

Les lecteurs de la feuille judéo-prussienne devraient être ahuris d'apprendre que les doctrines dont on les gavait depuis l'Affaire sont « de la basse et vulgaire démagogie ».

Mais ils sont dressés ; ils feront amende honorable au Sacré-Cœur de la même façon qu'ils allaient faire amende honorable chez Galliffet, — avec la même soumission qu'ils crient alternativement : « Mort aux tyrans ! gloire à Caserio ! Vivent la glorieuse Maison de Savoie et Leurs Majestés italiennes ! A bas les capitalistes ! Honneur à Rothschild ! »

« La vie large »

« Le Parti socialiste fera un effort immense pour rallier autour de son haut idéal et de son vigoureux programme les énergies populaires », clame M. Jaurès (*Humanité*, 28 décembre 1913).

Le « haut idéal », c'est la curée, la saturnale, les jouissances du ventre et de la plus grossière vanité.

L'*Humanité* ouvre une souscription pour les six enfants d'un ouvrier « rouge » que M. Jaurès envoyait assassiner les « jaunes » et qui est resté sur le carreau. M. Jaurès donne 20 francs.

Le 21 mars 1913, l'*Humanité* ouvre une souscription « pour le suffrage universel en Belgique ». M. Jaurès donne 20 francs.

Mais pour Noël, l'*Humanité* prescrit à ses ouailles ce double menu :

SOUPER DU REVEILLON
Consommé
Huîtres
Pieds truffés
Jambon et rosbif
Buisson d'écrevisses
Ananas au kirsch
Fruits

DINER DE NOEL

Potage croûte au pot
Turbot sauce hollandaise
Dinde truffée
Salade russe
Epinards aux croûtons
Fromage
Riz à l'impératrice
Fruits
Ecrevisses en buisson

Le Prolétariat se nourrit bien !

A propos de *Servir*, l'*Humanité* (2 mai 1913) calculait que cette pièce avait rapporté 90.000 fr. à son auteur. Elle s'écriait ironiquement : « Quelle bonne affaire que le patriotisme ! »

Mais quelle bonne affaire que l'antipatriotisme et la trahison ! M. Jaurès touche plusieurs fois par an, de l'Allemagne et des Juifs, pour prix de son infamie, ce que M. Lavedan touchait une fois pour prix de son travail.

En mai 1913, l'*Humanité* prenait texte à chaque instant de la discussion sur les jeux pour flétrir « ce vice capitaliste et bourgeois ».

Ce sont les Prolétaires qui, tous les samedis, chez le mastroquet, jouent et perdent le pain de leurs femmes et de leurs enfants, au zanzibar et dans les « appareils à sous ».

C'est un grand chef socialiste, M. Gérault-Richard, acolyte de M. Jaurès, qui avait obtenu la concession du Mont-de-Piété de Monaco pour

« achever » les victimes de la roulette, et qui protégeait le tripot d'Enghien, moyennant un pot-de-vin *mensuel* de 40.000 francs (un demi-million par an).

A la *Petite République socialiste*, où des collaborateurs agrégés de l'Université recevaient 125 francs par mois, M. Jaurès payait 10.000 francs le rédacteur qui lui servait d'intermédiaire pour la subvention de Monte-Carlo, et qui était un ancien agent de la sûreté générale sous Constans.

C'est un député socialiste unifié, M. Emile Faure, qui exploite à Vichy les petits chevaux du « Casino-Jardin ».

Le restaurant le plus cher d'Enghien héberge tout le long de l'été les notabilités du Parti unifié, comme le pesage d'Auteuil et de Longchamp les voit ponter par dix et vingt-cinq louis sur les chevaux de course.

Leur avidité à jouir de la « vie large » n'a d'égale que leur effroi d'être surpris par leurs camarades envieux et par leurs dupes.

Le 5 novembre 1913, le citoyen Grandclément, maire socialiste unifié de Villeurbanne, était dans le rapide de Lyon, tamponné près de Melun. Il venait de dîner au wagon-restaurant et fumait un havane exquis dans un compartiment de première classe. Comment avouer ces détails au Prolétariat conscient ? L'*Humanité* du 6 publia les excuses embarrassées du Social-Lucullus.

Nous en avons vu, à Paris, les soirs de « grande première » et de grand meeting, qui dépouil-

laient hâtivement le veston râpé de la réunion publique pour revêtir le smocking impeccable et se rendre au foyer du théâtre *chic*.

Quand M. Jaurès partit pour une tournée en Argentine, il reçut de son Barnum 120.000 francs. Avec Nini Buffet, chanteuse de café-concert (1), il courut toute l'Amérique du Sud. Mais les Argentins et les Brésiliens, déjà exploités par MM. Anatole France, Guitry et Clémenceau, refusèrent de se déranger pour la tournée Nini-Jaurès-Buffet. Les salles étaient vides. Le Barnum, menacé de ruine, s'emporta contre son « phénomène », qui implora le secours du Gouvernement français. Les consuls de France reçurent l'ordre de louer les places, qu'ils firent occuper par tous les vagabonds, rôdeurs, apaches disponibles. De sorte que les 120.000 francs versés par le Barnum à M. Jaurès furent en définitive fournis *par les contribuables français*.

A la fin de 1913, une organisation ouvrière de Casablanca invita « le camarade Jaurès » à faire le court voyage du Maroc pour y porter la bonne parole et pour étudier lui-même la condition des travailleurs. Mais les suppliants ne joignirent pas le chèque de 120.000 francs à leur requête. M. Jaurès refusa (*Humanité*, 23 décembre).

Quand il entreprit la démolition du Président

---

(1) Le *Temps* a reproduit les affiches des conférences et des agapes : « *Nini Buffet, la grande chanteuse, et Jean Jaurès, le grand orateur* ».

Casimir-Périer, M. Jaurès n'était pas tendre pour les grands bourgeois. Il s'écriait :

Je vous l'avoue, j'aimais mieux pour notre pays les maisons de débauche où agonisait la vieille monarchie de l'ancien régime que la maison louche de banque et d'usure où agonise l'honneur de la République bourgeoise.

M. le Président. — Monsieur Jaurès, vous allez trop loin. Vous avez fait jusqu'à présent le procès de la famille Périer, et vos dernières comparaisons dépassent toutes les bornes : vous comparez la maison du président de la République à une maison de débauche...

M. Jaurès. — Je ne la compare pas, je la mets au-dessous.

Dans les meetings et banquets, le directeur de l'*Humanité* bondit sur la table et rugit :

Ça ira, ça ira,
Tous les bourgeois à la lanterne !
Ça ira, ça ira,
Tous les bourgeois on les pendra !

Mais M. Jaurès était beau à voir lorsque, vice-président de la Chambre, il promenait son ventre de Vitellius entre deux haies de soldats. Les clairons sonnaient, les tambours battaient aux champs, les officiers saluaient de l'épée. Le gros paon se gonflait à crever. C'était d'une simplicité vraiment prolétarienne.

Il était beau, M. Jaurès, au gala du roi d'Italie, où les diamants de la citoyenne Jaurès firent une telle sensation !

En juillet 1903, fut annoncé le prochain voyage des souverains d'Italie à Paris.

Le gouvernement royal avait fait mitrailler le peuple de Milan ; les bagnes italiens étaient pleins de socialistes ; les journaux et les propagandistes républicains étaient traqués sans merci. Le Comité socialiste interfédéral français eut donc l'idée d'organiser, à Paris, une manifestation vengeresse contre le monarque fusilleur ; mais le Comité de direction du Parti socialiste italien demanda, dans l'intérêt du bon accord entre les deux peuples, que les socialistes de France s'abstinssent de toute démonstration : la protestation devait être « silencieuse ».

Le citoyen Jaurès, qui contemplait d'un œil d'envie les Ordres impériaux et royaux collectionnés par le socialiste baron Millerand, s'éleva résolument contre l'idée de manquer aux galas ; il voulait sa part des banquets et des baise-mains ; la dame de Bessoulet tenait à paraître dans les cours. La *Petite République socialiste* (18 juillet 1903) publia cette cynique amplification de la formule : « Nous ne sommes pas des ascètes ! »

Le vieux et respectable Amilcare Cipriani qui avait passé le tiers de sa vie dans les cachots italiens, fut expulsé provisoirement des colonnes de la *Petite République* où on lui permettait de maudire la maison de Savoie ; les dithyrambes du citoyen Jaurès remplacèrent ses invectives.

Au mois d'octobre, enfin, le roi et la reine d'Italie arrivèrent. Le ministère Combes fit arrêter en masse,

immédiatement, plusieurs centaines d'Italiens qui avaient eu la naïveté de se fier à l'hospitalité française. Les uns furent expulsés, les autres tenus en prison sans jugement. La Confédération générale du Travail publia une vigoureuse protestation *que tous les journaux socialistes passèrent sous silence.* Les fêtes commencèrent.

La presse républicaine décrivit les attitudes de la dame Loubet « pâle d'émotion », présentant à la Reine « les dames de la Maison militaire et de la Maison civile ». M. Mollard lui-même était « profondément émotionné (*L'Action*) devant Leurs Majestés. Toute la valetaille républicaine éprouvait (*L'Action*) « l'impression d'un retour au passé, d'un rappel des pompes royales ». On comparait respectueusement les signes de croix de la Reine et de la Présidente dans la chapelle du château de Versailles, les diadèmes de la Présidente et de la Reine à l'Opéra.

Les feuilles du Bloc imprimèrent la longue énumération des « Truffes du Périgord au champagne, Marquises au clicquot, Ananas Pompadour, ris de veau Régence, poularde Sévigné, Spooms au Lacryma-Christi » consommés par les princes.

La *Petite République socialiste* cita avec orgueil, parmi les convives du gala de l'Elysée, *le citoyen Jaurès*, encadré de la duchesse d'Ascoli et de la comtesse Guicciardini, dames d'honneur, *et la citoyenne Jaurès*, éblouissante de diamants entre le comte Bruschi Falgari et le capitaine Leonardi di Casalino y Pismenzo, gentilshommes du Roi.

Tous les prolétaires français se redressèrent fièrement. Ils eurent une pensée de mépris pour les socialistes italiens emprisonnés ou fusillés.

Le lendemain même des agapes royales, le tribun de Bessoulet gourmanda durement (*Petite République*, 17 octobre) les ouvriers d'Armentières, qui s'étaient laissés aller « à des violences à la fois enfantines et coupables ». Il revêtit sa jaquette spéciale pour meetings et se rendit sur le théâtre de la grève pour ramener les affamés à l'obéissance.

La représentation étant close, et les barons socialistes ayant savouré ces royales jouissances, leurs journaux insérèrent une déclaration violente des Comités contre Victor-Emmanuel II, bourreau du prolétariat italien, etc., etc. (*Petite République*, 20 octobre, p. 3, petit texte). Les souverains étaient partis, les truffes étaient digérées ; il n'y avait plus d'inconvénient.

« Le Comité interfédéral du P. S. F., *était-il dit*, affirme hautement ses sentiments de solidarité à l'égard de toutes les victimes du roi d'Italie et invite les militants, les élus du Parti socialiste français, à se tenir à l'écart de toutes les manifestations humiliantes dont sa venue est l'occasion, *sous peine de déchoir aux yeux du prolétariat révolutionnaire.* »

Mais le directeur de l'*Humanité* n'en est pas à une déchéance près !

Aux derniers jours d'Edouard VII, les citoyens Brousse et Turot, tous deux socialistes unifiés, portèrent aux pieds de Sa Majesté britannique les hommages du Conseil municipal et du Parti ; la faveur leur fut accordée de prier sur la tombe de la reine Victoria et du prince consort. Ils se rendirent ensuite en Portugal, où le roi Carlos leur distribua les décorations du *Christ* et de

l'*Immaculée-Conception*. M. Jaurès, n'en ayant pas reçu pour l'enfant du Jourdain, applaudit à l'assasinat du monarque.

A la dernière visite du roi d'Espagne, lorsque Alphonse XIII vint chasser chez le maître occulte et chez le chef officiel de la France, MM. Rothschild et Poincaré, l'*Humanité* se déchaîna furieusement contre « l'assassin de Ferrer » !

En effet, le citoyen et la citoyenne Jaurès n'étaient point, cette fois, conviés au gala.

S'ils l'avaient été, « l'assassin de Ferrer » fût devenu le « jeune et chevaleresque souverain d'un pays ami ».

Qu'il est beau encore, M. Jaurès, dans le salon de Mme la comtesse de Noailles, née princesse de Brancovan, dont l'*Humanité* patrona l'époux aux élections du XVI[e] arrondissement (mai 1906).

Et dans les coulisses du Théâtre-Français, harem officiel ! Et dans la loge de Mlle Cécile Sorel !

On sait l'attraction qu'exercent les théâtres et les actrices sur les politiciens de province, en particulier sur les démagogues.

Un des soucis de M. Jaurès fut de faire installer à l'Opéra — par le « renégat » Briand qu'il flétrissait dans l'*Humanité* — son secrétaire intime, célèbre au « bowling » du Jardin de Paris. Le secrétaire intime était là pour ouvrir les portes au patron.

Le 4 janvier 1907, c'est sous l'escorte et les auspices de *douze députés socialistes* que MM. Mes-

sager et Broussan vinrent assaillir M. Aristide Briand pour enlever la direction de l'Opéra. Le sort des cantatrices et des danseuses intéresse au plus haut degré la Sociale.

On a vu comment l'*Humanité* recrute pour le Bal Tabarin des femmes et des clients. Son premier « lancement » fut fait avec *Nana* : « Lisez *Nana !* Faites lire autour de vous *Nana !* » recommandait à ses ouailles l'organe du Prolétariat conscient.

Lorsque l'acolyte de M. Jaurès, le chevalier des dames de Bessoulet, eut la prudence de mourir, il était sous le coup d'un mandat d'amener signé par le juge d'instruction de l'affaire Flachon...

Ah ! elle est joyeuse, la Sociale...

La régénération du Peuple est en bonnes mains !

Du vidame de Hault de Pressensé, rédacteur-diplomate de l'*Humanité*, professeur de révérences et de baise-main pour les galas royaux, ci-devant député unifié, le *Vieux Cordelier* donnait ce croquis :

Cet homme politique fournit une somme de travail considérable :

— De dix heures à midi, rédacteur opportuniste, capitaliste et biblique au *Temps ;*

— De midi à deux heures, Social-Lucullus chez Peter's ;

— De deux à six heures, mameluck-ministériel au Palais-Bourbon ;

— De six à sept heures, socialiste collectiviste révolutionnaire à l'*Humanité* ;

— De sept à neuf heures, Social-Lucullus chez Foyot ;

— De neuf à onze heures, anarchiste dans les meetings ;

— De onze heures à minuit, Anacréon chez les... Muses, avec ses jeunes poètes favoris ;

— Après minuit, philosophe spiritualiste, et gentilhomme.

Un jour, dans l'*Humanité*, le citoyen Jaures flétrissait, à propos d'une discussion de politique étrangère, « la perfidie empoisonnée du *Temps*, son fétichisme ignominieux, et le sombre venin (*sic*) de sa vertu ». Le rédacteur anonyme de la politique étrangère au *Temps* était précisément le vidame de Pressensé, collaborateur du même Jaurès à l'*Humanité* (1).

Ces cumuls étranges favorisent de fructueuses combinaisons. Ainsi, pendant la lutte des Boërs contre les Anglais, le docteur Leyds, agent financier du président Kruger, vint à Paris avec 75 millions pour se concilier la presse européenne.

---

(1) Le respectable vidame se rattrapait en racontant, dans les salles de rédaction, les succès galants d'un sous-préfet de Villefranche (Tarn), et la mémorable tentative de chantage du citoyen Jaurès sur le multimillionnaire Edwards.

Est-ce lui qui trouva pour le mari de la Juive Lippmann le joli sobriquet d'*Administrateur du collage de France ?*

Sa cause était bonne ; mais il supposait que 75 millions de gratifications la feraient paraître meilleure. En effet, il fut assiégé par les « amis de la Justice ». Il trouva notamment dans son courrier une lettre qui lui réclamait des subsides au nom de M. de Hault de Pressensé. La requête exposait que M. de Hault de Pressensé, tribun révolutionnaire (le soir) à l'*Aurore*, présidait aussi (le matin) à la politique étrangère du *Temps :* de sorte que les bulletins diplomatiques du *Temps* se ressentiraient de la satisfaction éprouvée par le rédacteur de l'*Aurore*... Le doteur Leyds, qui avait pris d'autres arrangements, refusa celui-là.

M. de Hault de Pressensé, en entrant à l'*Aurore*, avait donné sa parole de gentilhomme qu'il ne serait pas candidat aux élections de 1902. Il fut candidat officiel dans une circonscription créée tout exprès, et il livra l'*Aurore* au ministère de l'Intérieur contre une trésorerie générale (au nom de son frère). La presse vit rarement un trait plus cynique de trahison et de vénalité. Or, M. de Pressensé passait pour le plus honnête homme du Parti...

La curée; le népotisme

Le Parti socialiste a déclaré la guerre à la société bourgeoise et aux gouvernements bourgeois.

Mais il n'y a pas de politiciens plus avides de sinécures, de prébendes, de hochets, de pots-de-vin et de profits « bourgeois » que les exploiteurs du socialisme.

C'est pourquoi les jeunes bourgeois incapables de faire leur chemin dans une profession honnête s'agrègent à l'état-major de la Sociale. Les pères soucieux d'assurer à leur fils une carrière fructueuse décident : « Nous *le mettrons* député socialiste ». Ils ont sous les yeux l'exemple de ces innombrables aventuriers, ratés, écornifleurs, qui n'avaient point de chaussettes dans leurs « ribouis » ni de chemise après leur faux-col, et qui sont présentement châtelains, millionnaires, hommes du monde et du demi-monde, par la vertu du seul mot *socialisme* et par l'insondable stupidité du Prolétariat « conscient ».

Les socialistes Millerand, Briand, Viviani, Au-

gagneur, de Monzie, Métin, sont devenus ministres.

Ils ont pourvu grassement leurs fidèles.

Ceux des chefs qui ne sont pas devenus ministres assiègent les ministres pour caser leurs parents, leurs neveux et gendres, leurs secrétaires, leurs courtiers électoraux.

M. Briand répète volontiers : « Les socialistes unifiés m'ont excommunié, injurié, flétri ; en public, ils me traitent de renégat ; dans les coins, ils obsèdent le camarade Aristide pour obtenir de lui quelques faveurs ».

La mésaventure de M. Willm, député unifié, faisant la fête avec le camarade « renégat », résume le cas de toute la troupe. M. Rouanet, mariant sa fille, eut aussi comme témoin le « renégat » Viviani, ministre.

M. Jaurès est le plus avide — hiérarchiquement.

A peine entré au Parlement comme député centre-gauche, il obtenait une sous-préfecture pour son beau-père, M. Bois, marchand de fromages et gimblettes en Albi (1). On trouvera plus loin tout un chapitre consacré aux promotions scandaleuses du frère Marie Jaurès. Le cousin Jaurès, mécanicien de la Marine, faisait ses orges à l'état-

---

(1) « Je le vois encore dans sa boutique, où il vendait d'excellentes gimblettes », témoigne M. Jean Bernard, correspondant de l'*Indépendance belge* (V. *La Vie à Paris*, 1912, p. 442).

major de la rue Royale, jusqu'au jour où l'amirauté lui procura une belle place dans l'industrie privée. Le gendre Jaurès est nanti d'un fromage dans les Finances. Sept parents Jaurès ont été nommés ou promus dans diverses administrations (notamment les P.T.T.), en violation de tous les règlements...

Pour lui-même, M. Jaurès préfère l'argent liquide : jusqu'à 35.000 francs de Fonds secrets par mois sous le ministère Combes, et les subsides de l'Allemagne, de la banque juive, des industriels ou financiers qui souhaitent des décorations, des remises de peines, des concessions de travaux publics.

Le secrétaire intime de M. Jaurès, le camarade Bilange, a été casé dans les coulisses de l'Opéra, sérail subventionné. Ensuite, on l'a bombardé sous-préfet à Soissons (janvier 1913).

Un secrétaire de la rédaction de la *Petite République socialiste* avait été nommé directeur de prison à Nancy. Un secrétaire de la rédaction de l'*Humanité*, M. Amoretti, a été nommé bibliothécaire au ministère de la Marine par M. Thomson.

M. Gabriel Deville, collaborateur et ami de M. Jaurès dans ses journaux et dans ses compilations de librairie, témoin dans le mémorable duel aux balles de mercure avec Paul Déroulède, a été nommé ministre plénipotentiaire à Athènes.

M. Bertrand a été nommé consul général.

M. de Hault de Pressensé a obtenu pour son frère une trésorerie générale : le gros lot.

M. Mirman est devenu directeur de l'Hygiène publique (25.000 francs) ; M. Fournière, professeur de socialisme (!) à l'Ecole polytechnique ; M. Lavy, secrétaire de la Société de navigation asiatique (12.000 francs), Commissaire du gouvernement à la Société des Chemins de fer éthiopiens (12.000 francs) et à la Société des câbles sous-marins (6.000 francs). Les moindres domestiques de M. Jaurès ou des autres seigneurs unifiés accaparent les perceptions, places d'inspecteurs en tout genre et recettes buralistes.

« Le socialisme, avaient-ils déclaré, c'est vingt ans de profits ».

Les contribuables admirent, et payent.

La *Guerre Sociale* avait commencé (novembre 1909) un relevé des faveurs arrachées au Gouvernement « bourgeois » et aux ministres « renégats » par les apôtres de l'*Humanité :* Croix d'honneur, palmes, nominations de facteurs, d'instituteurs, de gendarmes, grâces de condamnés, commandes à des marchands, tours de faveur aux adjudications, etc., etc.

Brusquement, la *Guerre Sociale* s'arrêta...

Le plus beau cas de népotisme

Le contre-amiral Jaurès

Avant que son frère fût « une terreur » dans les ministères, M. Louis-Marie Jaurès moisissait dans ce qu'on appelle les « Dix-sept ans de grade », c'est-à-dire parmi les lieutenants de vaisseau qui avanceront à l'ancienneté. Il était pourtant « fils d'archevêque », neveu d'amiral ; mais son incapacité professionnelle et son caractère lui interdisaient tout espoir de promotion.

Une fois montée la machine aux chantages, les galons, les croix, les hautes payes, les postes de choix tombent comme grêle sur l'officier indigne. A chaque faveur, il est l'auteur d'une nouvelle catastrophe dans la Marine ; à chaque catastrophe, il est l'objet d'une nouvelle faveur.

Commandant le *Galilée*, il avait envoyé délibérément à la mort (15 avril 1903) deux gabiers bre-

tons, Jean Sanquer et Joseph Quillou. Il n'avait pas même fait mettre un canot à la mer pour recueillir leurs corps palpitants. La presse socialiste, si attentive aux « crimes des galonnés » organisa le silence. On jeta quelques écus aux familles des victimes ; le meurtrier fut mis « en congé avec solde entière ».

A Cherbourg, commandant la défense mobile, M. Marie Jaurès se risqua une seule fois dans un sous-marin, le *Français*. Dès la plongée, il s'évanouit de peur et souilla d'excréments son uniforme. Il fallut que son second, M. Benoist d'Azy, ramassât cette loque humaine, la fît sortir de l'arsenal par une porte dérobée, l'emportât dans un fiacre pour être nettoyée.

A Toulon, quand l'*Iéna* commença de faire explosion, M. Jaurès était dans l'arsenal ; tandis que ses collègues accouraient sous la mitraille de débris, ce capitaine de vaisseau se tapit derrière un groupe de chaudières, puis s'enfuit à toutes jambes.

A Fort-de-France (Martinique), le 22 janvier 1910, l'escadre de l'amiral Aubert faisait du charbon ; M. Jaurès fut incapable de conduire son bâtiment au wharf où abordent sans difficulté les grands transatlantiques ; il défonça les quais, brisa ses embarcations, précipita des hommes à la mer ; ensuite, il se déclara incapable de sortir ; il fallut qu'un jeune capitaine de bateau marchand tirât la *Gloire* d'embarras. Tous les marins anglais, américains, hollandais, présents

sur la rade, crevaient de rire à ce spectacle.

Capitaine de vaisseau, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'*Osmanié*, en récompense des services que son frère rendait au sultan rouge Abd-ul-Hamid, M. Marie Jaurès bravait les mépris de ses camarades et de ses chefs.

A l'époque où il commandait la *Gloire*, dans la deuxième division de l'escadre du Nord, vous n'avez qu'à feuilleter les journaux pour lire :

16 janvier. — Le cuirassé *Gloire*, commandé par le capitaine de vaisseau Jaurès, sorti pour des exercices de lancement de torpilles, ramène treize blessés, dont six grièvement atteints. Le vice-amiral Jauréguiberry s'est rendu auprès des victimes.

28 janvier. — Le croiseur cuirassé *Gloire*, commandé par M. Jaurès, aux exercices de tir dans la baie de Quiberon, a perdu ses deux ancres. Il a dû rentrer au mouillage.

4 février. — Au retour du croiseur *Gloire*, de Goubran où il avait exécuté des tirs, on a constaté une fêlure d'un cylindre de haute pression. Les réparations ont commencé.

6 juillet. — Le croiseur cuirassé *Gloire*, commandant Jaurès, effectuait des essais au large de Brest lorsqu'une avarie aux chaudières le força de stopper. Il sera remorqué à Brest et entrera en réparation.

31 août. — Au polygone naval de Quiberon, le croiseur cuirassé *Gloire*, commandant Jaurès, commença les tirs d'artillerie légère. Le croiseur cuirassé *Marseillaise*, battant pavillon du contre-amiral Au-

bert, appréciait les tirs. Soudain, l'un des canons de la *Gloire* prit la *Marseillaise* pour cible. Le navire-amiral reçut cinq ou six projectiles. L'un des obus atteignit la coque à l'avant, à la hauteur de la machine ; il alla éclater dans l'intérieur du bâtiment. L'équipage ne se trouvait pas dans cette partie du navire, sans quoi il y aurait eu à déplorer de nombreuses victimes ; un marin fut cependant blessé par les éclats. Le contre-amiral Aubert s'est rendu à bord de la *Gloire* pour ouvrir une enquête...

11 septembre. — Aux exercices de lancement de torpilles dans la baie du Fret (rade de Brest), la *Gloire* a perdu complètement une torpille d'une valeur de 12.000 francs.

27 septembre. — Le croiseur cuirassé *Gloire*, se rendant de Quiberon à Brest, s'est échoué sur un haut-fond près d'Hoédic. Cet accident date de plusieurs jours, mais *il avait été tenu secret.*

A la même époque, une commission d'enquête essayait de tirer au clair des attentats commis antérieurement sur la *Gloire*. Dans une traversée de Cherbourg à Brest, la machine centrale et l'arbre de couche avaient été sabotés. Le chef d'état-major présida l'enquête. Pour sauver le commandant Jaurès, on fit le silence sur le résultat des interrogatoires...

Le 4 septembre 1911, à la grandiose revue navale de Toulon, sous les yeux de quatre-vingts équipages et d'un peuple innombrable, l'incapacité de M. Jaurès mit en péril deux cuirassés d'un

coup : la *République* qu'il commandait, et le *Pothuau*, qu'il tenta d'éventrer.

Trois semaines après, la *Liberté*, commandée par M. Marie Jaurès, sautait en rade de Toulon avec trois cents marins ; l'explosion mettait hors de service pour de longs mois les autres croiseurs cuirassés de l'escadre légère ; et le cadavre de la *Liberté* « embouteillait » la flotte. Les rapports avec l'Allemagne étaient à ce moment très tendus ; la guerre menaçait...

Le commandant Jaurès était parti en congé quelques jours plus tôt.

Avant d'abandonner son navire, il avait rédigé un rapport officiel *affirmant l'excellent état, l'excellente tenue des poudres et l'inutilité absolue de prendre aucune précaution nouvelle.* Ecrit de sa main, signé de son nom, à la veille de la catastrophe.

La discipline était si relâchée à bord du bâtiment que le commandant en second couchait en ville, que cent matelots se jetèrent à la nage dès la première alerte, qu'aucun ordre ne fut donné pour noyer les soutes. La *Liberté* a péri par le commandement de M. Jaurès beaucoup plus que par la déflagration spontanée de ses poudres.

Comparez le drame de l'*Iéna* au drame de la *Liberté.*

En novembre 1906, pour la troisième fois, le commandant Adigard dénonçait dans un rapport l'instabilité des poudres et le péril que courait son bâtiment. Le ministère jeta le rapport

dans un carton. Mais M. Adigard entendait partager le sort de ses hommes. Ayant prévu et prédit l'explosion, il resta sur l'*Iéna* et périt avec cent dix-sept marins.

Le commandant Jaurès, plus renseigné encore que M. Adigard, puisqu'il avait comme exemple la perte de l'*Iéna*, se porte garant que les mauvaises poudres sont excellentes. Aussitôt après, il se sauve dans le Tarn, livrant son équipage à la mort.

« *Qu'importe les victimes !* » dit le Jaurès de l'*Humanité* quand il ordonne une chasse au renard ou qu'il condamne à la famine, pour un coup de Bourse, trois mille familles de cheminots.

« *Qu'importe les victimes !* » aura dit le Jaurès de la *Liberté* en rédigeant l'arrêt de mort de trois cents marins, avant de filer en villégiature.

Au mois de décembre 1911, le Conseil de guerre maritime de Toulon, *selon la coutume*, acquitta le chef coupable et ses lieutenants.

Le vice-amiral Jauréguiberry, qui avait étouffé à Brest les enquêtes sur le sabotage criminel de la *Gloire* et sur le bombardement de la *Marseillaise*, par le commandant Jaurès, ne pouvait que jouer le même rôle à Toulon.

Comme le mécanicien-chef Funereau affirmait que « vingt hommes bien commandés, en douze minutes » auraient pu noyer les soutes et sauver la *Liberté*, l'amiral Jauréguiberry lui imposa silence avec fureur.

Ce témoignage était capital : il établit — quelle que soit la version admise au sujet des poudres et au sujet d'un crime — que la *Liberté* a été perdue *par l'anarchie qui régnait à bord*, *par la démoralisation de l'équipage*, *par la défaillance des chefs*. Le commandant Jaurès était en balade, et il n'avait pas assuré la transmission des pouvoirs ; le commandant Joubert, qui devait être à bord, couchait en ville, etc.

Mais les camarades acquittent les camarades, à charge de revanche.

M. Marie Jaurès, fier de tant de désastres, attendait avec confiance les étoiles de contre-amiral.

Il les a reçues, le 10 janvier 1914, du ministère Doumergue, qui achetait ainsi les voix douteuses de la bande Jaurès, en prévision de l'imminent assaut du parti Briand.

On peut donc répéter que chaque promotion du nouvel amiral fut le prix d'un chantage de son frère. Pour obtenir le silence de l'*Humanité* et du groupe socialiste unifié sur les gabegies, les concussions, les trahisons de la rue Royale, les ministres de la marine ont comblé de honteuses faveurs le lâche, incapable et criminel commandant du *Galilée*, de la *Gloire*, de la *Liberté*.

Un parti d'assassins

Le Parti Socialiste « Unifié » déclame contre les horreurs de la guerre.

Il déclame aussi contre la peine de mort appliquée aux criminels.

Les plus atroces bandits, l'immonde Soleilland, le sanglant pédéraste Renard, les satyres meurtriers comme Sylvain Laroche, ont trouvé dans M. Jaurès et dans ses collaborateurs de chauds avocats, même de chauds apologistes.

A la tribune, devant la mère de la petite victime, M. Jaurès se déclarait uni à Soleilland par « la solidarité humaine ». A l'occasion de chaque exécution capitale, il jette des cris d'indignation dans des articles sensationnels : *L'Ordre par la Guillotine ! !* (1er juillet 1910), *Honte nationale !* (11 janvier 1909), la *Castillarde ! Un crime !* (Châtiment du criminel).

L'exécution de quatre affiliés de la bande Pollet, qui avaient commis 18 assassinats et 118 vols, a été qualifié d' « infamie » par l'*Humanité*. Toutes les fois qu'il s'agit d'un scélérat, les socialistes

du Parti clament que la vie humaine est sacrée...

Or, M. Jaurès et ses acolytes de l'*Humanité* ont commandé, machiné ou célébré comme des actions glorieuses une infinité de meurtres.

M. Jaurès est un assassin, fauteur de vingt assassinats, apologistes de mille assassinats.

C'est l'*Humanité* qui a, la première, organisé la chasse aux Renards, préconisé l'usage de la « chaussette à clous » et de la « machine à bosseler », c'est-à-dire l'assassinat des ouvriers qui veulent nourrir leurs femmes et leurs enfants, plutôt que de faire grève sur l'injonction d'un politicien.

C'est l'*Humanité* qui a poussé, par ses excitations furieuses, les ouvriers de Draveil et de Villeneuve-Saint-Georges sous le sabre des dragons.

En 1909, M. Jaurès et l'*Humanité* ont fait assommer à Vigneux (5 juillet) sept ouvriers non grévistes.

En 1910, M. Jaurès et l'*Humanité* ont fait assassiner au Havre (10 septembre) le charbonnier Louis Dongé, qui laissa une veuve et trois orphelins.

La même année, M. Jaurès et l'*Humanité* ont assassiné à Eragny (17 octobre) le mécanicien Meheust, qui laissa une veuve et deux orphelins. (Ce malheureux se pendit pour échapper aux tortures que lui infligeaient les « chasseurs de renards »).

Au cours de l'émeute organisée par l'*Humanité* en l'honneur de Ferrer (13 octobre 1909), M. Jau-

rès, dans son automobile, présida au meurtre de l'agent Dufresne, qui laissa une veuve et un orphelin.

A Toulouse (4 août 1907), les acolytes de M. Jaurès saisirent le capitaine de gendarmerie Vallin et lui crevèrent les yeux avec des tessons de bouteille. Le lamentable aveugle ayant reçu comme consolation (?) la croix d'honneur, le journal local de M. Jaurès en fit de sauvages plaisanteries :

Cette croix d'indemnité de travail, disait-il, est tellement éblouissante que le corps électoral en a perdu la vue.

A Maisons-Laffitte, M. Jaurès et l'*Humanité* ont fait assassiner (13 novembre 1911) le jeune terrassier Merck. Le 2 juin, ils avaient fait assommer, à la gare des Batignolles, quatre ouvriers non syndiqués.

Un jour, le « Jaune » assailli par les assassins de la bande Jaurès osa se défendre ; il s'appelait Jean Brunaud, charpentier ; il blessa mortellement l'un des agresseurs, Paul Armand.

Le mort laissait six enfants. M. Jaurès, qui l'avait envoyé au crime et au trépas, donna 20 *francs* pour les six orphelins.

Le 15 octobre 1910, M. Jaurès, ulcéré de voir son ancien camarade Briand au pouvoir sans y monter du même coup, annonçait qu'il le ferait assassiner :

Sans doute, nul ne songe à faire payer à Fallières les coups de force de son ministre. Il ne sera pas sur ce point atteint comme Carlos, le gras monarque. Car nous le savons particulièrement *irresponsable*, le pauvre homme.

A notre vindicte, Briand suffira. Nous avons été ses élèves, pleins de conscience et de mémoire. Nous le lui ferons bien voir.

Et il n'aura point la *consolation suprême de s'en aller, sauf de corps tout au moins*, finir dans l'opulence ses méprisables jours.

M. Aristide Briand avait, en effet, maintenu la décision de M. Clemenceau qui supprima la mensualité fournie par le ministère Combes à M. Jaurès et à sa feuille. Cette mesure justifie la *vendetta.*

L'ancien journal de M. Jaurès, la *Petite République* demandait alors :

On le voit, M. Jaurès prend ses responsabilités ; mais opérera-t-il lui-même ?

Jamais M. Jaurès n'opère lui-même.

Pendant les tueries de Villeneuve-Saint-Georges et de Draveil, provoquées par ses excitations, M. Jaurès s'en alla « bourgeoisement » prendre les eaux à Contrexéville : car il s'était beaucoup fatigué la vessie aux dîners des comtesses Moldo-Valaques.

Pendant dix ans, M. Jaurès entretint au Parlement et dans son journal des coupe-jarrets,

chargés de provoquer en duel ses contradicteurs. Le redoutable escarpe qu'il avait embauché dans le lupanar de la fille Chevalier, le camarade Gérault-Richard, se vantait d'avoir amené sur le terrain vingt hommes désignés à ses coups par M. Jaurès. En attendant le résultat du guet-apens, M. Jaurès quittait Paris et se terrait dans son château de Bessoulet.

Par ses ordres et à ses frais, l'apache organisa d'autres assassinats plus lâches, sans publicité.

Au meeting de Tivoli Vaux-Hall, M. Jaurès a promulgué le plan du parti socialiste en cas de guerre contre l'Allemagne : le massacre « révolutionnaire » du gouvernement et des généraux français.

Il n'a jamais cessé de hurler dans les banquets et dans les meetings :

Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux !

Du Maroc, le sultan Moulay Hafid faisait appel à l'appui de son ami M. Jaurès, et lui envoyait des babouches brodées d'or. Moulay Hafid était l'atroce bourreau qui déchiqueta le caïd Hadj ben Aissa pour l'obliger à livrer ses trésors, qui faisait couper le sein aux femmes et qui couvrait les plaies de sel. M. Jaurès le protégeait.

Du sultan rouge Adb-ul-Hamid, exterminateur des Arméniens et des Jeunes-Turcs, M. Jaurès obtint la plaque de l'Osmanié (en fait, une poignée de diamants), pour son frère Marie Jaurès.

Tantôt les excitations ou les ordres d'assassinat émanent de M. Jaurès lui-même ; tantôt, ils émanent de ses acolytes. Mais il en a toujours la responsabilité principale, et il s'en fait gloire.

A la séance du 26 mars 1909, interpellé par M. Simyan, qu'il diffamait chaque jour de la plus atroce façon, il répondit :

M. Jaurès. — Il paraît que, depuis quelques instants, M. Symian est ressuscité...

M. le Sous-Secrétaire d'Etat. — Ressuscité pour me mettre en face de vous, M. Jaurès.

M. Jaurès. — Je prends envers vous et envers tous la responsabilité de ce qui s'écrit sous ma direction... (*Humanité* du 27 mars 1909.)

(*Journal Officiel*, même date, p. 878, col. 3.)

Il a toujours glorifié ou préconisé l'assassinat comme le meilleur procédé d'action politique.

Dans sa bouffonne histoire de la Révolution, il se délecte au spectacle des tueries. Soit qu'il raconte la mort de Flesselles, prévôt des marchands, tué d'un coup de *revolver* (en 1789 !!!), ou qu'il immagine l'ordure la plus immonde, pour expliquer la mort du petit martyr du Temple, il montre une joie sadique.

Et les septembrisades le font rire.

Des centaines de malheureux sont arrachés des prisons par une populace furieuse, assommés, égorgés, déchiquetés avec des raffinements de cruauté ; le sang coule à pleins ruisseaux ; la douce et délicieuse princesse de Lamballe est

mise en pièces ; les lambeaux de son cadavre sont souillés par d'ignobles scélérats, des mégères lui arrachent le cœur et les entrailles, sa tête est promenée au bout d'une pique devant la fenêtre de Marie-Antoinette prisonnière.

Et le directeur de l'*Humanité*, ricanant, écrit :

Déplorables boucheries, qui ont ému les *âmes faibles*, et déchaîné contre la commune des révoltes de *pitié grossière*.

M. Jaurès a des enfants. Si nous les voyons finir comme le petit Dauphin et comme la princesse de Lamballe, si nous les voyons salir par un drôle comme leur père, nous croirons enfin à la Justice immanente.

L'attentat de l'anarchiste Vaillant à la Chambre des Députés fut, pour les socialistes, l'occasion d'une apothéose de la guillotine.

L'anarchiste Vaillant, avec son pétard inoffensif, n'avait tué personne. Il avait simplement égratigné l'abbé Lemire, aumônier du Bloc. En une minute, la Chambre se vida dans les couloirs, avec des hurlements d'épouvante et des gestes fous. Les huissiers durent ramener les fuyards par le collet, pour que M. Charles Dupuy prononçât son mot historique. Les journalistes de la tribune et les spectatrices même des galeries n'avaient pas bronché : les députés seuls avaient été pris d'une écœurante panique.

Le geste de Vaillant gênait les combinaisons

électorales de la bande Jaurès, qui craignait d'être solidarisée avec les anarchistes et les révolutionnaires.

Pour parer le coup, les socialistes exigèrent à grands cris l'exécution du pauvre diable.

Dans le *Socialiste*, le conseil national du Parti déclara :

La première chose à faire après un attentat, c'est de supprimer l'auteur, bien entendu, et de faire dès le début la prophylaxie de la maladie.

Le camarade Fournière réclama la destruction « des monstres ».

Le camarade Rouanet dénonça « le forfait odieux, stupide et lâche » et « les misérables détraqués de l'anarchie ».

M. Jaurès, plus enragé encore, fulmina contre « ces attentats qui sont doublement criminels, puisqu'ils sont meurtriers et lâches ». Et pour rendre Vaillant odieux, il publia dans sa feuille des informations de police :

Vaillant est très gai (dans sa prison), se fait servir un bon dîner, au cours duquel sa bonne humeur ne l'abandonne pas un instant.

On lui fait remarquer que sa femme et son enfant sont dans la misère. « Bast ! répond-il, elles y étaient bien auparavant. »

... Il a des antécédents judiciaires ; il a déjà subi de cinq à six condamnations pour mendicité ou vol.

Et Vaillant, qui n'avait pas tué, fut tué — parce que son exécution servait les combinaisons politiques de la bande Jaurès.

L'*Humanité* a toujours approuvé le régicide.

L'assassinat des rois d'Italie, de Portugal, des premiers ministres d'Espagne, de Russie, des grands ducs, gouverneurs, généraux, fonctionnaires de tout ordre en Russie et ailleurs a toujours été présenté dans l'*Humanité* comme une action légitime, glorieuse.

Sans trêve, depuis vingt ans, M. Jaurès fait le métier d'agent provocateur.

Devant la Cour d'assises de la Seine, le 31 décembre 1907, ayant assumé la défense de quelques jeunes antimilitaristes, nous exposions ainsi son rôle :

Il y a quelques semaines, au moment du dernier procès antimilitariste, dans une réunion tenue au Tivoli-Vaux-Hall, un homme avait dit :

« Le devoir des prolétaires c'est de ne pas gaspiller leur énergie au service d'un gouvernement de crimes, c'est *de retenir le fusil* dont les gouvernements d'aventure auront armé le peuple, *et de s'en servir*, non pas pour aller fusiller, de l'autre côté de la frontière, des ouvriers, des prolétaires, *mais pour abattre révolutionnairement le gouvernement* de *crimes !* »

A ce moment même comparaissait ici, devant le jury de la Seine, une autre fournée de jeunes prévenus. Je donnai lecture du discours du Tivoli-Vaux-Hall, et je dis à M. l'Avocat général :

« Allez-vous poursuivre ? Non. Vous ne poursuivrez pas. Vous ne poursuivrez pas parce que l'homme qui parle ainsi est un personnage important, un ancien vice-président de la Chambre, le plus gras des bourgeois, le plus corrompu des capitalistes, appuyé par la haute finance juive de Paris et de Berlin, assidu des galas élyséens et royaux. *Vous ne poursuivez pas.* Mais vous nous amènerez une nouvelle fournée de petits garçons candides, ingénus, qui auront cru « que c'était arrivé » et qui se seront exercés dans la crédulité de leur cœur, à répéter les paroles du gros personnage. »

Eh bien ! monsieur l'avocat général : eh bien ! messieurs les jurés, ma prédiction s'est réalisée littéralement. L'homme n'a pas été poursuivi. Le gouvernement et le parquet lui ont ainsi décerné un certificat en règle d'agent provocateur. Et l'on nous amène aujourd'hui, pour la prison, la fournée annoncée de braves garçons naïfs, ingénus, qui ont répété les paroles du provocateur.

M. l'Avocat Général. — Je ne sais pas de qui vous voulez parler. (*Rires dans la salle.*)

Me Urbain Gohier. — Monsieur l'Avocat Général est presque aussi candide que mes jeunes clients. Tout le monde a reconnu, au portrait que j'en ai tracé, le citoyen Jaurès.

Relisez le manifeste qu'on leur reproche. Ce sont les mêmes idées, les mêmes termes. Avec une différence, toutefois. L'agent provocateur visait le cas de la guerre extérieure, et il recommandait le meurtre des gouvernants et des chefs *pour empêcher la défense nationale.* Tandis que ces jeunes gens visent seulement, dans leur affiche, le cas de grève et de troubles civils, où l'on voudrait les faire tirer sur

leurs frères, sur leurs camarades. Leur acte est donc infiniment moins grave. Mais c'est ceux qu'on va mettre en prison, tandis que l'autre continuera de parader dans les galas royaux et dans les salons de la haute finance.

Messieurs les jurés, vous avez *légalement* le droit de condamner ces jeunes gens, parce que vous avez *légalement* le droit de condamner toute créature qu'on vous amène ici. Mais je dis que, *moralement*, vous n'avez pas le droit de condamner ceux-ci, vous n'avez pas le même droit de les juger, d'examiner leur cas, tant qu'on n'aura pas amené sur le banc des assises, avec eux, avant eux, l'agent provocateur qui les a perdus.

Le Parquet n'a jamais fait son devoir.

Mais les orphelins dont M. Jaurès a tué les pères grandissent ; ils se souviendront.

M. Jaurès et ses acolytes exploitent l'humanitarisme, et ils sont un parti d'assassins.

Polémiques et duels socialistes

En tout temps, surtout en période électorale, M. Jaurès et ses acolytes accablent leurs contradicteurs d'injures et de calomnies.

Depuis vingt ans, M. Jaurès a qualifié d'*abjects* et d'*ignominieux* tous les hommes politiques de notre temps. Il a deux méthodes. Quand il parle des femmes, des enfants et des morts, il les outrage directement, personnellement. Quand il parle des hommes vivants, il les outrage « en bloc », par collectivités, par groupes, de manière à pouvoir se dérober aux demandes de réparation. Mais les mots *abject*, *ignominieux* viennent dans chacun de ses articles, appliqués à tout ce qui lui fait ombrage.

Et ses collaborateurs se tiennent au même diapason.

Si vous les provoquez en duel, pour obtenir satisfaction de leurs insultes, ils répondent « que le

duel leur est interdit par les principes et par les décisions de leur Parti ».

C'est un mensonge de plus. Ils refusent le duel quand ils ont peur ; ils l'acceptent quand il leur plaît.

En 1913, M. Alexandre Zévaès, ancien député socialiste indépendant, outragé par M. Edgar Longuet, « militant » du Parti unifié, lui envoya des témoins. M. Edgar Longuet refusa la rencontre en invoquant « les principes socialistes ».

Or, en décembre 1909, M. Victor Méric, rédacteur de la *Guerre Sociale* (unifiée), s'est battu en duel avec M. Lionel des Rieux. Et l'*Humanité* a publié le résultat de la rencontre (4 décembre).

Dans l'*Humanité* de la veille (3 décembre 1909), on voit que MM. le capitaine Gérard et le baron Stackelberg, rédacteurs à l'*Humanité* (S.F.I.O., internationale ouvrière) ont servi de témoins à M. Charles Malato, également rédacteur à l'*Humanité*, pour provoquer en duel le député républicain espagnol Vinardell Roig.

M. Jules Guesde s'est battu en duel avec M. Emile Gautier.

M. Vaillant, avec M. Ernest Gégout.

M. Marcel Sembat, avec le député Boutard.

Durant dix ans, MM. Gérault-Richard et Henri Turot, dans la *Petite République socialiste*, ont couvert d'injures et provoqué en duel quiconque se permettait de bailler, à la Chambre, quand M. Jaurès était à la tribune. M. Gérault-Richard se vantait d'avoir conduit vingt hommes sur le

terrain pour le compte de M. Jaurès. Il se battait aussi pour Mme Jaurès et pour Mlle Jaurès (notamment avec M. Léon Daudet). On observait, à cette occasion : « Quand un individu se bat pour une femme mariée, ce qu'on peut supposer de moins scandaleux, c'est qu'il a été payé en argent, et par le mari. » M. Gérault-Richard dût l'être vingt fois.

Enfin M. Jaurès lui-même s'est battu.

Non pas avec M. Cavaignac qui, en grande séance parlementaire, le traita « de menteur, de faussaire et de lâche ».

Non pas avec le comte de Bernis qui, à la tribune même de la Chambre, le souffleta deux fois.

Mais avec M. Barthou.

Et avec M. Paul Déroulède.

La rencontre avec M. Déroulède fut épique. M. Déroulède était alors exilé par arrêt de la Haute-Cour. Le ministère Combes suspendit l'effet de l'arrêt. M. Jaurès gagna en grande pompe la frontière des Pyrénées ; les préfets, les maires et les fanfares venaient le saluer aux gares, de Paris à la Bidassoa. Deux balles au mercure furent échangées solennellement. M. Augagneur, d'abord témoin de M. Jaurès, et médecin des maladies vénériennes à l'Antiquaille (hôpital spécial de Lyon), abandonna son client à la dernière heure, alléguant qu'il n'administrait pas le mercure sous cette forme. Et M. Gérault-Richard, encore, le remplaça.

Voir, sur cette affaire, un impayable dessin des *Lustige Blætter*, reproduit perfidement dans l'*Humanité* du 11 mai 1913. Le long Paul Déroulède apprête son arme, tandis que l'épais Jaurès est tenu vigoureusement par ses témoins, MM. Gabriel Deville et Gérault-Richard. Légende :

M. Déroulède (?) — Laissez donc votre client, Messieurs.. Il ne me mangera pas !

M. Gérault-Richard (?) — Non !... Nous ne pouvons pas le lâcher parce qu'il se sauverait.

Donc, les socialistes se battent en duel.

Donc, M. Jaurès se bat en duel.

Et c'est à lui qu'il faut s'adresser quand on essuie les outrages de l'*Humanité*, puisqu'il a formellement déclaré à la séance du 26 mars 1909 :

Je prends envers tous la responsabilité de ce qui s'écrit sous ma direction !

Journal officiel, 27 mars, p. 878, col. 3.
Humanité, même date.

S'il se dérobe, il faut le poursuivre en justice.

Ainsi, l'*Humanité* avait pris l'habitude, en citant certains journaux dans sa revue de presse, d'ajouter qu'ils étaient « composés par des renégats », c'est-à-dire par des typographes non syndiqués.

Sept ouvriers de l'équipe de l'*Aurore*, ainsi diffamés, assignèrent l'*Humanité*. Le 6 avril 1911, la neuvième chambre correctionnelle alloua à chacun d'eux 200 francs de dommages-intérêts.

L'*Humanité* a le moyen de payer. Elle a derrière elle les soixante milliards de la Juiverie et le trésor de la tour de Spandau. Ce qu'on lui enlève est autant de repris sur nos cinq milliards.

M. Jaurès, chef de bande

L'importance fictive du Parti socialiste unifié, qui compte *environ soixante-treize mille adhérents sur onze à douze millions d'électeurs* est attachée au prestige oratoire de M. Jaurès.

Quand on affirme, quand on prouve que M. Jaurès est un traître, un agent de l'étranger, et un malfaiteur expert en tous genres de crimes, ses acolytes répondent : « Oui, mais c'est un grand orateur ! »

S'il était vrai que M. Jaurès fût un grand orateur, on ne verrait pas là de raison suffisante pour l'absoudre. Un assassin de filles publiques, Prado, se révéla en cour d'assises orateur de premier ordre ; l'escroc Rochette pareillement. Et la manie oratoire est le fléau qui cause le plus de mal au régime parlementaire, à la République, à la France moderne.

Mais si l'éloquence est l'art de persuader, M. Jaurès n'est pas un grand orateur : car il n'a *jamais* persuadé un auditoire. Nous avons vu M. Clemenceau, sans aucune ostentation de rhé-

torique, dicter à la Chambre son vote dans les plus graves circonstances. Nous n'avons *jamais* vu M. Jaurès, après trois heures ou trois séances de déclamations continues, modifier le scrutin sur la question la plus insignifiante.

M. Jaurès est une gueule formidable. On l'a défini : « une gueule sur un tas de tripes ». Qu'on le voie à table ou à la tribune, c'est la même impression : une formidable gueule.

Par-dessus tout, un cabotin. Plus exact encore serait le mot : *une cabotine*, car il a les vanités comiques, les coquetteries et les rages puériles, la sensiblerie théâtrale et la férocité foncière d'une fille.

Rappelez-vous la mise en scène du duel avec Paul Déroulède, le voyage en Argentine, et tout le carnaval des manifestations socialistes, et l'étalage soudain des « grâces mondaines » à la vice-présidence ou aux galas royaux. Cabotinage ! Dans la *Petite République socialiste* et dans l'*Humanité*, le phénomène exige une « vedette », une disposition typographique spéciale pour son nom ; les autres sont « M. Viviani », ou « le citoyen Guesde » ; il est « Jaurès », tout court, en caractères gras. Cabotinage ! Dans ses tournées de province, il affecte de réciter à ses pauvres ouailles illettrées des vers grecs : du moins les pauvres ouailles le racontent, ne connaissant ni le grec ni la prosodie grecque. Cabotinage !

M. Jaurès est un grand orateur comme Zola est un grand écrivain : « parce qu'il en fait des

gros tas ». Mes-Bottes et Coupeau, Lévy-Brühl et Lévy-Bloch, l'Assommoir et le Ghetto se récrient d'admiration. La Chambre issue des mares stagnantes, collection de primaires et de ratés, feint aussi de goûter la bruyante musique.

Mais l'auditeur instruit est consterné par le néant de l'argumentation, effaré de l'ignorance qui se trahit à chaque période.

Tantôt M. Jaurès racontera que, le 14 juillet 1789, les vainqueurs de la Bastille étaient armés de *revolvers* (*Histoire socialiste*), ou que Bonaparte a profité de ce qu'il était Premier Consul pour perpétrer le Dix-huit Brumaire, ou que Rome était capitale du royaume d'Italie en 1860 (*Humanité*). Qui s'aperçoit de ces énormités à la Chambre ou chez le bistro ?

Quand le « tribun » semble avoir étudié la question qu'il traite, il se pare des plumes d'autrui. Ses discours, ses livres et ses propositions de lois sur l'organisation militaire sont l'œuvre du capitaine G..., qui signe « commandant Rossel » dans l'*Humanité*. Le négrier socialiste exploite cet officier comme les ouvrières des Cent-Mille-Paletots. Il vole jusqu'aux titres de ses ouvrages.

L'ambition de M. Jaurès est de rappeler Mirabeau, dont il excuse à toute occasion la vénalité :

On souffre à lire le petit billet où Louis XVI parle du grand homme comme d'un intrigant qu'il paie fort cher ; évidemment en acceptant ou même en

sollicitant cette mensualité royale, Mirabeau avait affaibli d'avance l'effet de ses conseils sur le roi. Ses dettes l'avaient acculé ; il se débattait contre des embarras d'argent implacables, et il se disait à lui-même, *pour consoler sa fierté secrètement meurtrie*, qu'en se délivrant de ces soucis qui l'obsédaient, il pourrait se donner tout entier à la Révolution ». (*Histoire socialiste*, I. 366).

L'argument final est une vraie trouvaille !

Le Mirabeau qui se vantait d'avoir été le premier amant de sa sœur, qui volait la bourse d'un vieillard en lui prenant sa femme, qui mettait en gage les bijoux de sa maîtresse pour la tromper avec des filles, qui recevait l'argent des Loges prussiennes pour combattre la monarchie en France, et l'argent du roi pour trahir la Révolution, — Mirabeau l'infâme est le héros du pontife socialiste. Et parce qu'il a les mêmes tares, les mêmes appétits, le même ventre insatiable, la même gueule retentissante, le gredin d'aujourd'hui se prend pour une réincarnation du monstre.

Il n'en est que la caricature.

Sous le ministère Clemenceau, le « grand orateur » socialiste interpellait sans relâche son ennemi. A chaque interpellation, la majorité du ministère grossissait : effet de la « grande éloquence ». On esquissait alors le parallèle des deux adversaires :

Les étrangers qui visitent Paris sont stupéfaits

quand leur guide les amène à la Chambre, après l'exploration des cabarets montmartrois, pour entendre « le grand orateur socialiste ».

Devant ce courtaud de boutique, aux yeux hallucinés, à la voix criarde, au visage toujours apoplectique, dégouttant de sueur, qui agite autour d'une panse ultra-bourgeoise deux courts ailerons de pingouin, et qui débite intarissablement de pompeuses inepties, leur déception se manifeste d'une façon plaisante.

— C'est ça la grande éloquence française ? — Oui, monsieur, comme *l'Assommoir* est la belle langue française... Et le Grand Parti Socialiste Unifié, c'est cette troupe de muets bien dressés, réduits au rôle de claqueurs ? — Oui, monsieur, des petits garçons très sages, à qui l'on ne permet pas de parler devant le pape. Car c'est lui qui, de Monaco, de Jérusalem et de Berlin, fait « rappliquer la galette ».

On peut ne pas aimer M. Clemenceau ; il a ses défauts, il a ses vices. Tout de même, on goûte un plaisir intense à le voir dégonfler le fantoche de la Sociale-Lucullus, comme il se l'était promis. « Moi aussi, lui dit-il, j'attaquais les ministères ; c'est vrai ; seulement, *moi*, je les renversais !... »

Et l'autre, qui grimpe sans relâche à la même échelle pour être rejeté sans relâche à la bourbe du même fossé, ne sent pas son ridicule.

Il ne sent rien... Quand M. Cavaignac le traitait de menteur et de faussaire, il ne sentait rien, que la peur. Quand le vieux comte de Bernis, en pleine séance, lui appliquait sur la face deux soufflets dont on admira longtemps les marques, il ne sentait rien, que la démangeaison d'en recevoir d'autres. M. Clemenceau lui répète brutalement : « Vous n'avez plus

d'autre procédé de discussion que la falsification des textes » ; il ne sent rien, que l'ambition de commettre un faux plus effronté.

Sans doute, c'est une espèce de force, dans le monde parlementaire, que la faculté d'avaler la honte, d'essuyer les railleries sanglantes et le mépris sans broncher. Parmi cette tourbe, qui a presque tout commis et qui est prête à commettre le reste, l'impudence tient lieu du courage chez les honnêtes gens.

Mais l'impudence orgueilleuse, batailleuse, insolente, intrépide, d'un Clemenceau finit par gagner la sympathie ; l'impudence louche, fuyante et basse de l'autre fait lever le cœur.

Le vieux Vendéen noueux, sec, toujours prompt à l'offensive, chez qui le sang-froid, les ressources et la verve redoublent à mesure que le danger s'aggrave, est bien un des nôtres, un de notre race, un qui n'est pas mâtiné. L'épais charlatan de carrefour, avec son front bas et plat, son ventre énorme et flasque, sa peau gluante, sa large gueule, incarne tout ce qu'il y a de vil et de lâche dans les populaces byzantines.

On n'ajoutera rien au portrait suivant de M. Jaurès :

Il faut qu'il parle. C'est sa fonction de parler sans trêve, d'inonder le Parlement, la capitale, les provinces et l'étranger d'un déluge de harangues — en ne disant jamais rien.

Pour demander compte au ministère du déplacement d'un instituteur, il occupe la tribune six heures en deux séances; il fait comparaître Victor Hugo,

Wagner, Kropotkine, Homère, Emile Ollivier, Schopenhauer, Thiers, sir Randolph Churchill, Delacroix : la moitié du Larousse, avec un galimatias de paraboles et de métaphores pillées dans la Bible, de sophismes grossiers, d'anachronismes et d'âneries énormes, de catachrèses vieillottes et de désuètes hyperboles.

La première fois qu'il submergea le Palais-Bourbon, ce fut pour exposer « la question agricole »; professeur de philosophie à Toulouse, il distinguait mal le seigle du maïs et le topinambour de la betterave; mais il parla de l'agriculture durant trois séances entières. Sa gloire était fondée.

Alternativement, sur chaque sujet, il soutient le blanc et le noir avec une extraordinaire abondance de métaphores, de prosopopées, de catachrèses et d'hypotyposes, mais il se laisserait arracher les yeux plutôt qu'un *oui* ou un *non* sur une question précise. Ni M. Deschanel, à la Chambre, ni les accusés de l'Internationale Antimilitariste, à la Cour d'assises, ne purent lui faire déclarer s'il était *pour* ou *contre* l'hervéisme. Il répondait : « Si j'étais bouddhiste... »

En vingt ans de députation, il a voté un nombre égal de fois *pour* et *contre* les fonds secrets, le budget des cultes, l'impôt sur le revenu, *pour* et *contre* les amnisties politiques et les répressions gouvernementales, *pour* et *contre* chaque solution de chaque problème. Ainsi, le voilà paré à tout événement, propre à faire le ministre d'une Restauration ou le délégué d'une Commune. C'est une grande force. Le peuple naïf et crédule s'ébahit d'une telle adresse,

admire cette incontinence oratoire, cède à tant d'effronterie, et suit aveuglément.

C'est aux environs de 1893 que le citoyen Jaurès découvrit le socialisme. Il croit l'avoir inventé. *Jusque-là, campé sur les bancs du centre gauche, il raillait pesamment « la Sociale » et les « utopies radicales »*. Mais les électeurs modérés le rendirent à ses chères études, et il embrassa le parti de la Révolution.

Sa conception de la société future n'est pas arrêtée. M. Clemenceau a commis l'indiscrétion de lui en demander l'esquisse : on supposait, avec le ministre, qu'un homme qui vit du Socialisme depuis treize à quatorze ans se faisait une idée au moins approximative de la future Cité socialiste. Le citoyen Jaurès n'y avait jamais pensé : il sollicita un délai de cinq mois pour réfléchir à la chose. Nous attendons toujours l'importante révélation Le Prolétariat conscient et les reporters parlementaires sont dans l'anxiété.

Un petit défaut du citoyen Jaurès, ou bien sa grande habileté, c'est de ne pouvoir citer un document, un texte, un argument de son contradicteur, sans le travestir ou le tronquer. Tour à tour M. Clemenceau, M. Guesde, le *Temps*. M. Cavaignac, le *Vorwærtz*, dix écrivains russes, allemands, français, ont pris le tribun en flagrant délit de falsifications trop hardies. Rien ne le déconcerte. Il recommence, il continue, il renchérit.

Son public ne lit pas, ne critique pas, ignore tout : ce serait pitié de ne pas tromper ces gens-là jusqu'à la gauche!

Sur cette réflexion, le citoyen Jaurès devient historien. Entre les *Mémoires de Cartouche* et les *Confessions de Dumollard*, il écrit pour la postérité une *Histoire Socialiste* dont les livraisons réunies emplissent une bibliothèque. Les *Mille et Une Nuits* pâlissent à côté. On y voit comment les *revolvers* partaient tout seuls en 1789, comment Napoléon le Grand s'immortalisa en rétablissant le culte des Israélites, et cinq cent mille apostrophes : « O sérénité de la nuit! O tendresse des étoiles! O douceur de vivre! O Paris, lève-toi donc! O Révolution, défends-toi! O ironie! O le pauvre esprit! » durant quatre à cinq mille pages.

On y trouve aussi d'abominables inventions et, sur le petit martyr du Temple, une infamie qui eût donné des nausées à Zola lui-même.

Car c'est une belle âme que le citoyen Jaurès; il aime la paix avec les vivants, avec les forts; il endure, mieux qu'un bon chrétien, les outrages et les violences; il tendit la joue gauche à M. Cavaignac, à M. de Bernis, à M. Syveton, quand sa joue droite fut trop chaude. Il se rattrape sur les morts et sur les femmes. Mme Syveton, comme Louis XVII, en sut quelque chose.

On a comparé le Kaiser de la Sociale à beaucoup de personnages historiques : ce type de démagogue ventru, poilu, tonitruant et fourbe est fréquent dans l'histoire des peuples qui tombent.

En fait, le citoyen Jaurès n'a qu'un émule : Fregoli. Seul, Fregoli put montrer une égale prestesse

à changer de masque, de frusques, de voix et de langage.

Essayez de suivre le Fregoli socialiste dans ses exercices.

Le voilà juché sur une table de banquet, hurlant l'*Internationale* et la *Carmagnole*, réclamant les boyaux du dernier prêtre pour étrangler le dernier aristocrate; vite, il court écrire un article contre les excès subversifs de son concurrent, ou recevoir une leçon de maintien du vidame de Hault de Pressensé pour souper chez les comtesses moldo-valaques. Un soir, il dîne avec le roi d'Italie, baisant la main de la reine, buvant à la maison de Savoie; le temps d'ôter l'habit de cour et de revêtir le veston pour meetings, le voilà chez les grévistes de Fourmies, fulminant contre les despotes et contre les exploiteurs. Il ouvre des souscriptions pour abattre le tsarisme; il comble d'éloges Nicolas II au Congrès de Tours. Il reproche à M. Clemenceau tous les actes qu'il approuvait sous M. Combes. Il accuse Guesde, Vaillant, Lafargue, d'être vendus à la réaction; après quoi il « s'unifie » avec eux. Il affirme que les meneurs de la Bourse du Travail sont des agents cléricaux et royalistes; il les adjure ensuite de collaborer à son journal. Il est antisémite à la *Petite République*; il a douze commanditaires juifs à l'*Humanité*. Il demande le désarmement universel et prouve que la paix armée ne gêne personne. Il démolit les généraux et ne souffre que des amiraux dans sa famille. Il baptise ses enfants à l'eau du Jourdain, comme les princes de la maison de Hohenzollern, et dénonce les fonctionnaires qui

laissent aller leurs femmes à la messe. Il s'écrie, en chaire de Faculté : « Je crois en Dieu ! » et dans les clubs : « Ecrasons l'Infâme ! » Il écrit des thèses de théologie sur les attributs de Dieu, et couvre le pape d'injures ; au mois de juillet 1906, à Castres, il s'agenouille dans l'église pour baiser les pieds du Christ ; au mois d'août, il exige l'anéantissement de la religion...

Mais ne lui demandez pas compte de la contradiction perpétuelle de ses mouvements ; car il répondrait (*textuel*) :

« *La somme des mouvements qui sont dans le monde n'est pas une somme, ou, si l'on veut, c'est la somme des moyens de Dieu, c'est-à-dire, en un sens, Dieu lui-même, qui n'est pas un total, mais un infini agissant, où la mathématique n'a rien à voir.* » (1)

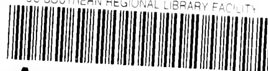
Y êtes-vous ? C'est clair !

---

(1) *De la Réalité du Monde sensible,* chez Alcan (7 fr. 50).

TABLE DES MATIÈRES

Imp. Chantenay, 15, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris


UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
A 000 292 631 9